

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



RÉCIT
APRÈS BIEN DES TRIBULATIONS,
LE PUY DU FOU PART
À LA CONQUÊTE DE LA CHINE **PAGE 17**

FESTIVAL DE CANNES
AVEC « ANORA », SEAN BAKER
ENCHANTE LA CROISSETTE
ET DÉCROCHE LA PALME D'OR
PAGES 30 ET 31



EUROPÉENNES
Comment Macron
veut rejouer
le match
contre Le Pen **PAGE 5**

REPORTAGE
À Nouméa, dans
la cellule de crise,
avec la ministre
des Outre-mer **PAGE 6**

ALLEMAGNE
À Berlin, Macron
exhorte les jeunes
à contrer les
« nationalismes »
PAGE 7

SÉCURITÉ
Incidents Lyon-
PSG : les questions
après le chaos **PAGE 10**

RUGBY
Stade Toulousain,
une génération
dorée jamais
rassasiée **PAGE 13**

SANTÉ
Bilan rassurant
sur les risques
de la cigarette
électronique
PAGE 15

MARCHÉS
Une nouvelle
génération
de boursicoteurs
émerge **PAGE 22**

**CHAMPS
LIBRES**

« Un entretien
avec Marc Lazar
• Les chroniques de
Nicolas Baverez et
de Samuel Fitoussi
PAGES 18 ET 19

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de samedi :**
Elections européennes :
le service public a-t-il
eu raison d'organiser
un débat Attal-Bardella ?

OUI 45% NON 55%

VOTANTS : 142 910

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**

Êtes-vous favorable à un
débat entre Emmanuel
Macron et Marine Le Pen
avant les élections
européennes ?

PUY DU FOU: LOIC VENANCE/AFP

Euthanasie, suicide assisté : la colère des soignants s'intensifie

Alors que la loi sur la fin de vie arrive à l'Assemblée, vingt-trois organisations de professionnels de santé appellent les députés à ne pas voter un texte « en grand décalage avec les promesses » de l'exécutif.

Le projet de loi sur la fin de vie sera examiné à partir de ce lundi dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, dans un contexte particulièrement tendu. Si le texte initial, porté par le gouvernement, se voulait « équilibré », la plupart des garde-fous ont sauté en commission, en fin de semaine dernière. Ainsi le critère de « pronostic vital engagé à moyen terme » a-t-il disparu, augurant un accès élargi à l'aide à mourir. Parallèlement, le texte amendé laisse entrevoir un basculement vers un droit à l'euthanasie et ouvre la voie à un délit d'entrave au suicide assisté. Alors que Catherine Vautrin et Gabriel Attal ont promis de rétablir certaines limites, vingt-trois organisations de soignants appellent les députés, dans une tribune donnée au Figaro, à ne pas voter le texte en l'état, rappelant que « les conditions strictes ont disparu avant même la première lecture à l'Assemblée ».

→ CES DÉPUTÉS DONT LES DRAMES FAMILIAUX INFLUENCENT LE VOTE SUR L'AIDE À MOURIR → LOI SUR LA FIN DE VIE : L'APPEL DE VINGT-TROIS ORGANISATIONS DE SOIGNANTS → HAIM KORSIA : « CELUI QUI ME SOIGNE POURRAIT UN JOUR ME TUER » **PAGES 2, 4, 18, 20 ET L'ÉDITORIAL**



**Kharkiv déterminée
à survivre malgré
les bombes russes**

Mariages, rave parties, art de rue... Dans cette ville ukrainienne branchée qui était, avant la guerre, un haut lieu culturel et étudiant, les habitants défient l'offensive des forces de Moscou. **PAGES 8 ET 9**

ÉDITORIAL par Laurence de Charette

Chemin périlleux

À quelques jours du scrutin européen, tandis que la Nouvelle-Calédonie continue de flamber, que le premier ministre tente de bricoler la justice des mineurs, et l'hôte de Bercy de raboter la dette abyssale, voici l'Assemblée chargée de traiter de l'un des sujets les plus fondamentaux qui soit : il lui incombe de légiférer sur la mort. « L'humilité », affirmait Emmanuel Macron, en présentant, il y a peu, les grandes lignes du texte gouvernemental instaurant le suicide assisté et l'euthanasie, n'interdit pas la certitude. Je suis assez sûr du chemin qu'on prend. Ma main ne tremble donc pas. Sans doute l'« humilité » n'interdit-elle pas, non plus, la politique ? On n'empêchera pas les mauvais esprits de voir, dans l'heureux hasard du calendrier qui porte sur le devant de la scène, juste avant une élection, l'un de ces textes sociétaux dont le chef de l'État ne dédaigne pas le progressisme, un appel du pied aux électeurs de Raphaël Glucksmann... Les derniers jours semblent bien, en revanche, avoir brouillé le « chemin » en question : la semaine passée, en commission spéciale, les députés ont mis à bas, en quelques heures, le nouveau « modèle français » de fin de vie tracé par le président, piétinant un à un les principaux

« verrous » censés « encadrer strictement » le nouvel édifice. Derrière le consensus d'apparat, savamment cousu de consultations et d'auditions « transpartisanes », sont apparues les véritables revendications des uns - ceux qui exigent dans la radicalité la souveraineté sur les corps de la conception jusqu'à l'extinction - et, par ricochet, les profondes inquiétudes, si peu écoutées, de tous les autres. Derrière les serments d'« apaisement », les promesses d'« équilibre », on a finalement trouvé - soutenu par le gouvernement - le projet d'un délit d'en-

**Les tourments
du monde
médical**

trave au suicide assisté, qui ravive encore les tourments du monde médical, désespéré de voir sombrer les valeurs du soin. Et derrière les fragiles positions d'appareil, au sein de la majorité notamment, on voit désormais poindre, à l'heure du choix, les réserves personnelles, les réticences intimes, voire les résistances affichées face au changement de paradigme que chacun, quoi qu'on en dise, pressent derrière cette « aide à mourir » aux contours en trompe-l'œil. Loin de la concorde escomptée, les affres de la division des consciences... ■

**Assurance-
chômage :**
l'exécutif veut
faire appliquer
la réforme
d'ici à la fin
de l'année

La nouvelle réforme détaillée dimanche par le premier ministre, Gabriel Attal, modifie les conditions d'accès aux allocations chômage et va réduire la durée d'indemnisation de 18 à 15 mois. Les nouvelles règles devraient entrer en vigueur le 1^{er} décembre. Pour l'exécutif, qui espère atteindre le plein-emploi d'ici à 2027, cette réforme doit aussi générer des économies essentielles pour tenir sa trajectoire de réduction des déficits publics. **PAGE 23**

RICHARD MILLE



RM 07-01
CÉRAMIQUES
DE COULEUR

**A Racing Machine
On The Wrist**

Fin de vie : à l'Assemblée, une bataille à risque

Agnès Leclair et Wally Bordas

Alors que plusieurs « verrous » du projet de loi ont sauté en commission, le gouvernement veut reprendre son texte en main.

Nouveau modèle Français de la fin de vie ou tout simplement vertigineux dans l'inconnu ? Un climat d'incertitude plane sur les contours de la loi sur l'aide à mourir, deuxième grande réforme sociale d'Emmanuel Macron après la PMA pour toutes.

Après deux ans de promesses et de mystères entretenus par le chef de l'État, c'est au tour des députés de « regarder la mort en face ». À partir de lundi et pour deux semaines, ils vont se pencher sur le périlleux sujet de la fin de vie. Si ce texte fait partie de ceux qu'il convient d'écrire « d'une main tremblante », il s'apparente avant tout à un véritable casse-tête tant les limites d'accès à un droit à mourir semblent difficiles à définir. Où tracer les lignes rouges ? Comment les garantir ? La ministre de la Santé, Catherine Vautrin, préfère invoquer le nécessaire « équilibre » du texte et promet de le rétablir.

Mais la bataille législative sera probablement plus âpre que prévu. Dès les travaux en commission spéciale, menés au pas de charge, les premiers désaccords ont laissé entrevoir les possibles sursauts dans l'Hémicycle. Et la réécriture du texte, en quelques jours, a donné l'impression que le gouvernement avait perdu le contrôle.

Progrès ou rupture anthropologique majeure ? L'avenir du texte est d'autant plus difficile à prédire que les lignes de partage entre élus défient les logiques de groupes politiques. La majorité présidentielle est « très largement rassemblée derrière l'équilibre proposé par le gouvernement », a voulu rassurer Gabriel Attal dans La Tribune Dimanche.

Au cœur de débats, le critère de « pronostic vital engagé à moyen terme » a disparu, laissant la place à un accès élargi à l'aide à mourir aux malades « en phase terminale ou avancée ». Des personnes souffrant de maladies chroniques comme le diabète ou atteintes de cancers avancés avec un reste à vivre de plusieurs années pourraient devenir éligibles à la mort programmée. L'oncologue Jérôme Barrière, membre du Conseil scientifique de la Société française du cancer, alerte : « Des patients atteints d'un cancer, qui étaient autrefois considérés comme condamnés, sont encore en vie à plus de cinq ans de suivi grâce à l'immunothérapie. En cas d'arrêt des traitements, les médecins peuvent se prononcer. Mais comment faire en cours de traitement ? Il y a un risque que des personnes fragiles, avec des douleurs mal calmées, demandent à mourir en début de prise en charge. » À l'inverse, France Assos Santé, qui représente les personnes malades, a salué une amélioration du texte : « Si ce critère est rétabli, il y a de grandes chances pour qu'il devienne la variable d'ajustement pour recevoir ou refuser une demande (...) au détriment des droits des personnes malades. »

Un équilibre rompu

Autre incertitude, le suicide assisté serait-il bien la principale modalité de l'aide à mourir ? L'euthanasie restera-t-elle une « exception » pour les personnes qui ne seraient « pas en mesure physique » d'y procéder ? En l'état actuel, le texte comporte une contradiction. En commission, un basculement s'est profilé avec l'adoption d'un amendement laissant au malade le choix entre ces deux procédures.

La même confusion entoure la notion de « volonté libre et éclairée » du patient. Ce critère, imaginé pour écarter de l'aide à mourir les personnes souffrant de troubles psychiatriques ou d'Alzheimer, figure toujours dans le texte. Mais un amendement a ouvert la possibilité de demander l'aide à mourir dans ses directives anticipées, dernières volontés médicales rédigées en cas de perte de conscience. Création d'un « délit d'enlèvement » à l'aide à mourir, délai de réflexion du patient possiblement écourté, absence de véritable procédure collégiale pour donner une autorisation d'aide à mourir... En quelques jours, les sujets de discords sur le texte se sont multipliés, donnant une impression de désordre et confortant les soignants hostiles dans l'idée que la France se dirigerait vers « la loi la plus permissive au monde ».

Chez les parlementaires, ces modifications sont déjà au cœur de toutes les discussions. « On va donner un signal aux personnes âgées, les pousser vers la sortie. Cette loi est dangereuse car son champ d'application va continuer de s'ouvrir un



Le député MoDem, Olivier Falorni, est le rapporteur général du texte sur la fin de vie.

peu plus dans les années à venir », prévient la députée LR Émilie Bonniard. Même au sein de la majorité présidentielle, on s'inquiète d'un texte qui va désormais « beaucoup trop loin », dit un poids lourd macroniste. Mardi dernier, lors de la réunion hebdomadaire du groupe Renaissance, plusieurs cadres s'en sont émus. Stéphanie Rist, rapporteur générale de la commission des affaires sociales, a notamment été très offensive, regrettant un texte « devenu très déséquilibré » par rapport à la copie du gouvernement.

« En commission, nos députés ont fait n'importe quoi. Ils se sont fait LFI ! Ce texte-là, je ne le vote pas et je ne suis pas la seule. Beaucoup d'entre nous trouvons que cela va beaucoup trop loin. Même le gouvernement est mal à l'aise », peste une députée influente de la majorité. Le député Renaissance Benjamin Haddad, lui, tente d'expliquer les nombreux changements opérés : « La première mouture du gouvernement était très prudente, mais les députés présents en commission étaient très libéraux sur ces questions. » Sa collègue

Caroline Janvier, y va plus franchement : « Il y a eu un glissement important du texte. Ce que craignaient les gens qui, comme moi, sont défavorables au texte, s'est passé beaucoup plus vite que prévu... » Avant d'ajouter : « La radicalité systématique de certains groupes, sur un sujet aussi sensible que celui-ci, les a conduits une fois de plus à se tirer une balle dans le pied. »

Une rédaction « confuse »

Beaucoup se rassurent, estimant que, si les députés les plus allants sur le sujet étaient présents en commission spéciale, l'ensemble des parlementaires seront probablement bien plus prudents et ne valideront pas le texte tel qu'il arrive en séance publique. « Mon sentiment, c'est qu'il y aura un rééquilibrage », veut croire Maud Bregeon (Renaissance). Quelles que soient leurs convictions sur le sujet, tous prévoient en tout cas des débats respectueux et apaisés. « Je n'aime pas l'idée que la mort devienne une politique publique, mais j'ai envie de rester très humble car je n'ai jamais été confronté à ce choix », justi-

fie Benjamin Haddad. « C'est compliqué de légiférer sur un permis de mourir, de se sentir vraiment légitime à voter sur cette loi qui touche à ce point à l'intime de chaque français », abonde Maud Bregeon.

L'élargissement du texte, en commission, permettra-t-il au gouvernement de rassembler autour de son texte initial, plus « équilibré » par contraste ? « Le texte initial portait déjà en lui les germes de ce qui s'est passé en commission spéciale. En quelques jours, les limites ont sauté. Cela conforte l'idée que ce que l'on nous présente comme des conditions strictes ne sont que des conditions provisoires », estime Claire Fourcade, présidente de la Sfp (société française d'accompagnement et de soins palliatifs). Dans son sillage, les sociétés savantes et organisations professionnelles de soignants sont de plus en plus nombreuses à se mobiliser contre le texte.

Des poids lourds comme la Société française de pédiatrie, le Conseil national professionnel des aides-soignants, l'Union Française pour une médecine libre (médecins généralistes) ont rejoint le rang des

contestataires. Dans une tribune au Figaro, ils adressent une supplique aux députés : « Sauvez les valeurs du soin ! » « Les soignants qui ne voulaient pas y croire sont en train de comprendre qu'il se passe quelque chose de grave. Il ne s'agit pas de quelques soi-disant « extrémistes » des soins palliatifs. Les soignants sont en état de stress prérumatique et le gouvernement reste sourd à nos alertes », dit Claire Fourcade. Sur le site Atlantico, le psychiatre Raphaël Gourevitch met également en garde : « Demander l'in-vraisemblable pour obtenir l'acceptable, c'est une tactique vieille comme le monde. » Du côté de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, on salue l'arrivée à l'Assemblée nationale d'un texte sur l'aide à mourir. Mais les critiques fusent également sur sa rédaction « confuse », selon son président Jonathan Denis, et ses « multiples contradictions ». Il regrette enfin que le gouvernement « n'assume pas assez clairement cette évolution ».

➤ Lire aussi PAGES 18 ET 20

Astrid Panosyan : « En l'état, je ne voterai pas ce texte »

La députée (Renaissance) de Paris regrette que, dans la version amendée du projet de loi sur la fin de vie, l'euthanasie devienne « un choix pour le patient ».

LE FIGARO. - Dès le début du débat, vous aviez des doutes sur l'aide à mourir. Comment avez-vous cheminé ?

ASTRID PANOSYAN. - Sur la fin de vie, personne ne peut dire qu'il détient la vérité. Initialement, j'étais prête à envisager la possibilité d'accepter ce texte dans une démarche compassionnelle pour apporter une réponse aux situations de malades atteints de maladies neurodégénératives incurables, avec un pronostic vital engagé à moyen terme, et ne pouvant bénéficier d'une sédation jusqu'au décès. Au départ, les critères d'accès à l'aide à mourir et la vérification du consentement à toutes les étapes pouvaient sembler très précis et assez stricts. J'étais néanmoins profondément gênée par la possibilité de demander à un tiers, médecin ou proche, d'administrer la dose létale, en cas d'impossibilité pour le malade de le faire lui-même. Cette exception me semblait inutile et dangereuse car, dans les pays où l'euthanasie et le suicide assisté coexistent, c'est l'euthanasie qui prend le pas. Un autre aspect du texte pose problème : l'organisation d'un continuum d'accompagnement entre soins palliatifs et aide à mourir, alors

soins palliatifs n'ont pas besoin de loi nouvelle, mais de moyens, alors que l'interdit de tuer est un principe universel dans les sociétés développées. Il est rare que des malades disent de manière définitive : « Je veux mourir. » La plupart d'entre eux envoient le message : « Je ne veux pas vivre ainsi. » Or les soins palliatifs permettent le plus souvent de réduire cette demande d'aide à mourir.

En commission spéciale, les députés ont élargi l'accès à l'aide à mourir. Seriez-vous prête à voter ce texte ? L'examen en commission spéciale a montré que l'instauration d'un « droit-créance » peut submerger une approche compassionnelle. Les restrictions peuvent être levées d'autant plus facilement qu'elles prennent le visage de l'humanité, de la compassion, du progrès. Au-delà de mes interrogations initiales sur ce texte, ces changements sont un indicateur de son évolution probable. L'euthanasie devient un choix pour le patient. Une vraie ambiguïté a été introduite quant au maintien du discernement à chaque étape si l'aide à mourir est inscrite dans les directives anticipées, lorsque la personne perd conscience de manière irréversible. La notion de pronostic vital disparaît des critères. En l'état, je ne voterai pas ce texte. Cette évolution met en évidence la fragilité des digues pour le futur, comme c'est le cas à l'étranger.

La disparition de « garde-fous » lors de l'examen en commission inquiète certains députés. Cette crainte va-t-elle aider le gouvernement à faire passer sa version de la loi, plus équilibrée par contraste ? Ce n'est pas certain. Certains des députés qui ont poussé pour ces changements en commission spéciale sont aussi des élus de la majorité. Il existe à la fois un tiraillement et un sentiment de responsabilité sur ce texte. On sent une volonté très forte du gouvernement de conserver le critère du pronostic vital engagé à moyen terme. La possibilité d'administration du produit létal par un tiers au choix du malade devrait aussi disparaître, car elle rompt l'équilibre fragile avec les professionnels de santé. Le débat s'annonce compliqué sur la question de l'inscription de l'aide à mourir dans les directives anticipées.

Votre mari, l'universitaire et intellectuel Laurent Bouvet, était atteint de la maladie de Charcot. Qu'avez-vous appris en l'accompagnant ? Une expérience personnelle ne vaut pas vérité universelle. J'ai appris que le simple fait de savoir qu'il existe une aide à mourir, même si on n'y a pas recours, peut apparaître comme une réassurance ou un soulagement. Cela peut donner au patient le sentiment qu'il garde la main quand il le décide

pour ne plus subir. C'est un message qu'il faut pouvoir entendre, car la loi Claeys-Leonetti a aussi ses limites, notamment pour des maladies neurodégénératives incurables. C'est la fameuse question du pronostic vital engagé à « moyen terme » pour lequel la sédation profonde et continue jusqu'au décès n'est pas possible. La question de la fin de vie nous met donc face à un dilemme entre le respect de la liberté afin de répondre aux douleurs qu'on ne peut soulager et celui de la fraternité, qui suppose qu'on ne doit jamais laisser une personne se sentir de trop. Mais ce texte risque de créer une inégalité de traitement. Il y aura un décalage entre l'aide à mourir qui sera immédiatement disponible et les soins palliatifs qui mettront encore du temps à être accessibles à tous, même avec des crédits doublés en dix ans. Si on laisse les malades atteints de la maladie de Charcot se confiner dans leur propre corps, l'aide à mourir apparaît comme une réponse. Or les ordinateurs à commande oculaire qui permettent de communiquer et les fauteuils adaptés sont très chers et très faiblement remboursés. Les professionnels à domicile manquent, laissant les aidants familiaux en première ligne. Au Canada et en Oregon, ce sont les patients d'un niveau de vie modeste qui ont tendance à réclamer l'aide à mourir. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. L.



ÊTRE MOTEUR D'UN MONDE EN MOUVEMENT, C'EST :

Développer des **compétences** d'avenir

- Plus de **90 %** de nos **251 000** collaborateurs formés dans le monde pour accompagner la transformation de l'entreprise
- **144 millions** d'euros investis en formation en 2023, notamment en matière de nouvelles technologies digitales
- Plus de **60 000** collaborateurs formés aux technologies de la mobilité électrique

Créer des **opportunités** uniques pour nos collaborateurs

- **160** nationalités dans **37** pays et **16** marques emblématiques commercialisées sur **130** marchés
- **30 %** des postes à responsabilité occupés par des femmes
- Un mode de travail flexible à distance et sur site pour **100 %** des salariés éligibles
- **6 milliards** d'euros de participation aux bénéfices de l'entreprise redistribués aux collaborateurs en 3 ans et un plan d'actionnariat salariés à des conditions privilégiées

Atteindre le **Net Zéro Carbone** ⁽¹⁾ d'ici 2038

- **48** modèles 100 % électriques d'ici la fin 2024, **30** déjà lancés et une croissance des ventes en 100 % électrique de **21 %** en 2023
- Réduction de **7,3 %** des émissions de CO₂ eq. en intensité carbone ⁽²⁾ traduisant un gain moyen de **5,9** tonnes de CO₂ par véhicule vendu en 2023 (versus 2021) sur l'ensemble de la durée de vie du produit, soit **12,6 %** de réduction des émissions de CO₂ eq. ⁽³⁾ en valeur absolue (versus 2021)
- **3** « grEEen campus » en développement en France, en Italie et en Allemagne pour accueillir nos centres d'expertise et de Recherche & Développement

Ensemble, traçons la route



CHRYSLER



DODGE



FIAT



Jeep



LEASYS



WWW.STELLANTIS.COM

(1) avec un pourcentage de compensation des émissions résiduelles à un seul chiffre, conformément à l'objectif défini dans le plan stratégique Dare Forward 2030 disponible à l'adresse suivante : <https://www.stellantis.com/en/company/dare-forward-2030> (2) scopes 1, 2 et 3, gain en tCO₂ eq./veh = tonnes d'émissions CO₂ équivalent par véhicule vendu calculé sur l'ensemble du cycle de vie du produit. Détails disponibles sur le lien suivant : <https://www.stellantis.com/fr/responsabilite/publications-rse> (3) scopes 1, 2 et 3, gain en valeur absolue en millions de tonnes d'émissions CO₂ équivalent. Détails disponibles sur le lien suivant : <https://www.stellantis.com/fr/responsabilite/publications-rse>

Ces députés dont les drames familiaux influencent le vote sur l'aide à mourir

Wally Bordas et Agnès Leclair

Ils ont vécu des tragédies personnelles qui les poussent à plaider pour ou contre une évolution de la législation sur la fin de vie.

Leurs histoires sont celles de centaines de milliers de Français. Intimes, bouleversantes, dramatiques. Elles constituent de très douloureux souvenirs greffés dans leur chair et les ont marqués au plus profond d'eux-mêmes. Désormais, il faut légiférer. À l'occasion de l'examen du projet de loi sur la fin de vie, qui débute ce lundi à l'Assemblée, ces députés vont devoir se positionner sur le texte, qui vise à instaurer une « aide à mourir » pour certaines personnes atteintes d'une pathologie « incurable » en phase avancée ou terminale. Des situations qu'ils ont toutes vécues personnellement, loin des logiques politiques. Et qu'ils ont décidé de raconter publiquement pour plaider pour ou contre ce projet de loi.

L'écologiste Sandrine Rousseau en fait partie. Depuis plusieurs années maintenant, l'élue milite pour l'élargissement de l'aide à mourir. Elle le fait en racontant son histoire et celle de sa mère. Une femme atteinte d'un cancer pendant dix-huit ans et maintenue en vie grâce aux nombreux soins qu'elle a suivis. Avant que la maladie ne se généralise et que son état ne se détériore. « Ma mère ne voulait pas mourir de ce cancer, c'était le combat de sa vie et elle voulait le gagner. Elle s'était donc fixé comme limite le moment où elle ne pourrait plus respirer seule, car elle ne pouvait pas supporter la dégradation physique. Elle voulait choisir le jour de sa mort, ne pas mourir à l'hôpital », raconte Sandrine Rousseau.

Un jour, l'écologiste prend le train pour aller voir ses parents. Son père vient la chercher à la gare et, lorsqu'ils rentrent à la maison, ils retrouvent la mère de Sandrine Rousseau inconsciente, après avoir avalé des médicaments. À côté d'elle, un « petit mot de rien du tout sur un bout de feuille déchiré » expliquant son geste. Mais elle est encore en vie. Et souffre. « On a vécu son agonie, qui a duré près de dix heures, avec des manifestations très fortes de douleur. C'était extrêmement dur, car

« Une loi sur l'aide à mourir, c'est une demande de gens bien portants, aisés, qui ont peur de la déchéance. Certains ont eu une expérience personnelle qui s'est mal passée faute de soins palliatifs et veulent faire de l'euthanasie une règle générale »

Philippe Juvin Député LR et chef de service des urgences de l'hôpital européen Georges-Pompidou à Paris

nous ne pouvions rien faire, nous voulions respecter sa volonté », se remémore la députée. « J'étais seule avec mon père face à ça. Mon frère n'était pas là. Ce départ clandestin nous a tous privés de mots d'amour. C'est quelque chose de très violent, qui aujourd'hui encore me bouleverse », poursuit-elle.

Au cours de ces longues heures d'attente auprès de sa mère, Sandrine Rousseau se fait une promesse : elle fera tout pour que cette situation n'arrive pas à d'autres. Pour que la loi évolue. Depuis, elle témoigne dès qu'elle le peut de son expérience personnelle, même si chaque mot ravive une mémoire traumatisée. « Ces départs en catimini sont très violents. S'il y avait eu l'aide active à mourir, ma mère nous aurait prévenus, nous aurions respecté son choix, et elle aurait eu une fin de vie très différente.



« Mon frère m'avait dit qu'il voulait en finir, je lui avais dit que je n'étais pas d'accord, que ce n'était pas la solution. Malgré sa mort, je ne vais pas modifier ma position, même si c'est extrêmement douloureux », explique André Chassaigne. ARTHUR NICHOLAS ORCHARD / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Nous aurions pu lui dire au revoir et elle ne se serait pas échappée par la porte de secours », légitime-t-elle, sincèrement convaincue du bien-fondé de cette loi.

« On ne peut plus laisser faire ça. » En 2013, lors d'une séance de questions à l'Assemblée nationale, Olivier Falorni avait repris les mots de Sandrine Rousseau sur « l'interminable agonie de sa maman » tant ils faisaient écho à sa propre histoire. Sa mère, elle aussi, a lutté pendant des années contre un cancer – avec une phase de rémission, puis une récidive – avant de mourir à 60 ans. Vibrant d'émotion, il a décidé de briser « l'omerta de cette douleur intime » devant la représentation nationale. « Ce drame de l'impuissance, je l'ai vécu moi aussi. Nos deux mères s'étaient liées dans le combat face à la maladie. Elles avaient affronté cette épreuve main dans la main, avec une force de vie incroyable. Condamnées sans espoir de rémission, elles n'aspiraient plus qu'à une seule chose : mourir dans la dignité comme elles avaient vécu leur vie », a confié l'élu. Avant d'insister : « On ne peut plus accepter la violence inouïe d'agonies interminables que même les soins palliatifs et le dévouement de soignants ne peuvent plus apaiser. »

Dix ans plus tard, après avoir porté une proposition de loi sur le sujet, le député MoDem est devenu rapporteur principal du projet de loi sur la fin de vie. Si sa volonté d'ouvrir un droit au suicide assisté et à l'euthanasie reste intacte, il ne souhaite cependant plus faire appel à ses souvenirs personnels pour défendre ce texte. « J'ai évoqué l'histoire de ma mère à un moment où j'avais l'impression que l'on s'enfonçait dans un débat très théorique, en oubliant la dimension humaine qui est au cœur de ce sujet, analyse-t-il. Aujourd'hui, je ne le ferais pas, car cela laisse entendre que mes positions sur la fin de vie sont liées à cette histoire. Or cela n'a jamais été le moteur de mon engagement, même si cela n'a fait que me conforter dans l'idée qu'il fallait faire évoluer la loi. »

Des histoires comme la sienne ou celle de Sandrine Rousseau, il en a aussi entendu beaucoup quand il était adjoint au maire de La Rochelle. « Heureux sont ceux qui n'ont pas eu la tristesse de connaître des fins de vie douloureuses dans leur entourage. Mais, malheureusement, c'est le cas de millions de Français », dit-il. Membre de longue date de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), cet ancien du PS a avant tout été influencé par une grande figure du radicalisme, l'ancien ministre Henri Caillaud, franc-maçon

et partisan du droit de « ne pas souffrir » et de « ne pas subir ». « Peut-on disposer de sa mort ? C'est une question qui soulève la question de la liberté et de l'égalité, des valeurs républicaines, dit-il. L'expression de son propre vécu ne peut être qu'une illustration dans ce débat sur la fin de vie. Cela n'en fait pas une vérité générale. Et notre rôle, c'est de légiférer pour l'intérêt général. »

Ceux qui sont opposés à une avancée de la législation sur le sujet ont aussi parfois un vécu qui les y pousse. Philippe Juvin en est l'illustration. Quand il parle, c'est d'expérience. Au-delà des convictions, au-delà des histoires personnelles, le député LR apporte au débat sur la fin de vie son vécu de soignant. Celui d'un médecin qui a souvent « regardé la mort en face », en tant que professeur de médecine, spécialisé en réanimation, puis chef de service des urgences de l'hôpital européen Georges-Pompidou à Paris.

Orateur LR sur ce texte, ses connaissances précises lui ont servi à s'opposer pied à pied à l'aide à mourir en commission spéciale. Mais il n'a pas hésité à illustrer sa défense de la loi actuelle sur la fin de vie en invoquant une histoire intime, le décès de son père. Ce dernier, atteint d'une maladie neuro-dégénérative, a vécu ses derniers instants dans un service de soins palliatifs, à la maison Jeanne-Garnier, à Paris.



« Ces départs en catimini sont très violents. S'il y avait eu l'aide active à mourir, ma mère nous aurait prévenus, nous aurions respecté son choix, et elle aurait eu une fin de vie très différente. Nous aurions pu lui dire au revoir et elle ne se serait pas échappée par la porte de secours », souligne Sandrine Rousseau. NICOLAS GUYONNET / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

« Il souffrait de telle manière qu'il a été décidé, de manière collégiale, de l'endormir », raconte-t-il. Une sédation profonde et continue jusqu'au décès, pratique mise en avant depuis la loi Claeys-Leonetti, lui a permis de « partir doucement ». « Comme les médecins n'arrivaient pas à lui poser la perfusion, c'est moi qui l'ai fait. Des députés esti-

« On ne peut plus accepter la violence inouïe d'agonies interminables que même les soins palliatifs et le dévouement de soignants ne peuvent plus apaiser »

Olivier Falorni Député MoDem et rapporteur du projet de loi sur la fin de vie

ment que c'est une manière de donner la mort de façon hypocrite. D'autres connaissent mal cette possibilité. Ils n'ont rien compris à la loi actuelle sur la fin de vie. Je n'ai pas le sentiment d'avoir tué mon père, mais de l'avoir soulagé, de l'avoir aidé. La différence, fondamentale, c'est l'intention », souligne-t-il.

En colère contre les « confusions » de ce débat, il a ainsi tenté d'incarner cette possibilité d'un droit de « dormir avant de mourir pour ne pas souffrir ». « Cette

sédation ne dure pas plus de 72 heures, comme le clament à tort les militants de l'aide à mourir pour la discréditer. La plupart des gens ne savent pas ce qui est mis en place aujourd'hui et beaucoup n'ont jamais accompagné un mourant. Une loi sur l'aide à mourir, c'est une demande de gens bien portants, aisés, qui ont peur de la déchéance. Certains ont eu une expérience personnelle qui s'est mal passée faute de soins palliatifs et veulent faire de l'euthanasie une règle générale », estime-t-il. Avant d'ajouter : « In fine, cette loi risque de s'appliquer avant tout aux personnes démunies qui n'auront pas de quoi s'offrir une prise en charge à la hauteur, comme c'est le cas à l'étranger. On est à mille lieues de la fraternité. »

Comme lui, le député communiste André Chassaigne est opposé à cette évolution. Pourtant, son vécu récent aurait pu le pousser à plaider l'inverse. L'histoire commence il y a trente ans, lorsque son père, atteint d'un cancer du pancréas, s'éteint dans « une forme de sérénité » dans une unité de soins palliatifs, à Clermont-Ferrand. André Chassaigne en ressort avec la conviction très forte que ce type de soins doit pouvoir être accessible sur tout le territoire. Mais que la loi sur la fin de vie ne doit pas évoluer. Jusqu'en janvier dernier, où son frère, atteint de la même maladie, met fin à ses jours, après plusieurs années de chimiothérapie. Un « choc terrible » qui « bouleverse ».

Ce qui le fait réfléchir. Doit-il reconsidérer son choix ? « Mon frère m'avait dit qu'il voulait en finir, je lui avais dit que je n'étais pas d'accord, que ce n'était pas la solution. Malgré sa mort, je ne vais pas modifier ma position, même si c'est extrêmement douloureux », explicite-t-il. Un choix que le communiste s'approprie à argumenter auprès de sa famille. « Ils ne vont pas comprendre, j'espère qu'ils ne vont pas prendre cela comme une forme de trahison. Je ne le fais pas de gaieté de cœur. Je compte leur faire une lettre pour leur expliquer pourquoi je ne peux pas voter cette loi. »

Selon lui, ce texte serait un « basculement » qui autoriserait « à donner la mort ». « Cela ouvre la porte à des avancées successives qui pourraient, à terme, pousser des personnes qui culpabilisent de vieillir ou de côtoier leur enfant à vouloir en finir », argue-t-il. Alors, malgré cette cicatrice encore à vif et sa peine, il ne transigera pas et votera contre le texte du gouvernement. « C'est peut-être la première fois qu'un vote que je vais faire me déchire. Car je sais qu'il trahira ce que mon frère aurait souhaité. » ■



Comment Macron veut rejouer le match contre Le Pen

Célestine Gentilhomme et Paul Laubacher

Le chef de l'État a relancé l'idée d'un débat avec la double finaliste de la présidentielle.

L'idée avait fait long feu. Les deux camps s'étaient même résignés à renvoyer à plus tard le match retour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Mais voilà que le premier ravive, dans les colonnes du *Parisien*, l'hypothèse d'un débat télévisé, à moins de deux semaines des élections européennes.

Depuis l'avion présidentiel qui le ramenait jeudi soir à Paris, après une visite éclair en Nouvelle-Calédonie, le chef de l'État a défendu directement sa meilleure ennemie : « Si on pense que c'est une élection où se joue une partie du destin de la France, ce que je crois, il faut débattre. Je suis à sa disposition. La balle est dans son camp. » Maintenant ou jamais, semble-t-il dire, alors que Marine Le Pen refusait jusqu'à présent une confrontation avant septembre. « Après l'élection, ce débat n'aura plus d'intérêt : je suis président de la République », a répliqué Emmanuel Macron auprès du quotidien.

L'éternelle partie de poker ne fait que recommencer. Avant d'éventuellement descendre dans l'arène, la double finaliste de la présidentielle a déjà posé deux conditions au chef de l'État : qu'il mette sur la table « sa démission » ou « la dissolution de l'Assemblée nationale » en cas de défaite pour la liste macroniste. « Ce n'est pas à Macron de réécrire les institutions qu'avait pensées le général de Gaulle », a

renchéri ce dimanche le député RN Jean-Philippe Tanguy, invité du « Grand Jury RTL - Le Figaro-M6-Paris Première ».

Dans le camp nationaliste, on sait pourtant qu'Emmanuel Macron ne se pliera jamais à l'une de ces deux demandes. Pour Marine Le Pen, c'est surtout le moyen de mobiliser sa base à quatorze jours des élections, dans cette dernière ligne droite si décisive. « C'est une élection européenne, il faut aller sur les enjeux européens. Il ne faut pas rester caché. Ce n'est pas non plus une élection qui doit changer la Constitution », lui a d'ailleurs répondu samedi soir Emmanuel Macron, au cours d'une déambulation à Tourcoing (Nord).

Depuis Berlin cette fois, où il a entamé ce dimanche une visite officielle de trois jours, le chef de l'État a jugé qu'il s'agissait de « la responsabilité du président de la République » de « lever les ambiguïtés » du parti à la flamme sur l'Europe. « C'est strictement dans ce cadre-là que j'ai proposé ce débat, exceptionnel mais assumé », a-t-il réitéré.

Pas d'« effet Attal » sur les sondages

Il faut dire que le président est pressé de mouiller la chemise. Il devait entrer pleinement en scène après les ponts du mois de mai, mais la crise calédonienne a chamboulé son agenda. Les feux sont bloqués au rouge, alors que sa candidate Valérie Hayer (16 %) est distancée de dix-



Emmanuel Macron et Marine Le Pen lors du débat de l'entre-deux-tours de la présidentielle 2022.

sept points par son concurrent mariniste (33 %) dans notre dernier « rolling » Ifop-Fiducial pour *Le Figaro*. À l'Élysée, on tente désespérément de réveiller le duel avec les nationalistes. Emmanuel Macron en était sorti vainqueur à deux reprises, aux présidentielles de 2017 et 2022, et avait même limité la casse aux européennes de 2019, quand la liste RN n'avait doublé le camp présidentiel que d'un petit point. Alors, en macronie, le chef de l'État apparaît pour plus d'un comme le seul et dernier recours pour amortir un trop lourd désaveu.

Tant pis si Gabriel Attal est déjà monté sur le ring jeudi soir face à Jordan Bardella, lors d'une heure et quart de débat télévisé sur France 2. Coïncé dans l'avion du retour de Nouméa, Emmanuel Macron n'a rien vu du duel entre les deux jeunes poids lourds. L'homme fort du RN y est apparu sur la défensive pour la première fois dans cette campagne, repoussant les attaques du premier ministre. Pas assez pour qu'un « effet Attal » ne vienne pour l'instant bousculer les équilibres dans les sondages. Pas assez non plus pour remporter la mise : 51 % des Français qui ont regardé le débat accordent

le point à Jordan Bardella, selon notre sondage Odoxa-Backbone pour *Le Figaro*.

En coulisses, Marine Le Pen se frotte les mains. Elle analyse la proposition d'Emmanuel Macron avant tout comme une humiliation pour... Gabriel Attal. Comprendre : le chef du gouvernement n'aurait donc pas fait le job. À Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), vendredi soir, la patronne des députés RN s'est même amusée à rejouer le match avec le premier ministre, frustrée de ne pas avoir elle-même affronté l'alter ego macroniste de son héritier. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Un dérisoire jeu du chat et de la souris

Foin de faux suspenses : le débat entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen n'aura pas lieu.

Leurs conditions ne sont pas compatibles entre elles. Le chef de l'État ne l'envisage que dans le cadre de la campagne européenne, et pas après. La patronne du RN, qui préférerait une confrontation qu'après le 9 juin, ne se pliera au calendrier du président qu'à la condition qu'il mette explicitement sa démission ou une dissolution dans la balance ; ce qu'évidemment il ne fera pas. Ce jeu du chat et de la souris peut sembler dérisoire. Et révèle des contradictions de part et d'autre.

Emmanuel Macron l'avait dit il y a trois semaines dans la *Tribune Dimanche*, Gabriel Attal le confirme en des termes similaires dans le même journal : à élections européennes, conséquences européennes. Cela se conçoit. Il y a toujours une part de dévoiement démocratique à modifier la finalité spécifique d'un scrutin. Mais lorsque le premier ministre accepte de débattre avec Jordan Bardella et que le chef de l'État propose à Marine Le Pen de se confronter à lui, ce sont eux qui font du scrutin du 9 juin autre chose que la désignation de la délégation française au sein du Parlement européen. Ce sont eux qui engagent non pas leur parole politique personnelle mais leur fonction institutionnelle. Dès lors, comment refuser par avance d'assumer la moindre conséquence politique du verdict des urnes ? Difficile pour eux de mettre tout leur poids dans la balance, à la veille du scrutin, pour faire remonter le score de Valérie Hayer, et de ne pas en être comptables au lendemain du vote.

C'est bien pour cela que la présidentielle du RN somme le président en place de lier son sort, en cas de duel télévisé avec elle, au verdict des européennes. C'est de bonne guerre. De bonne guerre, mais de bien mauvaise

tactique. En acceptant le débat sans condition, la portée nationale de ces élections aurait été de toute façon évidente et elle aurait pu laisser venir d'eux-mêmes les commentaires faisant d'un éventuel échec de la liste Renaissance un revers personnel du tandem Macron-Attal. Au contraire de quoi, c'est elle qui semble chercher un prétexte pour esquiver le débat avec le chef de l'État, comme si elle redoutait qu'un troisième face-à-face la mette autant en difficulté que les deux premiers. Même si, à l'arrivée, ce débat n'aura pas lieu, le point revient toujours à celui qui dit « chiche ».

L'exécutif devrait cependant méditer la leçon de la joute Attal-Bardella de jeudi. Le camp macroniste a déclaré unilatéralement le premier ministre grand vainqueur. Or, les sondages publiés depuis ont plutôt décerné l'avantage au président du RN, lequel, selon Elabe-BFM-La Tribune, a encore progressé en intentions de votes. Aux yeux de l'opinion, les carences d'un opposant semblent jugées moins sévèrement que les insuffisances d'un gouvernement. Gabriel Attal le reconnaît d'ailleurs clairement dans *La Tribune Dimanche* : « La progression de l'extrême droite doit nous pousser d'abord à nous interroger sur l'efficacité de nos politiques. » En défiant Marine Le Pen, Emmanuel Macron se dit qu'il serait meilleur qu'elle. Mais est-ce ce que les Français attendent prioritairement de lui ? ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME

TABARD

DANS LA MATINALE

DE DAVID ABIKER

avec LE FIGARO



COMMUNICATION PUBLICITAIRE



Une société de gestion engagée pour répondre à vos objectifs patrimoniaux dans la durée.

- Une gestion de convictions active et responsable.
- Des solutions d'épargne qui s'adaptent aux différentes configurations des marchés.
- Une expertise qui couvre l'ensemble des classes d'actifs, des styles de gestion et des zones géographiques.

Parlez-en à votre Conseiller Financier et retrouvez plus d'informations sur dnca-investments.com

DNCA FINANCE est une société en Commandite Simple (SCS) au capital social de 1 634 319,43 Euros, ayant son siège social au 19, place Vendôme 75001 Paris. DNCA FINANCE est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 81432 518 041 et agréée en tant que société de gestion de portefeuille par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 000-30 depuis le 18/08/2000. Conseiller en investissement non indépendant au sens de la Directive MiFID II.

DNCA
INVESTMENTS
Maison d'épargne
et de valeurs.

Loris Boichot
Envoyé spécial à Nouméa

Incendies, interpellations...
« Le Figaro » a passé une partie de la nuit au haut-commissariat et à l'hôtel de police de la capitale calédonienne avec Marie Guévenoux. Dans la ville, où des barrages indépendantistes sont détruits et rétablis, un calme très partiel semble s'installer.

Il est 22 heures passées, ce samedi 25 mai, quand six hommes gradés s'installent autour d'une table. Dans Nouméa sous état d'urgence et sous couvre-feu, la ministre déléguée chargée des Outre-mer, Marie Guévenoux, les rejoint dans la cellule de gestion de la crise. C'est là, dans ce bâtiment sans charme installé dans les jardins du haut-commissariat de la République, que les autorités organisent la riposte aux violences depuis près de deux semaines.

« Alors, qu'est-ce que ça dit ? », demande la ministre. Un policier lui raconte qu'une habitation a été incendiée sur la commune de Mont-Dore, près de la tribu de Saint-Louis, « qui a fait l'objet d'exactions plusieurs soirs de suite ». Cette fois-ci, des coups de feu ont été tirés sur des hommes du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), venus encadrer les pompiers. L'un d'eux, atteint par des éclats d'une balle de grand calibre qui s'est enfoncée à travers une jointure de son véhicule blindé, a dû se faire recoudre la paupière.

Dans le reste de l'agglomération, « la situation est relativement calme ce soir », explique le policier. « On croise les doigts », dit Marie Guévenoux. La ministre de 47 ans, nommée en janvier, est arrivée jeudi avec Emmanuel Macron, Gérard Darmanin (Intérieur) et Sébastien Lecornu (Armées). Mais elle n'est pas repartie avec eux, chargée de prolonger la réponse à cette crise politique, économique et sécuritaire. En lien direct avec le cabinet de Gérard Darmanin et avec le haut-commissaire Louis Le Franc, éprouvé par un embrasement inévit depuis quarante ans.

Fonctionnaires, policiers, gendarmes, militaires des forces armées, agents de la Sécurité civile et du Samu... Tous le savent dans la cellule de crise : l'objectif de « rétablir l'ordre dans les jours à venir », fixé par le chef de l'État, se heurte à la détermination des émeutiers. Principalement dans le nord de l'agglomération.

Ce soir-là, une quinzaine de personnes continuent de s'activer dans les bureaux. Un fonctionnaire veille à l'acheminement des stocks de nourriture, entravé par les barrages des indépendantistes kanaks, vers les hypermarchés. Une autre, sous-préfète venue en



Un barrage routier à l'entrée sud du quartier de Rivière-Salée, dimanche. La levée de l'état d'urgence est incertaine.
GILL CHABAUD/ABACAPRESS

« C'est un combat d'usure » : la nuit à Nouméa, dans la cellule de crise, avec la ministre des Outre-mer

renfort de l'Hexagone une semaine plus tôt, multiplie les coups de fil aux personnes coincées ici. Sur une grande carte, des Post-it localisent ceux qui sont encore bloqués dans le Sud, le Nord et les îles Loyauté. Avec un vol par jour, plus d'un millier de Français et d'étrangers ont pu rentrer chez eux depuis mardi, au départ de l'aéroport de Magenta. Les 50 kilomètres menant à l'aéroport international de La Tontouta sont toujours impraticables, malgré la destruction de dizaines de barrages.

Dans le bureau de commandement des sapeurs-pompiers, le téléphone a beaucoup sonné la veille. Une inscription au tableau, « 19 personnes et trois enfants », rappelle l'opération menée. Ce sont les habitants secourus en pleine nuit, qui fuyaient l'incendie de leurs deux maisons. Leurs voisins, sidérés, ont aussi quitté les lieux, de peur de tout perdre.

Vers 23 heures, rendez-vous à l'hôtel de police de Nouméa, quelques rues plus loin. Marie Guévenoux est accueillie par la directrice générale adjointe de la police nationale, Virginie Brunner, dépêchée depuis Paris dès la première semaine des émeutes. Près de l'entrée, des écrans diffusent les images des cellules des « gardés à vue ». Jus- qu'au matin, preuve d'une accalmie, seules trois personnes seront interpellées, pour ébriété sur un barrage, violences et vols. Depuis le début des

émeutes, le 13 mai, plus de 300 personnes sont passées par là.

Habituée aux terrains sensibles, la commissaire confie sa stupeur devant ce « déferlement violent et soudain » dans l'archipel de 270 000 habitants, impliquant « des armes à feu et des gens qui habitent le même quartier ». Sur le parking intérieur, les véhicules de ses équipes portent les stigmates des exactions. Les vitres de plusieurs voitures ont éclaté sous les jets d'énormes pierres. Le pare-brise d'un camion montre deux gros impacts.

Quand le couvre-feu commence à 18 heures, le débâclement de barrages indépendantistes commence dans les rues de l'agglomération. Dispersion des « barragistes » par des bombes lacrymogènes, intervention des véhicules militaires blindés et nettoyage des débris restants : le même protocole est appliqué d'un quartier à un autre. Ce soir-là, vingt barricades seront « nettoyées » dans les quartiers de Tuband, Magenta, Vallée du Tir et Montravail. Vendredi, les décombres étaient si importants qu'ils ont rempli quelque 80 camions-bennes. L'ambition, chaque jour, explique le haut-commissaire Louis Le Franc, est de « préparer le coup d'après ».

« Sur le plan de la sécurité, énonce Marie Guévenoux, l'enjeu est de garder durablement les quartiers repris et, en même temps, d'être agiles pour ne pas que d'autres barrages statiques se reforment. » Peine parfois perdue : au lever du jour, des barricades sont rétablies. Parfois plus frêles, les troncs et branches remplaçant les voitures calcinées. « Pour les policiers et les gendarmes, c'est une guerre des nerfs, fait valoir la ministre, un combat d'usure. »

La zone industrielle de Ducos, le quartier sensible de Montravail, la presqu'île de Nouville... La commissaire Virginie Brunner énumère les quartiers qu'elle affirme désormais « tenir ». Ce soir, elle peut l'annoncer : « Kaméré est libéré ». L'opération, sensible, a nécessité une méthode particulière, à cause de tireurs postés sur des toits avec des snipers. Au sol, gendarmes mobiles et hommes du Raid ont abattu une série de barrages bloquants, pendant que deux hélicoptères Puma ont survolé la zone. Des gendarmes de l'Institut de recherche criminelle ont procédé dimanche à des relevés sur place. « C'est une très belle opération, salue Marie Guévenoux devant des policiers. On reprend du terrain au fur et à mesure. » « Pas à pas », avait dit Emmanuel Macron.

À l'étage du commissariat, quatre grands écrans affichent les images de vidéosurveillance. Celles qu'ils peuvent

bien retransmettre : des dizaines de caméras ont brûlé dans les incendies. Sur l'un d'eux, on voit plusieurs gendarmes sur un toit, présumés équipés d'armes de longue portée, dans le quartier de Rivière-Salée. La zone, à majorité kanake et plus pauvre que les quartiers aisés du sud, est toujours paralysée et hors du contrôle des forces de l'ordre. Sans doute faudra-t-il, comme à Kaméré, mobiliser des hélicoptères.

« Il faut qu'on puisse exploiter tous les outils de l'état d'urgence, jusqu'à son terme. Conformément au souhait du président de la République, s'il y a des signes d'apaisement, on pourra desserrer l'étau »

Marie Guévenoux Ministre déléguée chargée des Outre-mer

Autre point « dur », le Médipôle de Dumbéa, plus grand hôpital de Nouvelle-Calédonie, vers lequel les patients et les soignants sont toujours freinés par des barrages. Vendredi, un homme de 48 ans a été tué près sur la route qui y conduit. Pris à partie par des émeutiers, un policier a fait usage de son arme. Il n'était pas en service, ce qui permet au gouvernement de ne pas changer son bilan : aucun mort civil dans les opérations de maintien de l'ordre.

« L'action de la police et de la gendarmerie est exemplaire, estime Marie Guévenoux, vu la tension, la fatigue, la complexité des lieux, le niveau d'agressivité, jusqu'à se faire tirer dessus à balles réelles ». Dans ces conditions, la levée de l'état d'urgence, possible lundi 27 mai sauf si le Parlement le reconduit, est incertaine : « Il faut qu'on puisse exploiter tous les outils de l'état d'urgence, jusqu'à son terme, explique la ministre. Conformément au souhait du président de la République, s'il y a des signes d'apaisement, on pourra desserrer l'étau. »

La ministre souhaite que « tous les efforts soient faits pour que le dialogue reprenne » après la contestation indépendantiste, en écho au pari de « l'apaisement » d'Emmanuel Macron. Le chef de l'État a vanté à Nouméa son espoir d'un « accord global » entre les élus calédoniens d'ici à un mois et sa volonté que sa réforme électorale contestée ne « passe pas en force ». Mais le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) n'a pas appelé formellement à la levée de tous les barrages, se contentant de demander le « cal-

me » et le retrait de la réforme de la Constitution.

Thermomètre des tensions sur place, le commissariat centralise aussi les appels. « Police nationale, bonsoir » : au bout du fil, une femme, positionnée sur une barrière de protection érigée par des habitants, entend des cris autour de chez elle. Elle s'inquiète de voir une dizaine d'émeutiers se rapprocher. « Ces dernières nuits, c'est le rush, glisse un agent. C'est simple, je n'ai pas lâché le téléphone de toute la nuit. »

Dans son bureau « groupe de suivi judiciaire », une fonctionnaire narre à la ministre son impression d'un « jeu du chat et de la souris » avec les émeutiers. Mais « on tiendra le temps qu'il faudra », assure-t-elle. « Aussi longtemps que nécessaire » : c'est aussi la promesse d'Emmanuel Macron, prêt à maintenir durablement dans l'archipel les quelque 3 000 policiers et gendarmes mobilisés.

Nuit, jour. Le lendemain matin, avant de repartir pour Paris, la ministre déléguée chargée des Outre-mer s'est rendue à la prison surpeuplée du Camp-Est, sur la presqu'île de Nouville baignée de soleil. C'est entre ces murs que les agents pénitentiaires ont fait face à trois mutineries pendant les premiers soirs d'émeutes. La première fois, trois agents pénitentiaires ont été pris en otages, l'un ayant été assassiné et « laissé pour mort », raconte Diane Chevreau, la directrice de la prison. Il est aujourd'hui suivi chez lui par une psychologue.

Une soixantaine de cellules sur laquelle 230, pour 555 détenus, ont été détruites. Des hommes ont brûlé leurs matelas. Portes, systèmes électriques et toilettes ont été saccagés. « Ce bâtiment, on l'a perdu », déplore la directrice, qui a redouté un assaut d'émeutiers désireux de « libérer leurs frères ». La « priorité », conclut Marie Guévenoux, doit passer par un transfert de prisonniers vers l'Hexagone. Une trentaine ont déjà été envoyés vers l'autre centre pénitentiaire de l'archipel, à Koné, dans le Nord. Il faut pouvoir accueillir ici de nouveaux détenus condamnés pour leur participation aux émeutes.

La ministre promet de suivre la situation en jouant un rôle de « facilitateur », à son retour à Paris. Elle surveillera aussi la reconstruction économique, l'autre dossier que lui a confié Emmanuel Macron. Quand son hélicoptère décolle de Nouméa, dimanche après-midi, un nuage de fumée monte vers le ciel. C'est un nouvel incendie, dans le nord de la ville. Le calme est loin d'être revenu. Dans le livre d'or de l'aéroport, la ministre écrit pourtant : « La Nouvelle-Calédonie saura rebondir et retrouver un destin commun. » ■

OSP

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE
DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt du. Pôle 2 - Ch. 12 de la cour d'appel de PARIS
du 28 novembre 2023

la S.A. BNP Paribas Personal Finance

Dont le siège social est situé 1 boulevard Haussmann 75009 PARIS

N° SIREN : 542 097 902

a été déclarée coupable des faits de

RECEL, PAR PERSONNE MORALE, DU PRODUIT D'UN DELIT, commis courant
2008 jusqu'au 23 juillet 2008,

PRATIQUE COMMERCIALE TROMPEUSE PAR PERSONNE MORALE, commise
du 24/07/2008 à courant 2009

et condamnée à payer une amende délictuelle de 187 500 euros

La cour a, en outre ordonné, aux frais de la société condamnée :

1° La publication de cet arrêt, par voie de presse, écrite, aux frais de la société condamnée, dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente décision, du dispositif pénal de celle-ci par insertion dans les quotidiens LE FIGARO, LE MONDE, LIBERATION, et LES ECHOS sans que le coût de celles-ci n'excède le maximum de l'amende encourue.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le procureur général sur sa réquisition.

Pour le Directeur des services de greffe judiciaires,

À Berlin, Macron exhorte les jeunes à contrer les « nationalismes »

Pierre Avril Correspondant à Berlin

Pour entamer dimanche sa visite d'État, le président français a plaidé pour une Europe forte aux côtés de son homologue allemand.

Devant un parterre de jeunes Français et Allemands rassemblés à Berlin, et à deux semaines des élections européennes, Emmanuel Macron a mis en garde contre les « nationalismes » qui menacent la démocratie. « Nous n'avons jamais eu autant d'ennemis à l'intérieur qu'à l'extérieur », a déclaré le président de la République au premier jour de sa visite d'État en

Allemagne, appelant son jeune auditoire à voter du 6 au 9 juin. Et ce dernier a répété un avertissement déjà formulé dans un récent discours à la Sorbonne : « L'Europe peut mourir. »

« Une forme de fascination pour l'autoritarisme est en train de naître dans notre démocratie. Mais si les nationalistes avaient été aux affaires en Europe, nous n'aurions pas eu de plan de relance économique dans l'UE, pas de capacité de répondre aux défis mi-



Emmanuel Macron en compagnie du président allemand, Frank-Walter Steinmeier, dimanche à Berlin. LUDOVIC MARIN/AFP

gratoires et à décarboner l'économie, nous n'aurions pas eu de vaccins face à la pandémie et on aurait lâché l'Ukraine pour soutenir la Russie », a dit Emmanuel Macron. « Nous envoyons le signal que nous avons besoin d'une alliance des démocrates », a répondu son homologue, le président Frank-Walter Steinmeier.

Les deux hommes figuraient côte à côte lors d'une cérémonie destinée à fêter le 75^e anniversaire de la Constitution allemande, la Grundgesetz (loi fondamentale) qui a permis d'incarner la République fédérale au sortir du nazisme. Emmanuel Macron était le premier dirigeant politique étranger invité à partager ces commémorations, qui se déroulaient dimanche dans les jardins du Reichstag, à deux pas de la chancellerie. Une centaine de jeunes, membres de l'OFAJ (Office franco-allemand pour la jeunesse) et collégiens du lycée français de Berlin avaient été conviés. « Chauffés » par un maître de cérémonie, ces derniers ont été invités à réserver un « accueil particulièrement chaleureux à Brigitte Macron », ainsi devenue première personnalité à l'aplaudimètre.

Hormis la loi fondamentale, le pays fêtera à l'automne prochain le 35^e anniversaire de la chute du mur de Berlin,

autre symbole que le président souhaite collectionner dans sa visite. Après un dîner composé d'un menu allemand et une visite au Mémorial de l'Holocauste, respectivement dimanche soir et lundi matin, il se rendra à Dresde, en ex-RDA, pour s'adresser cette fois à la jeunesse d'Europe de l'Est. À Berlin, protégé du bain de foule par une sécurité allemande envahissante, Emmanuel Macron s'est longtemps entretenu en aparté avec Markus Meckel, dernier ministre des Affaires étrangères de RDA, qui tenta vainement de démocratiser son pays.

Amitié franco-allemande

Dans les jardins clairssemés du Reichstag en ce dimanche ensoleillé, le cortège présidentiel (les deux chefs d'État et leurs épouses) a effectué des haltes soigneusement balisées, notamment en présence de jeunes de l'OFAJ, impliqués dans l'apprentissage professionnel : futur maître-nageur, couturière ou agent immobilier. Réunis dans une auberge de jeunesse berlinoise depuis une semaine, et accompagnés de jeunes Ukrainiens, ces derniers ont notamment confectionné un phénix, « renaissant des cendres de l'Europe, et capable de voler au-dessus des frontières ». L'oiseau aux plumes décorées de mots

relatifs à la démocratie, a été présenté aux deux présidents.

Pour leur part, la petite foule sage et bienveillante des badauds s'est gentiment contentée de photographier le cortège présidentiel. Les plus chanceux ont obtenu un cliché d'une partie de baby-foot dans laquelle Emmanuel Macron a, sous la pression des journalistes, entraîné son homologue allemand. Premier but pour Frank-Walter Steinmeier, assisté par un volontaire. « Allez, la revanche ! », a réclamé le chef de l'Élysée qui a finalement décroché le match nul. Comme un avant-goût de la Coupe d'Europe de football qui débute le 14 juin pour s'achever avec la finale... le 14 juillet.

« Aujourd'hui, nous avons eu une autre vision de la manière dont fonctionne l'amitié franco-allemande », se félicitait en souriant Richard, venu avec sa compagne Justine écouter sous un chapiteau les deux présidents. Le couple partage une histoire d'amour depuis dix ans et réside à Berlin. Le jeune Allemand avait rencontré son amie française - plus germanophone que son mari n'est francophone - en France lors d'un programme Erasmus. ■

+ Lire aussi PAGE 19

Michael Kretschmer : « L'extrême droite représente la plus grande menace pour la démocratie en Europe »

Le ministre-président de Saxe (CDU) a accordé une interview au Figaro peu avant de recevoir Emmanuel Macron à Dresde.

LE FIGARO. - Vous recevez lundi Emmanuel Macron au château de Moritzburg à Dresde, qui fut le pavillon de chasse du roi Auguste le Fort. Celui-ci entretenait une relation tumultueuse avec Louis XIV. Quelle signification accordez-vous à cette escale saxonne du chef de l'État ?

MICHAEL KRETSCHEMER. - C'est une marque de respect pour le président français et la nation française. La France a toujours inspiré l'Allemagne et la Saxe, et a fait avancer l'Europe en matière d'art, de culture et de science. Cela nous donne du courage pour l'avenir. Dans un discours très important pour l'Europe, Emmanuel Macron s'adressera à la jeunesse d'Europe de l'Est à Dresde. De nombreux Tchèques et Polonais seront présents. La jeune génération a besoin de voir que nous nous concentrons sur nos propres forces à une époque de grands défis. Que ce soit sur le plan économique face à la Chine ou aux États-Unis, ou face à des menaces différentes de celles d'il y a dix ans. Nous avons besoin de dirigeants qui prennent leurs responsabilités pour l'Europe, et le président français est de ceux-là. Sa visite peut contribuer à renforcer le moteur franco-allemand.

La CDU, dont vous êtes membre, se considère comme le « parti des relations franco-allemandes ». En quoi cette position diffère-t-elle de la politique européenne d'Olaf Scholz ? Il s'agit de faire preuve de respect mutuel et de ne pas juger les opinions et les intérêts de l'autre partie, mais de les accepter et de suivre un chemin commun. C'est aussi une question de volonté, parfois de capacité à communiquer. C'est la direction qu'a prise Friedrich Merz comme point de repère pour un prochain gouvernement fédéral dirigé par la CDU.

Quelle est la priorité au niveau européen ? L'Europe a été fondée sur la promesse de paix et de prospérité. Nous devons réussir à mettre en place une politique étrangère et de sécurité commune, à étendre un parapluie protecteur sur l'Europe face à la Russie. En ce qui concerne la prospérité, il faut faire volte-face. S'éloigner de la micro-administration qui engendre toujours plus de bureaucratie et de frustration. Le dynamisme économique ne naît que de la liberté. Avec le « Green Deal » et le contrôle des chaînes d'approvisionnement industrielles, des limites ont été franchies. L'UE doit faire preuve de retenue et se limiter à l'essentiel.

Si la CDU revient au pouvoir l'année prochaine, sur qui vous appuyez-vous en France ? La droite classique y est devenue minoritaire et le Rassemblement national pourrait arriver au pouvoir.

Il faudra travailler avec ceux qui ont été élus par un peuple souverain. Mais le fait que le RN ait attendu l'épisode des SS (la tête de liste de l'AFD Maximilian Krah a déclaré que « les SS n'étaient pas tous des criminels », NDLR) pour vraiment réagir et annoncer la rupture de leur coopération au parlement européen, en dit long sur la stratégie de ce parti. Les populistes de droite en Europe ont essayé de faire cause commune avec l'AFD, alors que ce parti se radicalise de plus en plus. Or, l'extrême droite représente la plus grande menace pour la démocratie et la cohésion en Europe.

En Saxe également, où se tiendront des élections régionales en septembre, l'AFD devance le parti que vous représentez dans les sondages. Comment combattre ce parti sans adopter ses thèses, comme le fait parfois la droite classique en Europe ?

Le meilleur moyen de rétablir la confiance dans la démocratie et de priver l'extrême droite de son terrain est de résoudre les problèmes auxquels la population est confrontée. En Allemagne, en matière d'immigration et de politique énergétique, trop de choses ont été mises de côté. Je mène ce combat intensif contre l'AFD depuis des années et, au Landtag de Saxe, mes collègues défendent la démocratie et utilisent un langage qui ne contribue pas à la radicalisation.

L'ancien président du groupe conservateur au Parlement européen, Joseph Daul, a récemment regretté que la démocratie chrétienne - un courant dont se réclame la CDU - ait disparu en Europe. Qu'en pensez-vous ?

Je ne suis pas d'accord avec cela. Le problème, c'est que des décisions excessives ont été prises en Europe, par exemple en matière de politique climatique. Le résultat est qu'une grande partie de la confiance placée dans les partis verts, dont la mission était de résoudre le hiatus entre l'économie et l'écologie, a été perdue. C'est aussi pour cette raison que nous assistons aujourd'hui à une renaissance des partis bourgeois, conservateurs et chrétiens. Les grandes questions liées à l'environnement et à la protection du climat ne peuvent être résolues que par une politique économique intelligente, une plus grande ouverture technologique et une concurrence accrue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR P.A.

EN DÉFISCALISANT SON IFI, JEAN NE SERA PAS TAXÉ D'ÉGOÏSME.

Transformez votre IFI en don à la Fondation de France et soutenez des causes qui vous tiennent à cœur. Pour en savoir plus sur tous les avantages fiscaux, rendez-vous sur ifi.fondationdefrance.org ou appelez le 01 44 21 87 87

Fondation de France

La Fondation de toutes les causes

Malgré les missiles et les bombes, la fureur de vivre

Cyrille Louis Envoyé spécial à Kharkiv

Dans cette ville étudiante branchée, qui subit une intense offensive des forces russes, des Ukrainiens de tous âges dansent, jouent, s'expriment par l'art et s'unissent pour le meilleur et pour le pire.

Les trois missiles se sont abattus presque coup sur coup sur les locaux de l'imprimerie Faktor. À l'entrée du site, ce jeudi 23 mai, un militaire explore l'immense cratère creusé dans la terre meuble. Du hangar froissé par les explosions s'échappe un nuage âcre et gris. Des pompiers s'activent dans la pénombre enfumée, inondant des montagnes de papier tandis que leurs collègues prennent en charge les blessés tout juste libérés des décombres. « J'étais en train d'emballer des livres quand j'ai été projeté au sol par deux énormes explosions », murmure Natalia, une employée aux yeux rougis par les larmes. Soudain, tout le monde se met à courir. À en croire la rumeur, d'autres projectiles seraient sur le point de frapper la ville. Policiers et secouristes se jettent au sol. Fausse alerte... Près d'une ambulance, le cadavre d'un homme au torse maculé de sang gît sur une civière. On apprendra plus tard que l'attaque a fait sept morts et une vingtaine de blessés. Ce matin-là, dix-sept projectiles ont frappé divers quartiers de Kharkiv. Des missiles antiaériens S-300 ou S-400 que l'armée russe détourne de leur usage pour viser des cibles au sol en dépit de leur imprécision, car ils sont peu coûteux et disponibles en grande quantité. « Regardez autour de vous, se désole le chef de la police, Volodymyr Timoshko. Il n'y a aucune cible militaire. » Dans un hangar épargné par les explosions, les débris attendent d'être évacués. Une sonnerie de téléphone retentit à l'intérieur d'un sac mortuaire.

Chaque jour ou presque, l'armée russe cible ainsi la grande ville du nord-est de l'Ukraine. Au cours des six derniers mois, près de 180 frappes y ont été recensées par l'administration militaire régionale. Et le rythme des attaques ne cesse de s'intensifier. Depuis le 1^{er} mai, Kharkiv a été visée par 15 tirs de missiles, 12 attaques de drones iraniens Shahed ainsi que 28 bombes planantes. Ces armes héritées de l'époque soviétique, que les Ukrainiens dénomment KAB, sèment la terreur depuis que l'armée russe les a remises au goût du jour en les agrémentant d'ailes déployables et d'un système de guidage par satellite. Samedi après-midi, deux de ces projectiles ont frappé une grande surface spécialisée dans le bricolage, faisant au moins quatorze morts. Il y a deux mois, une série de frappes avait mis les infrastructures électriques de Kharkiv hors service. « Depuis lors, nous sommes contraints de faire appel à d'autres villes pour notre alimentation en électricité », se désole le maire, Ihor Terekhov, dont le bureau se trouve dans un lieu tenu secret. Ces derniers temps, les sirènes de Kharkiv retentissent si souvent que plus personne n'y prête attention. Des messages Telegram relaient en temps réel les allées et venues des bombardiers russes. Dans le centre-ville, d'innombrables fenêtres sont obstruées par des panneaux de contreplaqué après avoir été soufflées par des bombardements. Depuis que les troupes russes ont de nouveau franchi la frontière, le 9 mai, pour marcher en direction de Kharkiv, la ville recommence



à se vider. Mais ceux qui restent se disent résolus à la maintenir en vie, coûte que coûte. « Kharkiv est invincible », proclament des panneaux disposés par la municipalité le long des avenues.

L'ancienne capitale de l'Ukraine soviétique, historiquement russophone et voisine de la frontière transformée en ligne de front, se dresse, fière et déterminée, face à l'envahisseur. À la veille

« Nous savons que les Russes n'ont pas renoncé à prendre Kharkiv, mais notre armée les attend de pied ferme »

Ihor Terekhov Maire de Kharkiv

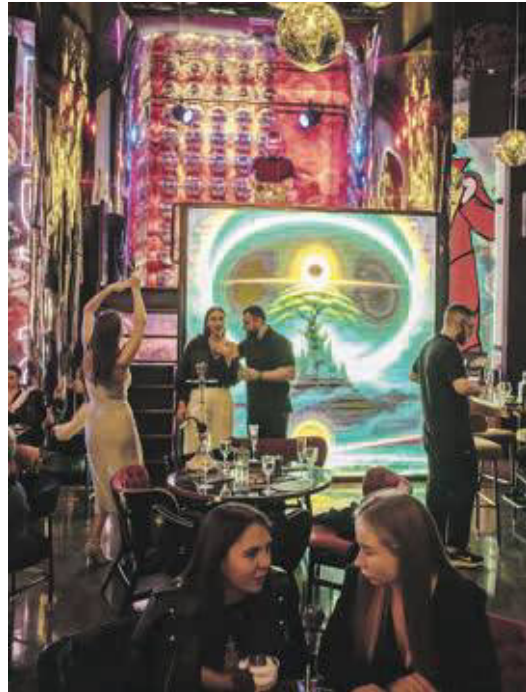
de la guerre, elle comptait deux millions d'habitants dont environ 300 000 étudiants. Mais lorsque les chars russes ont menacé d'investir la ville et que les bombes se sont mises à pleuvoir sans relâche, elle s'est vidée de sa population. « Au plus bas, se rappelle Ihor Terekhov, on ne comptait plus que 350 000 habitants. » Puis, à l'automne 2022, Kharkiv a repris des couleurs lorsque l'ennemi a été repoussé vers la frontière. Bien que la menace n'ait jamais disparu, la ville s'efforce depuis lors de renouer avec une forme de normalité. Les rassemblements de plus de 50 personnes demeurent interdits, plusieurs écoles ont ouvert dans des stations de métro et le club de football Metalist Kharkiv continue de jouer ses matchs dans le ouest du pays. Mais les tramways circulent comme si de rien n'était, et la reconstruction des quelque 9 000 bâtiments détruits ou endommagés par les Russes au printemps 2022 progresse lentement. « C'est très important pour le moral des gens », assure le maire, qui veut voir dans sa ville « le symbole de la résilience ukrainienne ».

« Nous savons que les Russes n'ont pas renoncé à prendre Kharkiv, dit-il, mais notre armée les attend de pied ferme. » En attendant, les habitants refusent de renoncer à leurs habitudes. Sorties au parc ou au théâtre, promenades au zoo avec les enfants, séances de shopping au centre commercial... Et lorsque arrive le week-end, leur fureur de vivre

s'exprime avec exubérance dans les établissements branchés du centre-ville. Ce vendredi soir, une file de 4 x 4 ru-tillants stationne ainsi devant le Che Bar. Sur le trottoir, des clients à la mise apprêtée siroient un cocktail ou fument un narguilé en profitant de la douceur printanière, devant la façade éclairée de turquoise. « Cet endroit est super connu », sourit Ina Chernabayava, une grande brune âgée de 28 ans, qui dit être venue chercher un peu d'insouciance au milieu de ce brouhaha joyeux. À l'intérieur, dans un décor au kitsch mi-féérique, mi-psychedélique, de jeunes beautés perchées sur des talons vertigineux et des soldats aux muscles saillants se déhanchent sur une musique assourdissante. Le DJ, posté en surplomb, mixe avec application. Des fresques « renaissance » surplombées de néons rose fluo ajoutent à l'atmosphère une touche irréelle. La guerre semble bien loin, même si chacun garde à l'esprit le couvre-feu fixé à 23 heures.

Le propriétaire de l'établissement, assis à l'extrémité du comptoir, observe cette faune avec un mélange de tendresse et de gravité. Vlad Kyyanskyy, 39 ans, redécouvre la vie civile après avoir combattu sept mois dans la région de Kherson. Il a ouvert le Che Bar le 3 mai dernier. « Au regard des circonstances, sourit ce grand gaillard, le pari peut sembler un peu fou. » Mais lorsqu'il a décidé de se lancer il y a un an, après la déroute russe aux abords de Kharkiv, la situation était différente. « Sur le papier, ce n'était pas un mauvais moment pour investir. Les loyers avaient beaucoup baissé et de nombreux habitants partis au début de la guerre commençaient à revenir. Je me suis dit qu'il fallait leur offrir quelque chose de nouveau, un endroit pour décompresser et reprendre espoir. Et puis, à l'époque, on pouvait espérer que nos autorités profiteraient de ce moment de répit pour fortifier notre frontière et empêcher que les Russes reviennent. » Mais depuis quelques semaines, le ciel ne cesse de s'assombrir. « Lorsqu'on a vu que les Russes étaient de retour et qu'ils ont réussi à prendre plusieurs villages au nord de la ville, il était trop tard pour faire marche arrière », grimace Vlad Kyyanskyy. Il assure ne pas avoir de regrets et exclut de mettre au chômage ses 80 employés. « Je ne pense pas, dit-il, que ces salopards parviendront à s'emparer de Kharkiv. La ville est trop grande. Elle est truffée de tunnels et d'usines qui constitueraient autant de positions impenables. »

Pourtant, insensiblement, l'étau se resserre. Dimanche 19 mai, le patron du Che Bar participait à un match de football dans le parc central de Kharkiv lorsque deux projectiles se sont abattus à 150 mètres environ du terrain. « On s'est tous jeté à terre, raconte-t-il. Par miracle, il n'y a pas eu de victimes. » Le



même jour, un missile Iskander lancé depuis la région de Belgorod a tué cinq personnes dont une femme enceinte et fait une quinzaine de blessés sur une base de loisir à proximité de la ville. « Ils cherchent à nous terroriser », accuse Vlad Kyyanskyy, qui devra sans doute renoncer à sa partie de football hebdomadaire. « Après cette attaque, la mairie a décidé d'interdire l'accès au terrain sur lequel on s'entraîne. Ils disent que ça devient trop dangereux. »

Dans les entrailles du Che Bar, où se niche une salle de karaoké, l'ambiance n'est pas près de retomber. Mais Maksym, 20 ans, a l'alcool triste. Quelques heures plus tôt, il a assisté aux obsèques de son grand-père octogénaire, qui a succombé à un infarctus après une frappe russe dans le nord de la ville. Ces derniers mois, il a aussi enterré plusieurs de ses amis tués au combat. Trop jeune pour être mobilisé, cet étudiant en droit hésite à se porter volontaire. « Je suis hyperflippé », confesse-t-il, le regard soudain embué de larmes. Mes pères qui sont sur le front me racontent qu'ils sont épuisés, qu'ils vont s'effon-

drer si personne ne les aide. Et moi j'en suis réduit à me demander comment je pourrais quitter la ville si les Russes s'approchent trop. »

« Depuis quelques jours, beaucoup de gens recommencent à s'enfuir », soupire Gamlet Zinkivsky, un célèbre artiste de rue, qui n'apprécie guère le côté tape-à-l'œil du Che Bar et lui préfère un café prisé des jeunes hipsters. Crâne rasé, regard malicieux, tout de noir vêtu, sa situation est inverse à celle de Maksym. Au début de la guerre, Gamlet s'est enrôlé dans le bataillon Khartia, une unité montée de toutes pièces par un riche homme d'affaires de Kharkiv. Mais au bout de quelques semaines, celui-ci lui a déclaré : « Ton rôle à toi, c'est de continuer à faire du street art ». « À l'époque, raconte Gamlet, la ville était déserte et je me demandais bien à quoi ça pourrait bien servir. Mais à mesure que les gens ont commencé à revenir, j'ai compris à quel point mon travail pouvait être important à leurs yeux. » A chaque coin de rue, ses aphorismes à l'encre noire et ses peintures se jouant du paysage urbain interpellent le passant. Le



Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

des habitants de Kharkiv



Mercredi, des secouristes évacuent les victimes d'un missile russe visant le quartier d'Oleksivska. Vendredi soir, des jeunes clients s'attardent au Che Bar, un club branché de Kharkiv, avant le couvre-feu. Le même jour, Youri Kalachnik et sa fiancée Natalia célèbrent leur mariage express, sans témoin, tandis qu'à Saltivka, des retraités jouent aux dominos sous le soleil printanier.

long d'un trottoir, il a détourné des impacts d'obus pour en faire les pétales d'une fleur précieuse. Sur un mur, il a représenté un confortable fauteuil dans l'intention de bousculer les habitants de la ville, à ses yeux trop prompts à s'aplatir sur leur sort tandis que tant de soldats servent sur le front depuis le début de la guerre. « Vous êtes fatigués ? Interroge l'œuvre avec une feinte candeur. Parce que vous aussi, vous êtes privés de rotation depuis plus d'un an ? »

Né à Kharkiv, diplômé de l'Académie d'art et de design, Gamlet se meut dans ces rues comme un poisson dans l'eau. « Quand je voyage en Europe, je finis vite par m'ennuyer, dit-il en tétant son fume-cigarette, car il n'y a rien de plus intéressant que de travailler dans un endroit dangereux. À Kharkiv, je comprends les gens, leurs craintes, leurs arrières-pensées. Je me sens un peu comme leur ambassadeur. » Élevé par des parents russophones, l'artiste ne s'exprime désormais plus qu'en langue ukrainienne. Après le début de la guerre, il a pris soin d'amender en ce sens chacune de ses œuvres. « C'est ma réponse à la Russie, qui a entrepris de punir Kharkiv parce qu'elle lui tournait le dos », dit-il en désignant la carcasse dévastée d'une maison.

Régulièrement, des explosions ébranlent la ville immense. Mercredi 22 mai, l'une d'elles a été précédée d'un hurlement qui a traversé le ciel de Kharkiv à une vitesse stupefiante. Le missile russe, sans doute un S-300, s'est abattu sur le quartier résidentiel d'Oleksivska. Sur place, une dizaine de minutes après l'impact, les blessés sont en train d'être évacués. Une mare de sang s'étend auprès d'un bus soufflé par l'explosion. Un camion brûle non loin. Sous le choc, aucun des témoins n'est en mesure de préciser le nombre de projectiles ni le lieu de leur impact. Les pompiers contrôlent un début d'incendie dans un immeuble de douze étages dont les fenêtres ont volé en éclats. « J'étais dans mon appartement du septième étage, en train de travailler sur mon ordinateur, lorsque j'ai été renversée par une énorme déflagration », article Eugenia, entre rires et sanglots. Dans ses bras, la jeune femme tient un chien agité de spasmes violents. Sa

grand-mère, Lydia Dmitrievna, est légèrement blessée au coude. « Depuis hier, dit-elle, j'avais un mauvais pressentiment. Peu avant l'explosion, alors que je me trouvais dans le bus, ma fille m'a appelée pour me dire qu'il y avait une alerte et me supplier de me mettre à l'abri. Comme j'étais presque arrivée, je lui ai dit que ce n'était pas nécessaire... »

Deux jours plus tard, dans une salle de cérémonie au plafond orné de moulures et au mur tapissé de roses artificielles, Youri Kalachnik et sa fiancée, Natalia, se tiennent la main. Lui porte une chemise brodée traditionnelle, elle une robe taillée dans la même étoffe qui épouse son ventre arrondi. Comme la plupart des couples en ce moment à Kharkiv, ils ont décidé de célébrer leur union sans témoin. « On ne veut faire prendre aucun risque à nos proches », justifient-ils, un peu gênés. Des haut-parleurs diffusent une mélodie sirupeuse. Chemisier de soie et lèvres vermillon, la fonctionnaire de permanence invite le fiancé à déboucher une bouteille de chardonnay pétillant. On procède ensuite à la lecture de l'acte et à l'échange des consentements. Au total, la cérémonie n'aura pas duré cinq minutes. « Avec la guerre, on accélère un peu le tempo », admet Oksana Popova, responsable du bureau de l'état civil pour la région d'Odessa. « L'avantage, c'est qu'on n'a pas eu à attendre des mois pour trouver un crêneau », soulignent les jeunes mariés. En couple depuis un peu plus d'un an, ils tenaient à officier la chose au cas où il arriverait malheur à Youri. Affecté dans une unité de secouristes déployée près de la ligne de front, il portait une trousses de secours à sa ceinture lorsqu'il a passé la bague au doigt de Natalia. Le voyage de noces, ce sera pour après la guerre...

Selon le bureau de l'état civil, qui a repris ses activités après quelques semaines d'interruption au début de l'invasion russe, quelque 11 000 mariages ont été célébrés en 2023 dans la région de Kharkiv contre 15 500 deux ans plus tôt. Le nombre de naissances - 7 500 l'an dernier contre plus de 16 000 en 2021 - est également en baisse. « Entre les jeunes couples qui ont quitté la ville et les soldats que leur commandant n'autorise pas à s'éloigner du front, c'est assez logique, soupire Oksana Popova. Mais cela n'empêche pas nos jeunes mariés de savourer le moment unique. Car malgré l'adversité, la vie et l'amour restent présents à Kharkiv. »

Depuis l'été 2023, de jeunes habitants organisent discrètement des raves parties et des concerts dans une vaste usine désaffectée. « Cela peut sembler étrange, mais nous pensons qu'il y a urgence, justifie Anton Nazarko, casquette noire et regard bleu ciel, à l'origine de ce projet. Quand la guerre a commencé, toute la vie culturelle de Kharkiv s'est éteinte.

Or on sait que lorsqu'une telle dynamique s'engage, il est très difficile de l'inverser. C'est pourquoi nous avons décidé d'agir sans attendre. » Il en va, selon lui, de l'ancrage libéral et européen de Kharkiv. Chaque week-end ou presque, ces événements rassemblent des centaines de participants dans une salle aux robustes armatures métalliques censées les protéger en cas d'attaque. « Dans le monde de la musique électronique, rigole le jeune homme, on a coutume de dire que le dancefloor est un lieu sûr. Ici, la formule est à prendre au pied de la lettre. Quand l'alerte retentit, on demande au public de descendre sur la piste. »

À Saltivka, un quartier situé à l'extrémité nord de Kharkiv, la moyenne d'âge est plus élevée mais l'appétit de vivre ne semble pas moins fort. Dans la lumière chaude du crépuscule, Natalia, Tatiana, Valentina et Zneida jouent aux dominos sur une toile cirée à l'abri d'un auvent de tôle. Leur partie se déroule à l'ombre d'immenses carcasses aux fenêtres mangées par les explosions et aux façades criblées d'impacts. Début mars 2022, les forces russes se sont avancées jusqu'en lisière de Saltivka, où de terribles combats les ont opposées à l'armée ukrainienne. Deux ans plus tard, quelques habitants sont revenus mais l'endroit conserve des airs de lieu fantôme. D'immenses grues, déployées pour tenter de le ramener à la vie, sont à l'arrêt depuis que les Russes menacent de nouveau. La présence de soldats ukrainiens est perceptible dans le quartier. Au loin, des explosions retentissent à intervalle régulier.

« On se retrouve ici tous les soirs. C'est notre façon de nous détendre et d'oublier le vacarme de la guerre », explique l'une des babouchkas, âgée de 87 ans. Sa voisine, dotée d'un tempérament volcanique, éruite dès qu'on essaie de la faire parler de politique. « Pourquoi tu t'en prends aux journalistes ? Ils n'y sont pour rien », la sermonne sa voisine. « Dites à Macron de nous envoyer des armes illico presto », renchérit une troisième. Anato, 91 ans, porte un béret à carreau et s'appuie sur une canne. Visiblement peu intéressé par la partie de dominos, il évoque de lointains souvenirs d'enfance. « Je me rappelle des Allemands à Kharkiv, dit-il, quand ils pillaient nos maisons. Et aussi des derniers mois de guerre, quand nous étions tenaillés par la peur. Dire que j'ai survécu tout ce temps pour me retrouver dans une situation pareille... » Autour de la table, tout le monde s'exprime en sourjky - un mélange de russe et d'ukrainien. « Si ces ordures reviennent, conclut Valentina, on partira une fois de plus. »

« Il n'y a rien de plus intéressant que de travailler dans un endroit dangereux. À Kharkiv, je comprends les gens, leurs craintes, leurs arrières-pensées. Je me sens un peu comme leur ambassadeur »

Gamlet Street artist

Sergii Polituchyi, le propriétaire de l'atelier d'imprimerie dévasté jeudi par des missiles russes, a depuis reçu la visite du président Volodymyr Zelensky. Celui-ci a promis de l'aider à réparer les dégâts. Mais en dépit de ce geste, il peine à reprendre ses esprits. Son entreprise, créée il y a vingt-huit, employait 600 personnes avant la guerre. « La plupart des victimes sont des femmes qui travaillent ici depuis quinze ou vingt ans. Je me souviens de leurs visages, de leurs blagues, de nos moments partagés. Il y a quelques jours, j'étais passé à l'usine et certaines m'avaient demandé si la guerre allait bientôt se terminer. Je leur ai répondu que tout allait bien se passer... » soupire-t-il. À ses yeux, il fait peu de doutes que son imprimerie n'a pas été ciblée au hasard. Kharkiv est la capitale ukrainienne de l'édition et le groupe Faktor, qui imprime chaque année des millions de livres et de journaux, est l'un des plus importants sur ce marché. Il publie des livres d'histoire, de la littérature, des manuels scolaires. « J'ai grandi en Russie et je connais leur façon de penser, conclut Sergii Polituchyi. Ces gens savent pertinemment que pour détruire une nation, il n'est pas suffisant de détruire ses infrastructures militaires et civiles. C'est pour cela qu'ils ont décidé de s'attaquer aussi à notre culture, à ce qui fait notre âme. » ■

La Russie poursuit son offensive au nord de Kharkiv

Territoire : ● contrôlé par les Russes ● dont les Russes revendiquent le contrôle



Zelensky espère lever le tabou de l'utilisation d'armes occidentales pour frapper la Russie

« Pour eux, c'est un plaisir de faire brûler. » Samedi, peu après que deux bombes planantes russes ont frappé une grande surface spécialisée dans le bricolage à Kharkiv, provoquant un spectaculaire incendie et tuant au moins seize personnes, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a dénoncé un acte « ignoble ». Balayant implicitement des rumeurs selon lesquelles Vladimir Poutine serait disposé à négocier, il a appelé « les dirigeants du monde », en particulier Joe Biden et Xi Jinping, à soutenir le sommet de la paix qui doit se tenir en Suisse les 15 et 16 juin prochains. Andriy Yermak, chef de l'administration présidentielle et proche de Zelensky, a une fois de plus réclamé le renforcement de l'aide militaire occidentale à l'Ukraine. « Des systèmes de défense anti-aériens et antimissiles, de l'aviation et la possibilité de détruire activement des cibles sur le territoire russe : voilà ce qui peut sauver notre peuple des criminels qui frappent des cibles civiles », a-t-il écrit sur X.

L'attaque du magasin Epicerie, dont les images spectaculaires ont fait le tour du monde, intervient alors que l'Ukraine se trouve en position délicate. Le gel de l'aide américaine tout au long de l'hiver a vidé les stocks de munitions et fragilisé son architecture de défense anti-aérienne. Depuis la chute d'Avdiivka, fin février, l'armée russe profite de ces fragilités pour accélérer son grignotage du Donbass. Plus récemment, elle est repartie à l'offensive dans la région de Kharkiv, dont elle s'était retirée sous la contrainte à l'automne 2022. Soutenue par une intense campagne de bombardements, notamment grâce aux munitions planantes de 0,5 à 1,5 tonne que les avions russes peuvent larguer sans risque à environ 60 kilomètres de leur cible, elle est parvenue à créer deux enclaves autour des villages de Vovtchansk et Lyptsy. L'armée ukrainienne, qui a d'abord peine à contenir cette poussée, dit avoir stabilisé ce front.

Changement de doctrine

Dans cette mauvaise passe, la multiplication des attaques contre des cibles civiles au cœur de Kharkiv fournit aux autorités de Kiev un solide argument pour réclamer à Washington la levée de son veto contre l'utilisation d'armes américaines pour frapper le territoire russe. Jusqu'à présent, Joe Biden s'y est résolument opposé de crainte qu'une telle transgression n'entraîne son pays dans une confrontation directe avec Moscou. Mais il y a une dizaine de jours, une délégation de parlementaires ukrainiens a été reçue à la Maison-Blanche ainsi que par des membres du Congrès pour plaider leur cause. « Les gens du Conseil de sécurité nationale reconnaissent que la récente offensive russe dans la région de Kharkiv crée une situation nouvelle, assure le député Yehor Cherniev, vice-président de la commission de la défense à la Rada, le Parlement ukrainien, qui a pris part à ce voyage. Comme nous, ils ont vu l'armée russe masser des troupes à la frontière durant les semaines précédant cette attaque et utiliser leurs batteries de lance-roquettes

multiples pour préparer le terrain. Ils savent pertinemment que nous n'avons pas le droit de les frapper avant qu'ils franchissent la frontière, faute d'y être autorisés par nos partenaires. »

Le Royaume-Uni, qui fournit à l'Ukraine des missiles de longue portée Storm Shadows, a récemment laissé entendre qu'il ne s'opposerait pas à leur utilisation contre le territoire russe. La France ne s'est pas récemment prononcée sur les conditions d'emploi du missile Scalp, aux caractéristiques voisines. Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, a estimé samedi que « le moment est venu pour les alliés d'évaluer la possibilité d'éliminer certaines restrictions sur l'utilisation des armes qu'ils ont fournies à l'Ukraine ». Giorgia Meloni, la présidente du Conseil italien, a balayé dimanche cette suggestion, réaffirmant l'hostilité de son pays à un tel changement de doctrine.

Une zone tampon

L'Administration américaine, qui avance avec une extrême prudence depuis qu'elle s'est décidée à fournir des armes à l'Ukraine, a récemment donné son feu vert à la livraison de missiles Atlas 3000 capables de frapper une cible à 300 kilomètres. Selon le New York Times, le secrétaire d'État Antony Blinken serait favorable à la levée des restrictions empêchant d'utiliser des armes américaines contre le territoire russe. « Dans un premier temps, nous demandons à les utiliser pour créer une zone tampon de 70 kilomètres sur le territoire russe afin d'empêcher l'ennemi de nous attaquer comme il le fait au nord de Kharkiv, détaille Yehor Cherniev. Par ailleurs, nous avons explicitement garanti à nos interlocuteurs que leurs armes ne seraient pas utilisées pour frapper le Kremlin ou Moscou. »

Ces discussions devraient s'étendre aux conditions d'emploi des F-16 que plusieurs pays européens disent être sur le point de livrer à l'Ukraine. « Dans la mesure où ces appareils ont vocation à nous permettre de repousser les avions qui bombardent notre territoire depuis l'espace aérien russe, je n'imagine pas qu'on nous interdise de les y frapper, poursuit le député ukrainien. Mais il est important de savoir si la version qui nous sera livrée est équipée de radars plus performants que ceux de notre ennemi. »

Samedi, Emmanuel Macron a condamné les frappes contre Kharkiv, qu'il a jugées « inacceptables ». « La France partage la peine des Ukrainiens et reste pleinement mobilisée à leurs côtés », a-t-il déclaré sur X. Ses récentes déclarations indiquant que la France n'exclut pas l'envoi de troupes dans l'hypothèse où les lignes ukrainiennes viendraient à céder, ne sont pas passées inaperçues à Kiev. « Jusqu'à présent, décrypte Yehor Cherniev, notre priorité était de réclamer des armes en expliquant à nos partenaires qu'ils s'épargneraient ainsi une confrontation directe avec la Russie. Mais dans les circonstances difficiles que nous traversons, ce serait un immense soutien d'avoir des troupes étrangères à nos côtés - par exemple pour nous aider à défendre notre frontière avec la Biélorussie. » ■

C.L. (A KHARKIV)

Christophe Remise
Envoyé spécial à Lille

De violents affrontements ont eu lieu entre supporters lyonnais et parisiens samedi, avant la finale de Coupe de France, à Lille.

La bête humaine a encore frappé. Supporters lyonnais et parisiens se sont livrés à de violents affrontements samedi, aux alentours de 18 heures, avant la finale de Coupe de France entre l'OL et le PSG (1-2), à Lille. « *Je regrette toute violence qui se justifie sur le dos du football* », pestait Luis Enrique, coach parisien, appelant à « *s'unir pour éradiquer les violences* ». Plus facile à dire qu'à faire. Retour sur les faits, les différentes versions ou encore projection sur la suite.

■ Que s'est-il passé samedi ?

Pour ce match classé à très hauts risques par la Division nationale de lutte contre le hooliganisme (DNLH), 5 sur une échelle de 5, les autorités avaient mis les petits plats dans les grands. Un millier de membres des forces de l'ordre étaient en effet mobilisés, 1000 spotters au stade, dispositif anti-drone... Et il convient de souligner que dans le centre-ville de Lille dans la journée ou aux abords du stade, le soir, tout s'est globalement bien déroulé. Idem pour le match, dans l'enceinte nordiste. En levée de rideau, la finale de la Coupe Gambardella a toutefois été interrompue pendant plusieurs minutes à cause d'un jet de projectile venant des supporters parisiens vers le gardien de l'OL, Aboubakr Doucoure, tandis que des fans lyonnais ont craché sur l'un des buteurs marseillais, Gaël Laffont.

Mais c'est à 50 km du stade que les débordements ont eu lieu, à la barrière de péage de Fresnes-lès-Montauban (AI), près d'Arras. Là où les bus des supporters parisiens étaient attendus pour être pris en charge par les autorités. Ceux de Lyon devaient, eux, rallier l'aire de Rumacourt (A26). A priori, les cortèges ne pouvaient pas se croiser, avec 1h30 d'écart dans le programme des uns et des autres. Les parcours avaient été établis lors de cinq réunions avec les représentants des clubs, de la Fédération française de football (FFF), des supporters... Le préfet de la région Hauts-de-France, Bertrand Gaume, a évoqué des « *rixes très violentes* ». Bilan ? Huit policiers et trente supporters blessés, un bus calciné et deux autres endommagés. De source proche de l'enquête, les forces de l'ordre ont tiré une centaine de grenades lacrymogènes afin de rétablir l'ordre. Il est question « *d'individus très déterminés et*



Un bus a été calciné et deux autres endommagés à la barrière de péage de Fresnes-lès-Montauban, samedi. Huit policiers et trente supporters ont été blessés lors de ces affrontements.

Incidents Lyon-PSG : après le chaos, la consternation et les interrogations

agressifs», dont certains étaient armés de couteaux.

■ Que disent les différentes parties ?

Elles se renvoient la balle. De source proche du club parisien, il a été question d'une erreur d'aiguillage dès samedi, avant le match. L'OL est sur cette ligne, assurant que, « *pour des raisons encore à déterminer, l'escorte de police a décidé de faire passer sept cars lyonnais au milieu des dix-huit cars parisiens rassemblés au péage de Fresnes* » et promettant que « *les cars affrétés par les supporters du Kop Village Nord se sont bien rendus au bon point de rendez-vous* ». Le club rhodanien fustige une « *erreur manifeste de parcours* », relevant que « *la violence a éclaté sans que l'origine en soit clairement établie* ». Parlant d'un « *mauvais timing* », le préfet du Nord a, lui, expliqué samedi soir face à la presse que les supporters lyonnais « *ont repéré les supporters de l'équipe adver-*

se et les ont attaqués ». Les supporters parisiens confirment, assurant n'avoir fait que « *se défendre* ». Le PSG va dans leur sens : « *Le Club tient à préciser que ses supporters ont scrupuleusement respecté les modalités de déplacement de l'arrêté préfectoral avant d'être attaqués* ». Évidemment, chacun « *condamne avec la plus grande fermeté* » ces débordements, jusqu'au président Macron, qui s'en est ému samedi avant la rencontre.

Au sujet de ces incompréhensibles erreurs d'aiguillage, des sources policières nous indiquent que huit des quinze bus lyonnais sont arrivés... à Fresnes-lès-Montauban, lieux de rendez-vous prévus des Parisiens. À force de persuasion, les forces de l'ordre les ont fait repartir avant l'arrivée des fans du club de la capitale. Sur les sept autres, quatre sont arrivés en temps voulu au point de ralliement qui leur était attribué, et trois en retard suite à un accident de la route, dont un qui aurait refusé de s'arrêter, prenant ainsi la route vers le fameux

péage sans escorte. Les autorités ont ainsi décidé de faire repartir les six autres et de « *fonder* » vers le péage de Fresnes, théâtre des affrontements.

■ Et maintenant ?

Le débat sur le déplacement des supporters sera probablement relancé. Et comme après chaque débordement, les partisans d'une interdiction pure et simple disposent d'un peu plus d'arguments. L'arsenal juridique est pourtant conséquent. À voir, justement, ce que la justice fait de cette nouvelle affaire. Dans son communiqué, la FFF, organisatrice de l'événement, est assez claire en expliquant que ces « *actes de violence inadmissibles ont eu lieu sur la voie publique* », et donc en dehors de son giron de responsabilité. « *Il faut sanctionner pour que ces gens soient définitivement interdits de stade. Il ne faut plus qu'ils viennent au football* », prévient, sur RMC, Philippe Diallo, président de la FFF. Les images de vidéoprotection et des caméras des forces de l'ordre « *seront don-*

nées à l'autorité judiciaire » afin d'être disséquées. Ensuite, « *il appartiendra au procureur d'Arras de diligenter, s'il le souhaite, une enquête judiciaire* », explique le préfet.

■ Est-ce inquiétant à deux mois des JO ?

Oui... et non. Le public du football n'est pas le même que celui d'un événement comme les Jeux olympiques. Les autorités françaises seront toutefois confrontées à d'autres types de menace, d'autres problématiques. Ne nous trompons pas : ce genre de débordement n'est pas l'apanage que du ballon rond. Pas plus tard que le week-end dernier, des fans de Fenerbahçe et du Panathinaïkos ont fait le coup de poing dans les rues de Berlin, aux abords de la Uber Arena, avant les demi-finales de l'Euroleague de basket... N'empêche, le football est davantage sujet au hooliganisme, à l'excitation collective et à la folie des masses imbéciles que les autres disciplines, c'est clair. ■

Trafic de drogue : une maire normande jugée pour complicité

Stéphane Durand-Souffland

Mélanie Boulanger, élue PS de Canteleu (Seine-Maritime) a toujours nié avoir « protégé » d'importants trafiquants de sa ville, en dépit d'indices troublants. Dix-huit autres personnes comparaissent à ses côtés à partir de ce lundi, à Bobigny, dont l'un de ses adjoints.

Quelle attitude le ou la maire d'une commune de 15 000 habitants peut-elle - ou ne doit-elle surtout pas - adopter face à de puissants trafiquants de drogue dont l'activité gangrène la commune ? C'est l'une des questions que pose le long procès qui s'ouvre ce lundi devant le tribunal correctionnel de Bobigny.

L'affaire débute en septembre 2019 sur un parking de Seine-Saint-Denis. Ce qui ressemble fortement à une transaction clandestine - 2 kg de cocaïne contre 50 210 euros en liquide - est surpris par la police. L'enquête permet de rattacher le véhicule Citroën Berlingo du vendeur à une localité de l'agglomération rouennaise, Canteleu (Seine-Maritime), puisqu'il est immatriculé au nom d'un restaurant local, le Show Kebab.

Les enquêteurs ciblent rapidement les frères Aziz et Montacer Meziani. Respectivement nés en 1984 et 1987, ils sont présentés par l'accusation comme des figures régionales du narcotrafic et seraient à la tête d'un réseau parfaitement structuré, brassant de fortes sommes en liquide et important cocaïne, héroïne et résine de cannabis par quintaux.

Officiellement, les frères Meziani n'exercent pas d'activités rémunérées. Les deux hommes, qui, d'après la synthèse de la police, imposent leur loi au quartier, jouissent cependant d'un loir de vie plus qu'agréable et roulent au volant de berlines allemandes. Soucieux de leur apparence, ils s'offrent une dentition avantageuse en Turquie, payée cash (5 000 euros à 6 000 euros par personne) et possèdent des biens immobiliers au Maroc. L'un de leurs comparses présumés, Camel Bey, sans profession déclara-

rée, détenait 112 960 euros le jour où il a été perquisitionné.

Quel lien entre ces supposés malfaîtres - le casier judiciaire de Montacer Meziani est vierge, son frère fait l'objet d'un mandat d'arrêt - et la mairie de Canteleu ? À en croire le scénario retenu au terme de l'instruction, qui repose pour beaucoup sur des interceptions téléphoniques, un conseiller municipal, Hasbi Colak, a servi d'intermédiaire entre la fratrie Meziani et l'hôtel de ville.

Taxée de duplicité

Selon des éléments du dossier dont *Le Figaro* a pris connaissance, Hasbi Colak, qui entretenait une relation privilégiée avec l'élue PS, Mélanie Boulanger, transmettait à celle-ci des messages émanant des narcotrafiquants supposés. Un projet d'installation de caméras de vidéosurveillance, par exemple, les

contraire : il s'agit sinon de contrecarrer la pose des appareils, du moins de la retarder le plus possible.

La maire, menacée de voir sa ville mise « *à feu et à sang* » et sa réélection en 2020 compromise si elle ne plie pas aux diktats des dealers en chef, est accusée d'avoir cherché à calmer les ardeurs du commissaire chargé du secteur. Y compris après une opération qui aurait irrité les Meziani, ce qu'elle conteste vigoureusement - à noter qu'il n'est nullement question pour elle d'enrichissement personnel.

Mélanie Boulanger, dont le conseil n'a pas souhaité s'exprimer avant l'audience, affirme tout au long de l'information qu'elle a tout fait pour lutter contre la drogue et sa priorité. Mais le juge d'instruction n'a été convaincu ni par ses déclarations ni par les pièces qu'elle a fournies : l'élue, taxée de duplicité, a été ren-

voyée, comme son adjoint Hasbi Colak, pour complicité de trafic de stupéfiants. « *Si ses déclarations et les documents qu'elle fournit montrent que, publiquement, (Mélanie Boulanger) tentait de lutter contre les trafics de stupéfiants sur sa commune, les investigations ont démontré que parallèlement, elle "travaillait" avec les Meziani en leur fournissant des informations essentielles à la pérennité et au développement de leur trafic* », analyse le parquet.

Dix-neuf personnes, toutes présumées innocentes, sont appelées à comparaître à Bobigny. Les débats sont prévus pour durer jusqu'au 24 juin. Mélanie Boulanger, 45 ans, nie toute implication et se dit dévastée par les poursuites qui la visent. Elle a démissionné de son mandat à la mairie de Canteleu ainsi que du conseil régional, mettant en avant des raisons médicales. ■

Les Douanes démantèlent un tentaculaire trafic à destination de la Russie sous embargo

Christophe Cornevin

Grâce à une société véreuse basée en Seine-Saint-Denis, des dizaines d'entreprises européennes ont expédié 6700 cargaisons en tout genre, en contournant les sanctions prises par l'Union européenne.

Unique par son ampleur et mettant en scène tout un maquis de profiteurs de guerre, cette affaire est une première du genre. Au terme de dix mois d'investigations menées dans le plus grand secret, les services spécialisés des Douanes françaises viennent de mettre un terme à un trafic international de marchandises acheminées vers la Russie en contournant les sanctions prises par l'Union européenne en réaction à l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022.

Selon nos informations, plusieurs dizaines d'agents de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) ont investi jeudi le siège d'une société véreuse de Seine-Saint-Denis soupçonnée d'avoir facilité l'envoi, depuis de nombreux pays de l'Union et en maquillant des documents, d'une avalanche de produits interdits. Potentiellement sensibles pour certains, les lots exportés frauduleusement sont susceptibles d'avoir renforcé l'économie de guerre du régime de Vladimir Poutine. Pour mémoire, plus d'une dizaine de mesures de rétorsion concernent les secteurs stratégiques de la Défense, de la sécurité, de l'énergie, de l'aviation ou encore des finances. Les Douanes sont en premières lignes pour veiller à la moindre entorse.

L'affaire se noue en août 2023, lorsque les agents français reçoivent de premiers signaux d'alerte envoyés par des homologues étrangers. Basés dans les pays Baltes ainsi qu'en Pologne, ces derniers ont observé des flux anormaux de biens dédouanés en France et arrivant à la frontière extérieure du marché européen pour, selon toute vraisemblance, prendre la route de la Russie. « Afin de vérifier ces mouvements suspects, nos partenaires décident de bloquer les cargaisons le temps que la DNRED demande au service d'analyse des risques des douanes de croiser des données douanières pour déceler les anomalies », détaille un douanier. Rapidement, les soupçons se concentrent sur une société « transitaire » située dans une zone industrielle du « 9-3 », spécialisée dans les formalités douanières au moment des passages du fret aux frontières et travaillant pour le compte de clients importateurs et exportateurs.

« La lutte contre le contournement des sanctions est prioritaire. Elle est essentielle au soutien à l'Ukraine »

Bruno Le Maire
Ministre de l'Économie

Affichant un chiffre d'affaires de 1 million d'euros et une demi-douzaine de salariés, cette structure laisse soudain apparaître une croissance exponentielle de ses exportations à partir de 2022, c'est-à-dire au moment où l'Union prend ses mesures de rétorsion, vers des pays limitrophes de la Russie. L'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan ou encore l'Arménie figurent au nombre des pays destinataires, sans que les flux de marchandises correspondent à leur activité économique réelle. À la faveur de leurs investigations, les douaniers découvrent en outre que la société « transitaire » ne travaille pas pour des entreprises françaises mais pour tout un maquis d'opérateurs basés en Irlande, en Allemagne ou encore en Espagne. Un agent confie : « Entre août 2023 et mai 2024, nous avons collaboré avec nos homologues allemands et des bureaux de douane d'Ile-de-France pour procéder à des contrôles physiques de ces exportations mais, à notre grande surprise, la société n'a jamais été en mesure de nous présenter la moindre marchandise, puisqu'elle n'a été à aucun moment présente sur le territoire national contrairement à ce qui est exigé ».

Petit à petit, un incroyable schéma de fraude se dessine sous les yeux des gabelous : dénué de tout scrupule, le gérant de la société, présenté sous les traits d'un « entrepreneur français bien



Alors que les douaniers poursuivent leurs investigations, une enquête judiciaire devrait s'ouvrir pour identifier les entreprises qui ont participé à ce trafic de marchandises et, selon nos informations, plusieurs dizaines de sociétés pourraient être inquiétées. PATRICE PONTI/DOUANES FRANÇAISES

installé », a profité de l'effet d'aubaine qu'offrait la guerre en Ukraine pour mettre sur pied un juteux business. Via le darknet et en utilisant tous les moyens cryptés qu'offrent les dernières avancées de la technologie numérique, ce « pirate du fret » a offert ses services de « facilitateur » à des sociétés étrangères, elles aussi sans vergogne, qui voulaient exporter illégalement des marchandises vers l'ex-URSS. « De manière industrielle, le "facilitateur" faisait des faux pour masquer la destination finale, inscrivant des adresses dans des pays voisins de la Russie, souffle une source informée. En opacifiant le système, il a pu tromper, un temps, la vigilance des services avec des papiers qui semblaient en règle. » Les cargaisons filaient sans encombre vers l'est avant de franchir les frontières extérieures de l'Europe, notamment via les pays Baltes.

Au fil des mois, la réputation du « logisticien » français s'est répandue telle une traînée de poudre dans la communauté des contrebandiers de toute l'Europe, au point où ce dernier s'est imposé comme un « spécialiste du contournement » des sanctions contre la Fédération de Russie. Loin de se concentrer sur un seul type de produits, le « ripou » a monté un « business plan » pour tirer profit du trafic de pièces mécaniques ou plastifiées, de camions, de voitures, de pièces détachées ou encore de composants électroniques. D'une soixantaine avant la guerre, les exportations de lots de marchandises en tout genre ont bondi, par son truchement, à plus de 6700 au dernier stade de l'enquête portée à la connaissance du *Figaro*. Au total, ce sont des centaines de milliers d'articles qui ont ainsi pu muscler l'industrie russe, toujours à la recherche de matériels qu'elle ne peut plus se procurer par ailleurs.

Lors de « visites domiciliaires », c'est-à-dire les perquisitions douanières, les agents de la DNRED ont saisi dans les locaux de la société suspecte des documents commerciaux, des bordereaux de transports, des ordinateurs ainsi que des téléphones dont les contenus vont être décortiqués pour quantifier l'ampleur du trafic et imputer les responsabilités de chaque salarié impliqué.

Entendu vendredi par les Douanes, le gérant, qui avait récemment changé de train de vie en s'achetant notamment une jolie villa dans le Midi, encourt jusqu'à dix ans d'emprisonnement et une amende à la hauteur de la fraude. Cette dernière pourrait se chiffrer en dizaines de millions de d'euros. « Cette opération de la DNRED souligne la mobilisation de l'État et des services de Bercy pour assurer l'effectivité des sanctions contre la

Russie, s'est félicité le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Les documents saisis aujourd'hui et les futures auditions permettront d'identifier d'autres acteurs et bénéficiaires de ce trafic de produits sous embargo. La lutte contre le contour-

nement des sanctions est prioritaire. Elle est essentielle au soutien à l'Ukraine. »

Alors que les douaniers poursuivent leurs investigations, une enquête judiciaire devrait s'ouvrir pour identifier une à une les entreprises qui ont trem-

pé dans ces magouilles, au plus grand mépris des enjeux stratégiques auxquels l'Europe doit faire face. Selon nos informations, ce sont plusieurs dizaines de sociétés qui pourraient ainsi être inquiétées. ■

Daniel FÉAU

CHRISTIE'S INTERNATIONAL REAL ESTATE

VENTE | LOCATION | NUE-PROPRIÉTÉ

Belles adresses

à Paris et dans l'ouest parisien

01 84 75 18 73 • www.danielfeau.com

Nadal-Zverev, l'ogre de l'ocre ne veut pas s'arrêter là

Romain Schneider

Le blockbuster du premier tour de Roland-Garros ce lundi suscite un immense intérêt.

Sera-t-il le bourreau du roi ? Alexander Zverev, qui vient de gagner le Masters 1000 de Rome, s'avance - a priori - en favori face à l'homme aux 14 titres à Roland-Garros (112 victoires en 115 rencontres), plus que jamais dans le flou à l'heure de retrouver son royaume, probablement pour la dernière fois. Le défi est de taille pour le recordman de victoires sur la terre battue parisienne, diminué physiquement depuis plusieurs mois. Désormais 276^e mondial, l'ogre de l'ocre a fait jouer son classement protégé (quand on a été longtemps indisponible sur blessure) pour intégrer le tableau final.

En 18 participations, il n'a jamais perdu au premier tour. Va-t-il connaître une triste première lors du blockbuster que tout le monde attend ce lundi, disputé en journée, et non en nocturne, selon la volonté du Majorquin ? « Vous jouez contre la statue », s'est amusé Alexander Zverev. Car Nadal, qui à la sienne depuis trois ans dans les allées du Grand Chelem parisien, c'est d'abord un statut à déboulonner. Qu'importe sa forme incertaine, son manque de compétition, le poids des ans et son corps cabossé. « Dans mon esprit, je vais affronter le grand Rafael Nadal, assure Zverev. Je pense qu'il va

jouer son meilleur tennis depuis un sacré bout de temps. »

Quand la main innocente de Marie-José Percec a offert ce premier tour, un brouhaha a parcouru l'orangerie des serres d'Auteuil, où se tenait le tirage au sort. « Pour un premier tour, c'est chaud, c'est costaud et ça va évidemment être intéressant. Je pense qu'il y aura des deux côtés des sentiments un peu mêlés à l'heure d'entrer sur le central », a soufflé la directrice du tournoi, Amélie Mauresmo.

Quand il a appris l'identité de son adversaire, Rafael Nadal était en train de jouer... aux petits chevaux. Une pratique courante pour lui et les membres de son équipe. « Comme je ne suis plus tête de série, je dois accepter ce tirage au sort, a philosophé « Rafa ». Ce n'est pas le meilleur, c'est certain, de jouer contre l'un des adversaires les plus difficiles. En plus, il arrive après une victoire dans un Masters 1000, et pas un petit tournoi. Que puis-je y faire ? »

De son côté, Alexander Zverev a « cru à une blague » quand il est sorti de son entraînement. Un rire jaune : « Je peux vous garantir que Novak ne voulait pas tirer Rafa au premier tour. Pareil pour Alcaraz et Sinner », souffle Zverev, qui fait contre fortune bon cœur. Daniil Medvedev, 5^e joueur mondial, ne dit



Vainqueur, le 19 mai, du tournoi de Rome, Alexander Zverev (à droite) arrive en forme à Paris pour affronter un Rafael Nadal (ici à l'entraînement, samedi, à Roland-Garros) diminué physiquement depuis plusieurs mois.

GONZALO FUENTES ET GUGLIELMO MANGIAPANE/REUTERS



pas le contraire : « Je ne vais pas le cacher : je suis heureux de ne pas le jouer au premier tour. » Le Russe s'est entraîné avec le Majorquin et assure : « C'est bien mieux que ce que j'ai vu à la télé à Rome ou Madrid, en tout cas. On a fait un peu plus d'un set, il m'a battu. Rafa sera toujours Rafa et même s'il n'est pas favori, il peut gagner ce match. »

Porté par son sacre romain, Zverev, tête de série n° 4, toujours en quête d'un titre en Grand Chelem - il a joué la finale à l'US Open 2020 - doit se défaire enfin de son statut de « meilleur joueur du monde à n'avoir jamais gagné un Major ». Pour son 11^e duel avec Nadal (7-3 pour le Majorquin), il a l'occasion de

prendre sa revanche sur 2022. Lors d'une demi-finale d'une intensité incroyable, le natif de Hambourg s'était gravement blessé à la cheville dans le jeu décisif de la deuxième manche (7-6, 6-6, abandon). « Idéalement, j'espérais l'affronter plus tard dans le tournoi. Mais je voulais réjouir contre lui dans ma carrière ici encore une fois. Car je ne voulais pas que mon dernier souvenir d'un duel face à lui soit celui d'un joueur qui quitte le court dans un fauteuil roulant. »

Deux ans plus tard, l'Allemand (qui reste sur trois demies perdues Porte d'Auteuil) est redevenu un des cadors du circuit, malgré des problèmes extemporanés (son procès pour coups et blessures contre son ex-compagne débutera le 31 mai et s'étalera jusqu'à juillet).

Depuis un 14^e sacre conquis au bout de la douleur, pied gauche anesthésié, en juin 2022 à Paris, Nadal a, de son côté, été éloigné des courts sans discontinuer ou presque. Forfait l'année passée à Roland-Garros, une première en 18 saisons, l'Espagnol - qui n'a pas encore confirmé que c'était son dernier

Roland-Garros - a été lâché par son corps traumatisé (les abdos, le psaos et la cuisse) et n'a plus joué de match en trois sets gagnants depuis près d'un an et demi et plus battu de joueur du top 5 depuis fin 2022.

Ses derniers tournois sur terre n'ont guère été rassurants. « Je ne peux pas ne pas penser que la catastrophe de Rome (défaite sèche contre Hurkacz 6-1, 6-3, NDLR) se répète. Dans mon esprit, il faut que je fasse les choses différemment, que je joue mieux et me donne la possibilité d'être compétitif, battant. » C'est dans l'ADN du meilleur joueur de tous les temps sur terre, le tout sur son court, le Philippe-Chatrier.

« C'est la première semaine depuis que j'ai repris où je suis capable de courir correctement sans beaucoup de retenue. Ça ne signifie pas que je vais jouer de façon incroyable lundi. Mais, d'une certaine manière, cet endroit est magique pour moi. Il s'y est passé tellement de choses si difficiles à imaginer... La magie va-t-elle opérer encore une fois pour le magicien majorquin ? Tout Roland-Garros retient son souffle. ■



Le numéro 1 français, Ugo Humbert a été éliminé d'entrée Porte d'Auteuil, battu dimanche par l'Italien Lorenzo Sonego. STEPHANIE LECOQ/REUTERS

Humbert déçoit, Garcia sourit, Gasquet flambe

Pour la sixième fois en sept participations, Ugo Humbert a chuté d'entrée. Porte d'Auteuil, dompté dimanche par Lorenzo Sonego (6-4, 2-6, 6-4, 6-3). Une mauvaise habitude pour un numéro un français, il est vrai, moins à l'aise sur terre battue que sur surface rapide. « Chaque fois que j'arrive ici, je me dis que je vais essayer de passer une belle quinzaine, soufflait-il, déçu, face aux médias après son rendez-vous manqué. Déjà, arriver au bout de la première semaine, ce serait déjà pas mal. J'ai toujours l'espoir ». Raté.

Tête de série 17, le Messin n'avait pas été très heureux au tirage en tombant sur l'Italien, solide joueur de terre qui l'avait, déjà, éliminé au 2^e tour en 2023. Le 49^e mondial lui a encore joué un mauvais tour. « Le manque de matchs peut expliquer ma performance du jour, a décrypté le leader tricolore. C'est une

période un peu dure pour moi parce que je n'ai pas l'énergie que je souhaiterais avoir après être revenu de ma blessure au genou. Je suis déjà très fier d'être allé sur le court ». Le vainqueur des tournois de Marseille et Dubai, beaucoup moins fringant qu'au début du printemps, va tenter de reverdir sur gazon, une surface, où il se sent plus à l'aise (8^e de finaliste de Wimbledon en 2019) que sur cette maudite terre de la Porte d'Auteuil.

Après avoir perdu son numéro 1, le tennis français a failli perdre sa leader. Après avoir concédé la première manche face à la qualifiée allemande Eva Lys, Caroline Garcia a redressé la tête sous le toit fermé du Philippe-Chatrier, pour s'imposer 4-6, 7-5, 6-2 et éviter un fiasco.

En fin de journée, Richard Gasquet a enflammé le court Suzanne-Lenglen. Après 3h24 d'une belle bataille face au Croate Borna Coric (71^e), le vétéran de

37 ans s'est offert une magnifique victoire en trois manches (7-6, 7-6, 6-2).

Un peu plus tôt, le numéro 3 mondial Carlos Alcaraz, dont l'avant-bras droit a grandement perturbé la saison sur terre battue, s'est rassuré en surclassant l'Américain J.J. Wolf 6-1, 6-2, 6-1. Bras droit enserré dans un manchon protecteur, Alcaraz n'a pas semblé gêné, outre mesure lors de cet aimable gauf d'essai. La concurrence est prévenue. ■

R.S.

Autres résultats du 1^{er} tour. Simple messieurs : Rublev (Rus/6) bat Daniel (Jpn) 6-2, 6-7 (3/7), 6-3, 7-5 Dimitrov (Bul/10) bat Kovacevic (E-U) 6-4, 6-3, 6-4. Simple femmes : Osaka (Jpn) bat Bronzetti (Ita) 6-1, 4-6, 7-5. Ce lundi sur le court Philippe-Chatrier (à partir de 12h) : Vickery (E-U) - Jabeur (Tun/8) ; Swiatek (Pol/1) - Jeanjan (Fra) ; Zverev (All/4) - Nadal (Esp). (pas avant 20h15) Monfilis (Fra) - Seyboth Wild (Bre).

Formule 1 : Leclerc enfin maître à Monaco, Verstappen dans le dur

Alexis Relandeau-Descamps

Le Monégasque de 26 ans a mis un terme à la malédiction qui le poursuivait sur le Rocher pour enfin s'imposer sur ses terres.

Il en rêvait, il l'a fait. Charles Leclerc est devenu, dimanche, le premier pilote monégasque à s'imposer en Principauté. Le numéro 16 Ferrari a devancé Oscar Piastri (McLaren) et Carlos Sainz (Ferrari) dans une course soporifique marquée par un drapeau rouge dès le premier tour après une succession d'incidents envoyant quatre voitures au tapis dont celle d'Esteban Ocon (Alpine).

■ Le jour de gloire de Leclerc

C'était devenu une véritable malédiction. En cinq participations au Grand Prix de Monaco, Leclerc n'avait jamais connu la joie dans ses rues à lui avec trois abandons et aucun podium. Il était arrivé déterminé cette semaine pour

rompre ce mauvais signe. Très à l'aise lors des essais, impressionnant lors des qualifications avec une pole position à la clé, le pilote Ferrari s'était encore donné les moyens de réaliser son rêve.

Parti en mediums, sa stratégie a volé en éclats d'entrée de jeu après le pilote impliquant Sergio Perez et les pilotes Haas. Le drapeau rouge a été sorti et la course interrompue plus de quarante minutes. Pas de quoi le perturber. Au moment du deuxième départ, Leclerc était en gommes dures pour aller au bout du Grand Prix. Il a donc dû gérer ses pneus, avec un rythme très lent, résister à la pression de Piastri et aux émotions qui incombent à ce genre d'événement. Leclerc l'a fait avec brio pour signer sa sixième victoire en F1, la première depuis l'été 2022 et la premiè-

re de Ferrari à Monaco depuis 2017. Il revient à 31 points de Verstappen au championnat du monde.

■ Verstappen et Red Bull en difficulté

Et Red Bull pendant ce temps-là ? Habitué des avant-postes, la marque autrichienne a été absente en ce week-end princier. Les qualifications avaient déjà été manquées avec le 6^e temps de Max Verstappen et le 18^e de Sergio Perez. La course n'a pas été meilleure. Le Mexicain a été impliqué dans l'effrayant crash du premier tour, avec Kevin Magnussen et Nico Hulkenberg. Par miracle, Perez n'a pas été blessé malgré une voiture totalement détruite. Le Néerlandais, lui, n'a pu faire mieux

que sixième à l'arrivée. Parti en durs, le drapeau rouge a bouleversé ses plans. Contraint de changer de gommes pour le second départ, Verstappen est reparti en mediums. Il a alors tenté une stratégie à deux arrêts mais n'a jamais pu doubler George Russell en fin de course. Red Bull ne domine plus depuis quelques courses. Ferrari est revenu à 24 points au classement des constructeurs et Verstappen n'a plus que 31 points d'avance sur Leclerc. La menace se précise.

■ Le bon point de Gasly

Pierre Gasly avait le sourire dimanche. Tout d'abord, il était ravi de voir son pote, Charles Leclerc, s'imposer sur ses terres et ensuite, le Français a enfin ouvert son compteur à Monaco. Dixième

des qualifications, première fois qu'une Alpine s'est hissée en Q3 un samedi cette saison. Gasly avait l'ambition de conserver cette position en course et il l'a fait. Non sans mal. Le premier tour fut animé pour le Tricolore, attaqué et percuté par... son coéquipier Esteban Ocon, auteur d'une attaque un peu folle. Résultat ? Abandon pour Ocon et une colère froide de Bruno Famin, le patron de l'écurie française, qui a sérieusement recadré ce dernier. Heureusement, Gasly, lui, n'a pas eu de dommages sur sa voiture. Il a alors pu prendre le deuxième départ et gérer sa course. Il retrouve ainsi le top 10 qui lui échappait depuis le Brésil en novembre dernier et récolte son premier point de la saison, le deuxième d'Alpine. De bon augure pour la suite. ■

Arnaud Coudry
Envoyé spécial à Londres

Au terme d'un féroce combat contre le Leinster, les Rouge et Noir ont décroché une sixième Champions Cup. La marque de l'excellence.

La petite habitude des grands jours. Les joueurs du Stade Toulousain ont, une nouvelle fois, été accueillis en héros place du Capitole, ce dimanche, après leur triomphe contre le Leinster (22-31), au terme d'une étouffante prolongation, en finale de la Champions Cup. Pour avoir le droit d'accrocher une sixième étoile sur leur maillot rouge et noir. Antoine Dupont, leader maximo de cette équipe, impérial dans la conduite du jeu et impitoyable en défense, savoure ce moment finalement pas si rare : « On a eu la chance de soulever cette coupe il y a trois ans et on connaît la difficulté de gagner cette compétition. On avait échoué deux fois en demi-finale ces deux dernières années, mais on sentait vraiment qu'on avait la capacité d'aller au bout cette année. C'est fait, dans un match pas simple, on ne va pas se mentir, et c'est un pur bonheur. »

Célèbre pour son jeu de mouvements faits de courses redoublées et de passes sautées, Toulouse sait aussi se transformer en combattant monstrueux, expert dans la guerre de tranchées. « On n'a pas joué notre meilleur match de rugby, mais, en termes de solidarité, on ne peut pas faire mieux », apprécie Romain Ntamack. Car cette sixième victoire dans la compétition s'est gagnée après une féroce bataille dans le jeu au sol où les Toulousains ont gagné 12 ballons (contre 5 pour leurs adversaires). Ils ont su exceller dans ce que le manager Ugo Mola appelle « l'intensité », c'est-à-dire rester discipliné dans l'intensité », explique-t-il. Et, à ce petit jeu très pénible et rugueux, le troisième ligne anglais Jack Willis a été colossal, plaquant à tour de bras (31 fois au total!) tous les Irlandais qui osaient se



La joie des Toulousains autour de leur capitaine, Antoine Dupont, samedi à Londres.
GLYN KIRK / AFP

Stade Toulousain, une génération dorée jamais rassasiée

présenter dans son périmètre. Et, pour la troisième fois dans l'histoire de la compétition, le sort du match s'est joué en prolongation. Et c'est encore le Stade qui s'est imposé, après avoir fait plier Cardiff en 1996 et le Stade Français en 2005. « Quand tu arrives dans le money time, il n'y a plus de questions à se poser. C'est juste se lancer dans la bataille, ne rien lâcher, s'entraider, faire preuve d'un état d'esprit hors du commun. Dans ces moments-là, ça se joue surtout dans la tête », souligne le manager Ugo Mola.

Arrivé à la tête d'une institution moribonde après les années de gloire de Guy Novès, Ugo Mola a su remettre le club haut-garonnais au sommet. Deux Champions Cup (2021, 2024), donc, et trois Brennus (2019, 2021, 2023) pour la géné-

ration dorée symbolisée par Antoine Dupont (27 ans), logiquement élu meilleur joueur européen de l'année, et Romain Ntamack (25 ans), de retour à son meilleur niveau après avoir manqué la dernière Coupe du monde. « J'ai la chance d'entraîner des joueurs incroyables. Vous l'écrivez et je le dis assez souvent. Je suis fier d'être à leurs côtés, salue le technicien toulousain. À chaque sortie, ils nous nourrissent d'émotions, et, ce qui est fabuleux avec eux, c'est qu'ils vous poussent à tout mettre en place pour continuer à progresser. »

«Douter, c'est la vie»

Toulouse ne sait plus perdre en finale. Depuis la finale de Coupe d'Europe perdue en 2008, les Rouge et Noir ont disputé neuf finales, et les ont toutes rempor-

tées (six en Top 14, trois en Champions Cup). L'excellence au quotidien. Une équipe qui doute rarement de sa force et qui sait appliquer à la lettre le plan de guerre qui a été décidé. Ugo Mola apporte néanmoins une nuance : « Je ne suis pas certain que le doute soit une mauvaise chose. Douter, c'est la vie. Ce qui fait la différence, quand tu doutes, c'est d'arriver à trouver les solutions. Et cette génération a ce côté polymorphe qui lui permet d'y répondre. »

Où s'arrêtera ce Stade Toulousain ? Ou plutôt : qui arrêtera, en Top 14, cette équipe quand elle évolue à ce niveau ? D'autant que Toulouse est déjà qualifié pour les demi-finales et a du temps pour se régénérer et soigner les blessés (Marchand, Ahki, Meafou, et une suspension

à venir pour Arnold). Tout le monde songe déjà à un autre doublé Coupe d'Europe-championnat, comme en 2021. Mais Ugo Mola, en père de famille gestionnaire, garde les pieds sur terre.

« Plutôt que de parler de doublé, on verra si on est capables de se remettre au boulot avec l'énergie nécessaire pour être performant en demi-finale », avance-t-il. Car l'heure est pour l'instant à la fête. Matthijs Lebel, auteur de l'essai de la gagne, dans un sourire : « Au moins, jusqu'à dimanche, on va profiter entre nous et avec nos familles. On va aussi se balader et aller voir les gens qui nous soutiennent tout au long de la saison, je pense que c'est important. Ils ne nous oublient pas et c'est peut-être grâce à eux qu'on a eu ce supplément d'âme à la fin. » ■

Paris Saint-Germain : à quoi va ressembler la vie sans Kylian Mbappé ?

Christophe Remise Envoyé spécial à Lille

Le club de la capitale perd gros avec le départ de sa star. Mais ne revoit pour pas pour autant ses ambitions à la baisse. L'été sera chaud à Paris.

« Moi et le PSG, c'est terminé. » Le temps des adieux pour Kylian Mbappé, confiant « beaucoup de nostalgie et d'émotion de quitter le club », samedi, après la victoire parisienne en finale de la Coupe de France face à Lyon (2-1), au stade Pierre-Mauroy. Il y avait déjà eu l'annonce de son choix au mois de février, en interne, puis au grand public le 10 mai, la der en Ligue des champions face à Dortmund (0-1), la der au Parc des Princes face à Toulouse (1-3). Cette fois, le champion du monde disputait son dernier match en Rouge et Bleu.

« Tout ce que j'ai eu ici, je ne le revivrai nulle part ailleurs. Mais je vais vivre d'autres choses. Je suis sûr qu'elles seront magiques aussi », devine-t-il, assurant partir « la tête haute ». Certes, « KM » n'a guère brillé samedi. L'important était ailleurs : Paris a décroché une nouvelle Coupe de France, la 15^e, et donc réalisé le triplé national cette saison après la Trophée des champions et la Ligue 1.

Carton plein, même si les Parisiens auraient « souhaité jouer une semaine de plus », dixit Luis Enrique, et disputer la finale de Ligue des champions. Le BVB a brisé leurs rêves européens en demies. « C'est la vie. Le football est parfois injuste », glisse le technicien espagnol de 53 ans, accordant néanmoins « un 10/10 à (ses) joueurs » sur la saison et chantant les louanges de Mbappé, « un joueur différent ». « J'ai eu de la chance de l'entraîner », clame-t-il encore, marquant sa liberté de ton par rapport à un club qui passe ces adieux sous silence autant que possible. La déception est en effet grande sachant que les dirigeants ont beaucoup misé sur l'ex-Monégasque, l'argent étant pas que.

Sept ans après son arrivée, son départ

libérera tout compris plus de 200 M€ pour la saison prochaine, sans compter les 80 ou 100 M€ qu'il s'était engagé à rendre et/ou verser au club en février. À ce sujet, un accord définitif est en passe d'être trouvé, selon nos informations. Sachant que la marque PSG se porte très bien et que d'autres gros salaires quittent le club cet été (Navas, Kurzawa), après d'autres en 2023 (Messi, Neymar, Verratti, Ramos), Luis Campos devrait avoir des moyens conséquents pour recruter. En février, des sources proches du club annonçaient des « joueurs de classe mondiale ».

«La Ligue des champions, on la gagnera»

Paris entend néanmoins poursuivre dans sa nouvelle politique, « les meilleurs talents, les meilleurs potentiels, les jeunes, le collectif, le tout dans une logique financièrement intelligente et en s'appuyant sur le centre de formation », comme le résume une source proche du club. Terminé l'ère des superstars, plus personne au-dessus du club et de l'institution, mais l'ambition est toujours là. « La Ligue des champions, on la gagnera. À voir quand... Peut-être dans quelques années. Mais oui, on la gagnera », martèle Luis Enrique, espérant « encore mieux pour la saison prochaine ».

L'ancien sélectionneur de la Roja n'est toutefois pas tombé de la dernière pluie. « Mbappé est un joueur qu'on ne pourra pas remplacer, pas la peine de chercher. C'est l'équipe qui permettra de le remplacer », affirme-t-il, réclamant « des joueurs qui auront encore plus faim de victoires ». Et de poursuivre : « Il faudra peut-être le faire avec quatre, cinq ou six nouveaux joueurs, avec en plus des superporteurs impeccables et un club qui a



Kylian Mbappé porté en triomphe par ses coéquipiers, samedi à Lille, après la victoire du PSG contre Lyon en finale de la Coupe de France.

l'ambition de tout gagner. On essaiera d'obtenir encore plus. Est-ce qu'on en sera capable ? On verra. En tout cas, c'est un grand défi pour tous les joueurs qui veulent signer au PSG : on est un club qui veut marquer l'histoire. »

Gabriel Moscardó première recrue

Un club qui devra donc faire sans un garçon qui a inscrit peu ou prou un tiers des buts à lui tout seul. Sachant qu'Ousmane Dembélé, décisif samedi, n'est pas près de se transformer en serial buteur, et que Bradley Barcola, quoique prometteur, est encore tendre, il y a du boulot. Quid de Gonçalo Ramos et Randal Kolo Muani, 175 M€ à eux deux et 0 minute en

finale face aux Gones ? Recruté pour 60 M€, Manuel Ugarte n'a pas joué non plus samedi. Comme Ramos, Paris avait acté sa venue... avant de signer Luis Enrique. Ceci explique peut-être cela. Le coach espagnol a besoin de joueurs très spécifiques, capables de rentrer dans son moule, son idée de jeu, ses concepts. Ce n'est pas donné à tout le monde.

« C'est la fin de la saison, mais c'est aussi le moment où les négociations commencent. On va essayer d'améliorer notre effectif. Le projet du PSG est impressionnant en raison des moyens du club. On fera ce travail main dans la main avec Luis Campos et le président. On va essayer de faire un bon mercato, de signer les bons joueurs, et c'est très difficile par-

ce que c'est un club très exigeant. Il faut aussi prendre en compte le temps d'adaptation des joueurs », souligne-t-il.

À noter que le PSG tient déjà sa première recrue de l'été en la personne de Gabriel Moscardó, jeune (20 ans) milieu brésilien arraché pour 20 M€ aux Corinthians l'hiver dernier mais qui n'arrivera à Paris que pour la saison prochaine. Au-delà de l'attaque, le milieu, c'est aussi un énorme chantier. Warren Zaire-Emery représente l'avenir et Vitinha s'est imposé comme « le meilleur joueur de la saison », dixit « Lucho ». Pour le reste, il y a quasiment tout à repenser. Derrière, il y aura du mouvement aussi, pas qu'à cause de la blessure de Lucas Hernandez, dans les buts également. Ça va bouger ! Le portier de la sélection russe, Matvey Safonov (25 ans, 13 sélections, Krasnodar), serait en approche contre un chèque de 20 M€, selon les médias locaux. Manière de bousculer Gianluigi Donnarumma...

Pendant ce temps, Kylian Mbappé débute, lui, sa nouvelle aventure au sein de son nouveau club. Pas de mystère, c'est le Real Madrid qui a tiré le gros lot, même si l'information n'est pas encore confirmée. « J'annoncerai mon nouveau club en temps et en heure », a indiqué l'intéressé samedi. Le tout en jouant au VFR de luxe pour Paris : « Jouer au PSG, c'est unique. C'est quelque chose de fort, que je recommande à tous ceux qui ont envie de vivre la grandeur dans leur pays en étant français. » Et de conclure, avec un large sourire : « C'est un club qui a toujours gagné des trophées et il continuera à en gagner. Je suis content d'avoir fait partie de cette histoire et de l'avoir marquée, un peu, je pense. » Chargé à ses successeurs de continuer à écrire l'histoire du Paris Saint-Germain. ■

Parkinson : les pesticides seraient impliqués dans un plus grand nombre de cas qu'imaginé

Nathalie Szapiro-Manoukian

Il est désormais établi que les agriculteurs et les riverains de leurs champs ont plus de risque de développer la maladie. Une étude révèle que l'impact négatif de certains produits phytosanitaires peut concerner des zones bien plus vastes.

Il y a des présentations scientifiques qui font date. Ce sera vraisemblablement le cas de celle de l'Institut neurologique Barrow (Arizona) lors de la 76^e réunion annuelle de l'Académie américaine de neurologie (AAN). Alors qu'on pensait que les pesticides augmentaient fortement la probabilité de développer la maladie de Parkinson « seulement » chez les agriculteurs et les riverains des exploitations, un programme de recherches en neuro-épidémiologie a montré que la population concernée serait en réalité bien plus importante.

Les recherches de cet institut ont porté sur une population de 21 millions d'Américains de plus de 67 ans, bénéficiaires du système d'assurance santé Medicare, et résidant dans plus de 3000 comtés différents. Plus de 450 pesticides ont été pris en compte. Les conclusions de ce travail, présentées en avant-première à l'AAN, sont que les zones géographiques où les concentrations en malades de Parkinson et en pesticides sont fortement corrélées s'avèrent beaucoup plus vastes qu'attendu. Ces corrélations sont retrouvées à la fois pour des pesticides anciennement utilisés, parfois interdits depuis une vingtaine d'années outre-Atlantique comme le lindane par exemple (interdit en France depuis 1998), et d'autres pesticides encore autorisés comme le thifensulfuron. Ainsi, dans la région des Rocheuses et des Grandes Plaines aux États-Unis, les habitants des zones ayant le plus recours à la simazine voient leur risque de développer une maladie de Parkinson accru de 36 %, et respectivement de 31 et 25 % pour l'atrazine et le lindane.

Pour le Pr Marc Verin, neurologue, fondateur du centre expert Parkinson Neuro-Bretagne et de l'unité de recherche Brain Clinical and Experimental Neuroplasticity à l'Université d'Orléans, « que des pesticides accélèrent la mort des neurones et conduisent à la maladie de Parkinson n'est pas une découverte. Toutefois, l'ampleur du phénomène semble avoir été sous-estimée. Comme les contaminants persistent dans le sol, ont des métabolites (issus de leur dégradation NDRL) parfois toxiques qui se retrouvent dans les nappes phréatiques, les populations pourraient aussi y avoir été exposées via l'alimentation ». Marie Fuzzati, biochimiste et directrice scientifique de France Parkinson, souligne que « ces données viennent appuyer le rôle des pesticides dans la maladie de Parkinson, y compris très longtemps après l'interdiction de leur commercialisation, ce qui est alarmant ».

Les données américaines montrent par ailleurs que la terre n'est pas la seule



Cette corrélation entre pesticides et maladie de Parkinson s'applique à la fois pour des substances anciennes et d'autres encore autorisées aujourd'hui.

source de contaminations : les bassins hydrographiques, en amont et en aval des régions les plus touchées, le sont aussi. Or les régions où les bassins hydrographiques utilisés pour l'eau de boisson sont les plus pollués en pesticides sont aussi celles concentrant le plus de malades de Parkinson, a souligné Nathalie Senini de l'Institut neurologique Barrow lors de l'AAN. Voilà qui devrait nous inquiéter car la pollution des stations de contrôle et des nappes phréatiques nous concerne aussi : en France, un tiers des masses d'eau souterraines ne répondent pas aux objectifs de bon état chimique fixés par l'Union européenne, a signalé la Cour des comptes en juillet 2023.

L'an dernier, une étude canadienne parue dans *Jama Neurology* avait révélé le surrisque de maladie de Parkinson induit par la consommation d'eau polluée au trichloréthylène (TCE), un solvant chloré très utilisé dans les industries. Grâce aux dossiers médicaux de 150 000 anciens combattants ayant travaillé soit dans un

camp dont l'approvisionnement en eau était contaminé par du TCE à des niveaux 70 fois supérieurs aux quantités acceptables, soit dans un autre camp indemne de pollution, les auteurs avaient montré que

« Ces données viennent appuyer le rôle des pesticides dans la maladie de Parkinson, y compris très longtemps après l'interdiction de leur commercialisation, ce qui est alarmant »

Marie Fuzzati Biochimiste

quarante ans plus tard, les militaires ayant séjourné au moins trois mois entre 1975 et 1985 dans le camp contaminé ont présenté un risque accru de maladie de Parkinson de 70 % par rapport à ceux du camp indemne.

Or l'Institut neurologique Barrow a présenté une autre donnée frappante : les émanations aériennes de trichloréthylène seraient fortement corrélées avec les nouveaux cas de maladie de Parkinson dans les régions urbaines et industrielles. Brittany Krzyzanowski, chercheuse à l'Institut neurologique Barrow, a indiqué lors de l'AAN avoir identifié une association nationale solide entre le TCE dans l'air et le risque de maladie de Parkinson.

Des révélations qui ne manquent pas de préoccuper les experts. Car bien qu'elles soient « déjà inquiétantes » par elles-mêmes, « les données recueillies ne tiennent pas compte de l'effet cocktail, c'est-à-dire de l'effet cumulé des centaines de contaminants du sol, de l'eau et de l'air », relève Marie Fuzzati.

La France compte 27 000 nouveaux cas annuels de Parkinson, pour 270 000 Français actuellement concernés. « La maladie de Parkinson est la maladie neurodégénérative qui progresse le plus rapidement », indique Marie Fuzzati.

Or le vieillissement de la population n'explique pas à lui seul cette prévalence de la maladie. Les données américaines apportent donc une autre hypothèse plausible : celle de la piste environnementale, qui est à ce jour insuffisamment prise en compte. Mais avant d'extrapoler, encore faudrait-il pouvoir comparer avec des études similaires réalisées sur notre territoire. Or il n'y en a pas de cette ampleur. Pour le Pr Verin et Marie Fuzzati, « il y a donc urgence à promouvoir des études épidémiologiques en France et en Europe sur l'impact réel des pesticides et du TCE sur les populations générales. On manque d'études toxicologiques indépendantes ».

L'enjeu est de taille. La prise en charge des futurs malades de Parkinson, en passe d'exploser, devra être anticipée. « Tous ne pourront pas être traités à l'hôpital, met en garde le Pr Verin. Il y a urgence à développer leur prise en charge ambulatoire comme cela commence à se faire dans certaines régions pilotes ». ■

Protéger ses artères, une autre bonne raison de limiter l'alcool

Anne Prigent

La responsabilité de l'alcool dans la survenue de l'hypertension gagnerait à être mieux prise en compte par tous, y compris les médecins.

Quand on évoque les méfaits de l'alcool sur la santé, on pense généralement à la cirrhose du foie ou éventuellement aux cancers. Ce qu'on sait moins, c'est que l'alcool fait aussi monter la pression artérielle. Avant 75 ans, plus de 650 000 cas d'hypertension artérielle en France seraient ainsi directement liés à une consommation d'alcool.

Selon les calculs de Santé publique France publiés dans le *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, début mai, il suffit de dépasser une moyenne de 10 verres standards par semaine pour voir sa tension augmenter. Un verre standard correspondant à 25 cl de bière à 5°, à 12,5 cl de vin de 10° à 12°, ou à 3 cl d'alcool distillé à 40° (whisky, anisette, gin...).

Malgré cela, l'idée que l'alcool a un effet protecteur sur les artères reste très répandue. « L'alcool induirait à court terme une vasodilatation et donc, par raccourci, une baisse de la pression artérielle. C'est ce phénomène qui pourrait être responsable en partie de cette fausse idée sur

un éventuel effet protecteur de l'alcool », explique le Dr Marilucy Lopez-Sublet, spécialiste en hypertension artérielle dans le service de médecine interne à l'hôpital Avicenne à Bobigny. Or toutes les études sont depuis longtemps sans équivoque : à long terme, la consommation d'alcool augmente les chiffres tensionnels. Et plus on consomme d'alcool, plus on est hypertendu. Une analyse d'études datant de 2018 montrait que, au-delà de deux verres par jour, la consommation était systématiquement associée à une augmentation de l'incidence de l'hypertension chez les hommes et les femmes. »

Par ailleurs, il existe une différence importante entre les hommes et les femmes, confirmée dans l'étude de Santé publique France, car sur les 650 000 cas d'hypertension liés à l'alcool, seulement 31 000 concerneraient des femmes. « Je ne crois pas qu'il y ait d'explication clairement identifiée à cela, mais ces chiffres tendent à confirmer qu'elles consomment généralement moins d'alcool que les hommes », souligne le

650 000 cas

d'hypertension artérielle en France seraient directement liés à une consommation d'alcool

Dr Marilucy Lopez-Sublet. Par ailleurs, les hommes ont une tendance plus marquée au « binge drinking » (s'enivrer massivement en un temps réduit), soulignent les auteurs de l'étude.

Comment expliquer les effets de l'alcool sur la pression artérielle ? Les mécanismes d'action sont multiples et complexes, rappelle la Société française d'alcologie dans une fiche synthétique sur le sujet : perturbation du système nerveux central, activation du système sympathique, ou encore stimulation de la paroi des vaisseaux pour libérer des vasoconstricteurs sont quelques-unes

des actions impliquées... « Une consommation régulière d'alcool va également provoquer une prise de poids qui est un facteur favorisant de la hausse de tension », complète Marilucy Lopez-Sublet.

« Informer sur les risques »

Bonne nouvelle toutefois : lorsqu'on diminue sa consommation d'alcool, la pression artérielle baisse également. Une donnée qui n'est pas toujours suffisamment prise en compte, même par les médecins. « Face à un patient hypertendu mal contrôlé, nous allons l'interroger sur sa consommation de sel, sur sa consommation de tabac, lui prescrire un médicament supplémentaire, mais nous ne pensons pas systématiquement à l'interroger sur sa consommation d'alcool », reconnaît le Dr Lopez-Sublet.

Une étude datant de 2016 a d'ailleurs montré que les médecins généralistes français étaient ceux, parmi les généralistes européens, qui s'intéressaient le moins à la consommation d'alcool chez leurs patients hypertendus. « Nous de-

vons arrêter avec ce mythe qui dit qu'un peu d'alcool est bon pour la santé. Nous devons interroger les patients et les informer sur les risques », martèle Marilucy Lopez-Sublet. Car, faut-il le rappeler, l'hypertension est un facteur de risque cardiovasculaire majeur : elle multiplie par sept le risque d'accident vasculaire cérébral, par quatre celui d'insuffisance cardiaque et par trois celui d'insuffisance coronarienne ! Or aujourd'hui en France, sur les 17 millions d'hypertendus, la moitié ignorent leur état et 30 % des personnes sous traitement seraient mal contrôlées.

La Haute Autorité de santé rappelle que les mesures hygiéno-diététiques – parmi lesquelles figure la diminution de la consommation d'alcool – font partie de la prise en charge de l'hypertension. Comme l'a montré une étude américaine, les hommes de 40 ans qui passent de 196 g d'alcool par semaine (la limite supérieure recommandée dans les lignes directrices américaines) à 100 g par semaine ou moins avaient une espérance de vie allongée de 2 ans. ■

Cécile Thibert

Prisé des personnes souhaitant arrêter de fumer, le vapotage n'est associé à aucun problème sanitaire majeur à ce stade.

En France, environ 2,5 millions de personnes utilisent la cigarette électronique au quotidien, majoritairement comme outil de sevrage tabagique. Avec désormais presque deux décennies de recul, les scientifiques s'accordent à dire qu'elle est bien moins nocive que la cigarette classique. Mais vapoter est-il pour autant anodin, notamment pour nos poumons ? Des études ont récemment apporté des éléments de réponse.

Pour rappel, une cigarette électronique est un dispositif muni d'une batterie, d'une résistance et d'un réservoir. Ce dernier se remplit d'un liquide, souvent aromatisé, avec ou sans nicotine. Quand une personne vapote, ce produit est chauffé par la résistance et vaporisé en un mélange de fines gouttelettes et d'air. Rien à voir avec une cigarette classique, dont la combustion libère une fumée riche en substances toxiques. La composition de l'aérosol émis par la vapoteuse dépend du liquide, du type d'appareil et des réglages utilisés. Mais, quand la vapoteuse est correctement utilisée et que le liquide est de bonne qualité, l'utilisateur évite l'inhalation de la quasi-totalité des 6000 substances toxiques libérées par la combustion d'une cigarette.

C'est d'ailleurs à cause d'un liquide impropre qu'une mystérieuse « épidémie » de pneumonie a frappé les États-Unis en 2019. Au total, 2800 cas ont été rapportés, dont 68 décès, majoritairement de jeunes adultes. Le lien avec la cigarette électronique est à l'époque rapidement établi - la maladie est d'ailleurs baptisée « EVALI », pour « e-cigarette or vaping product use associated lung injury ». Mais, par la suite, les enquêtes dédouanant la cigarette électronique. « Ce n'est pas le dispositif en tant que tel qui était en cause, c'est ce qui a été mis dedans. Ces personnes avaient acheté sur internet des fioles de tétrahydrocannabinol (le THC, principe actif du cannabis, NDLR) contenant un produit frelaté », décrypte le Dr Thierry Urban, pneumologue au CHU d'Angers, responsable du groupe « Tabac et toxiques inhalés » à la Société de pneumologie de langue française. Il s'agissait plus précisément d'acétate de vitamine E, une molécule huileuse utilisée comme épaississant dans des e-liquides au THC interdits à la vente. « Ce type de



Au Royaume-Uni, le Collège royal de médecine a publié en avril un rapport très fouillé sur les risques de la cigarette électronique dans lequel les auteurs concluent que « le vapotage de nicotine n'est pas associé à une fréquence élevée d'effets néfastes sur la santé ». BALUK OLEG / PROSTOOLIEH - STOCKADOB.COM

« On sait qu'à court et moyen terme, la tolérance de la cigarette électronique est satisfaisante, à condition d'utiliser des produits de bonne qualité. Et, dans tous les cas, il vaut toujours mieux vapoter que fumer »

Dr Thierry Urban Pneumologue au CHU d'Angers

substance toxique pour les poumons n'est heureusement jamais retrouvée dans les produits vendus en boutique, c'est interdit ! », s'exclame le médecin.

En France, un système de surveillance a été mis en place entre 2019 et 2020 par Santé publique France. Au total, cinq cas de pneumopathies sévères chez des vapoteurs âgés de 18 à 60 ans ont été signalés. Mais les autorités sanitaires n'ayant pas pu établir de lien avec un éventuel produit frelaté, l'origine de ces cas reste mystérieuse.

Grâce aux presque vingt ans de recul dont on dispose désormais, les scientifiques tentent aussi d'en savoir plus sur les effets à long terme du vapotage. Au Royaume-Uni, le Collège royal de médecine a publié en avril un rapport très fouillé sur les risques de la cigarette électronique. Les auteurs concluent que « le vapotage de nicotine n'est pas associé à une fréquence élevée d'effets néfastes sur la santé », tout en précisant que les études de bonne qualité manquent pour conclure. Des expériences menées en laboratoire ont bien montré que certains arômes pourraient avoir un effet toxique sur les cellules respiratoires via le stress oxydatif et des processus inflammatoires. Mais ce phénomène n'est pas constaté en vie réelle, chez les utilisateurs. Concernant l'induction ou l'exacerbation d'asthme, d'allergies ou de la bronchite pulmonaire chronique obstructive, les études ne sont pas convergentes non plus.

Qu'en est-il du risque de cancer ? À l'heure actuelle, aucun cas n'a été attribué au vapotage. Le risque semble logiquement bien moindre qu'avec les cigarettes : les nombreuses substances

cancérogènes présentes dans la fumée du tabac n'existent pas (ou alors à des taux très faibles) dans la vapeur des cigarettes électroniques. Mais le risque ne peut pas être écarté. Quelques études ont par exemple mis en évidence que le vapotage pouvait altérer l'expression des gènes et la méthylation de l'ADN, des mécanismes qui jouent un rôle dans la survenue des cancers. Mais d'autres travaux scientifiques n'ont pas observé un tel phénomène chez les vapoteurs par rapport aux non-vapoteurs. Il faudra d'autres études au long cours pour pouvoir trancher cette question. « Il n'y a pas d'alerte particulière, mais nous n'avons même pas vingt ans de recul », souligne le Dr Thierry Urban, qui rappelle que 30 à 40 années s'écoulent avant que le tabac ne donne un cancer.

En l'absence de certitude, dès lors, que faire ? « On sait qu'à court et moyen terme, la tolérance de la cigarette électronique est satisfaisante, à condition d'utiliser des produits de bonne qualité. Et, dans tous les cas, il vaut toujours mieux vapoter que fumer », résume le Dr Urban, tout en rappelant que le vapotage reste déconseillé aux non-fumeurs. Si les effets de la ciga-

rette électronique font encore débat, les méfaits du tabagisme, eux, ne font plus aucun doute, avec 8 millions de décès chaque année dans le monde, dont 75 000 en France.

Très récemment, deux études de grande ampleur (Cochrane, New England Journal of Medicine) ont confirmé l'efficacité de la cigarette électronique pour se passer du tabac. « Nous savons désormais que c'est aussi efficace que les substituts nicotiniques par patch ou par voie orale, voire plus efficace. Et les deux peuvent être utilisés en parallèle », indique Thierry Urban. Pour autant, en France, elle n'est pas officiellement recommandée pour cet usage par les autorités sanitaires. « En tant que pneumologue, je ne la déconseille pas si les patients veulent s'en servir », précise le médecin. Mais sur une période la plus courte possible. « On peut l'utiliser comme une aide transitoire, pendant six mois à deux ans, en diminuant progressivement la concentration en nicotine jusqu'à atteindre le zéro. Mais on ne recommande pas de vapoter pendant des années, car, encore une fois, nous ne connaissons pas les effets à long terme. » ■

« Infobésité », ou quand le trop-plein d'informations fait mal

Aurore Aimelet

Mails, réseaux sociaux, médias en continu : l'avalanche de données accessibles grâce au numérique crée des problèmes d'un nouveau genre.

C'est un néologisme apparu au Québec dans les années 1990 qui dit tout de notre saturation. Autrement appelée « surcharge informationnelle », l'« infobésité » guette l'*Homo sapiens* du XXI^e siècle, littéralement submergé. En cause, la croissance du numérique et la multiplication des canaux d'information, mais aussi la tendance à partager de plus en plus d'éléments en tout genre sur les réseaux sociaux. Six millions de requêtes sur Google, 4 millions de likes sur Facebook, 360 000 tweets sur X, et déjà 7 000 messages soumis à ChatGPT, telles sont, en 2023, les données qui transitent sur internet chaque... minute. Nous sommes débordés et... exténués. Selon une enquête de l'Observatoire Société et consommation, « il ressort que 53 % des Français disent souffrir de fatigue informationnelle, dont 36 % - plus d'un tiers, donc ! - en souffrent beaucoup ». Car non contents d'être désormais connectés à une foule de médias, nous les sommes en permanence. Sans répit, sans repos.

Un tel flux épuise nos ressources mentales. Le cerveau, sur sollicité, ne parvient plus à gérer tant d'informations, puisque sa capacité à les traiter, à les comprendre et à les contextualiser est limitée. La surcharge a donc des conséquences sur notre fonctionnement

cognitif : nos capacités d'attention, de mémorisation, de planification ou encore de décision se voient fragilisées. Pour les organisations aussi, le trop-plein s'avère désastreux, en diminuant notre productivité. Éparpillés, nous sommes ! Et surtout anxieux, au point de frôler le burn-out numérique.

La multiplication des messages ne détermine pas seulement nos facultés. Selon Caroline Sauvajol-Rialland, consultante en communication et gestion de l'information, auteur d'*Infobésité. Comprendre et maîtriser la déferlante d'informations* (Vuibert, 2013), « la surcharge informationnelle génère de l'incommunication et est responsable d'une dégradation de nos relations ». La spécialiste relève un paradoxe : alors que nous pensions que l'absence d'information et de communication condamnerait l'individu à l'ignorance et à l'isolement, nous observons le contraire ! « La consultation incessante de nos smartphones nous empêche d'accorder notre attention pleine et entière à quoi ou qui que ce soit, souligne-t-elle. Nous zappons d'un interlocuteur à un autre, d'un échange à un autre. » Ce faisant, nous nous privons d'un accès « à l'essentiel de la relation, à la profondeur de l'expérience humaine ».

L'information elle-même pâtit de l'abondance. Un renseignement chas-

sant l'autre en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, ce que nous glanons ici ou là souffre d'un manque de hiérarchisation. Tout est mis à plat sans aucune perspective, le superficiel cotoyant l'essentiel. Pire encore, le brouhaha, au lieu de mieux nous informer, participe à la désinformation. « Nous sommes comme aveuglés par un nuage informationnel », écrivait déjà le sociologue Edgar Morin

« La consultation incessante de nos smartphones nous empêche d'accorder notre attention pleine et entière à quoi ou qui que ce soit. Nous zappons d'un interlocuteur à un autre, d'un échange à un autre »

Caroline Sauvajol-Rialland Consultante en communication et gestion de l'information

dans *Pour sortir du XX^e siècle* (Seuil, 1981). « Quel que soit notre secteur d'activité, nous nous privons de plus en plus nombreux à reconnaître être destinataires d'une masse croissante d'informations. La gérer est devenu un aspect essentiel de

notre travail, jusqu'à absorber une part importante de notre attention », explique Frank Rouault et Philippe Lemaire, auteurs de *Prévenir l'infobésité* (Afnor, 2023).

Le digital, censé nous faciliter la vie et nous faire gagner du temps, serait-il contre-productif ? Nous pourrions aisément accuser la seule technologie de tant de cyberattaques à notre humanité. Mais l'infobésité relève aussi de nos propres comportements, et de notre tendance à toujours tout vouloir bien faire. « Les outils numériques augmentent nos attentes. Et, paradoxalement, nous font rester sur place comme un hamster dans sa roue ! Avant, nous pouvions répondre à quelques lettres par heure. Aujourd'hui, parce qu'il est possible de faire plus, nous voulons répondre à des dizaines d'e-mails. Le gain en temps est inexistant. Nous avons cette sensation d'être toujours à la traîne malgré l'avancée technologique », observe Julien Guénat, fondateur de l'Organisologie et auteur du *Cerveau numérique* (Eyrolles, 2023).

« La connexion et la joignabilité permanentes sont désormais survalorisées, reprend Caroline Sauvajol-Rialland. Elles sont censées montrer notre investissement, notre implication, notre engagement, notre motivation. » Une injonction que nous avons intériorisée. Prenons

l'exemple d'une simple recherche sur internet : si le site consulté ne répond pas immédiatement à ce que nous étions venus y chercher, nous passons à un autre. Il nous arrive aussi de reposter un article sans même l'avoir lu. Ou de mettre en copie une foule de destinataires alors que notre e-mail ne les concerne pas directement - lequel viendra donc s'ajouter aux 144 e-mails gérés par semaine par les salariés (331 e-mails pour les dirigeants), selon l'Observatoire de l'infobésité et de la collaboration numérique.

Pour éviter la surenchère et le perpétuel goût d'inachevé, la consultante prône l'inforesponsabilité et propose de devenir notre propre directeur de l'information. « L'exhaustivité est un concept totalement obsolète dans un monde digital. La certitude selon laquelle nous pouvons tout voir, tout lire, tout traiter, doit être définitivement abandonnée. Nous n'empêcherons pas plus l'information de proliférer que la Terre de tourner. Il s'agit désormais de prioriser et de hiérarchiser. » De sélectionner notre nourriture mentale en renonçant à cette illusion de toute-puissance et en choisissant, en conscience, nos canaux d'information. Et surtout, en amont, le temps que nous voulons y consacrer, car, dans le cas contraire, la puissance des algorithmes aura vite fait de nous faire perdre le fil. ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
0156 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :

Du lundi au jeudi 26 € jusqu'à 25 lignes
24 € à partir de 26 lignes
Vendredi ou samedi 29 € jusqu'à 25 lignes
27 € à partir de 26 lignes
Réduction à nos abonnés : nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fêtes des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communications diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Voeux, Deuil, Condolences, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Officiers religieux, Prise d'habit, Jubilé, Ordination, Jubilé sacerdotal, Voeux monastiques.

Reprise des annonces sur :

carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

Tél Abonnements :
0170 37 3170

communications

La Maison Aguttes vous convie à la visite guidée en nocturne ce lundi 27 mai 2024 de 18 heures à 20 heures,

Haute-époque, instruments et archets

en présence de spécialistes, Grégoire de Thoury et Hector Chemelle,

et le samedi 1^{er} juin :
- de 11 heures à 12 heures : une conférence autour de l'expertise de bijoux,

- de 14 h 30 à 15 h 30 : atelier enfants,

- de 16 heures à 17 heures : dialogue autour du métier de commissaire-priseur à destination des jeunes.

164 bis, avenue Charles-de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

La Maison Aguttes vous convie à l'exposition des pièces majeures de la collection Muller-Quénou

Le décor dît « À la Montgolfière », de ce lundi 27 mai, de 9 heures à 19 heures,

et une conférence sur

L'art de la collection

le samedi 1^{er} juin, à 18 heures, en présence de Pierre Muller et Denis Quénou, collectionneurs, Sophie Perrine et Juliette Rode, commissaires-priseurs.

Conférence sur réservation : rode@aguttes.com
147, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

deuils

M. Pierre Barbaudy, son frère, à la douleur de vous faire part du décès de

M. Jean BARBAUDY le samedi 18 mai 2024, à l'âge de 81 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Paris (16^e), le mardi 28 mai, à 14 h 30,

L'inhumation aura lieu le même jour, à 16 heures, au cimetière de l'Ouest, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

108, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Marie-Claire Bouat, son épouse, Christophe Bouat, son fils, Caroline, Antoine et Alexandre, ses petits-enfants,

Philippe Blanchet, son beau-frère,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Michel BOUAT ingénieur agronome INA Paris 54,

survenu le 23 mai 2024, à l'âge de 90 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 30 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Marcel, 82, boulevard de l'Hôpital, Paris (13^e).

Des dons aux Petits Frères des Pauvres seront préférés aux fleurs.

Yves et Nathalie Bourdin, Evelyne et Thierry (†) Coën, ses enfants,

tous ses petits-enfants et arrière-petits-enfants ont la tristesse de faire part du décès de

Jeannine BOURDIN née Vlin, le 23 mai 2024, dans sa 98^e année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 30 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Urbain, place de la Liberté, à La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière de Courdeux (Sarthe), dans l'intimité familiale.

yves.bourdin@yahoo.fr
evelyne.bourdin.coen@gmail.com

Ars-en-Ré.

Mme François Chardon, née Inès du Rivau, son épouse, ses enfants et petits-enfants

vous font part du décès de

M. François CHARDON le jeudi 23 mai 2024, à l'âge de 90 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 31 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Étienne d'Ars-en-Ré, suivie de l'inhumation au cimetière.

Selon sa volonté, des offrandes de messes seront privilégiées.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui s'uniront par la prière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bourges (Cher).

Mehdi El Glaoui et Katherine, Laurence Uzo, ses enfants,

Guillaume El Glaoui et Clarisse, Ariane El Glaoui et Clément, Charles Uzo, Eugénie El Glaoui, ses petits-enfants,

César, Arthur, Achille, Auguste, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Hadi EL GLAOU ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole,

le 19 mai 2024, dans sa 96^e année, à Bourges.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Saint-Étienne, à Bourges, le mardi 28 mai, à 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière des Capucins, à Bourges.

Ad majorem Dei gloriam.

Jean-Jacques, son époux, Alexandre et Laure, son fils et sa belle-fille,

Apolline, sa petite-fille,

Sylvie Boehm, sa sœur, et Éric, Khélie Boehm, sa belle-sœur,

Pauline et Laurent Vaissière, Vanessa et Marc Cervera, Axelle et Nicolas Boehm, César et Jean Cervera, ses neveux et nièces,

les familles Miaut, Homsy, Millet, Veyres

ont la douleur de faire part du décès de

Christine HUREZ née Boehm,

le 18 mai 2024, dans sa 76^e année, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre, à Neuilly-sur-Seine, le mardi 28 mai 2024, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, Paris (18^e), dans l'intimité familiale.

Espace hommages et témoignages : https://urls.fr/ILKT2U

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nantes. Poitiers, Verrières (Vienne).

M. et Mme Guillaume Gaschignard, M. et Mme Charles de Raféls de Broves, le comte et la comtesse Gilles de Lalande de l'Héraudière, M. et Mme Sylvain Duvert, le comte Magdon de la Gicais en union avec Agnès (†), ses enfants,

Adeline et Pierre de Châteaubodeau, Laure et Aymeric Guist'au, Charles-Henri et Marie-Aurore Gaschignard, Jeanne Gaschignard Paglisi, Sixtine et Antoine Lihoreau, Marie et Henri du Moulin de la Brèche, Cécile et Erwan Savarin, Arthur de Raféls de Broves, Jean, Camille Magdon de la Gicais, Romain de Lalande de l'Héraudière, ses petits-enfants,

ses vingt arrière-petits-enfants

vous font part du décès de la

comtesse Jacques de LANLANDE de l'HERAUDIERE née Brigitte Ségouneau de Préval,

le 23 mai 2024, dans sa 97^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Félix de Nantes.

L'inhumation aura lieu le mercredi 29 mai, à 14 h 30, au cimetière de Verrières.

Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

André Mérola, son époux, ainsi que toutes les familles Novarina et Mérola

ont le grand chagrin de vous faire part du décès de

Anne MEROLA-NOVARINA survenue le 24 mai 2024, à l'âge de 89 ans.

La célébration religieuse aura lieu le jeudi 30 mai 2024, à 14 h 30, en l'église de Vongy.

Geneviève de Meulemeester, son épouse,

Raymond (†) et Thérèse (†) de Meulemeester, Nicole et Jean Austin, ses frère, sœur, belle-sœur et beau-frère,

Sophie et François Bartolotti, Éric et Véronique de Meulemeester, Olivier et Catherine de Meulemeester, Christophe et Sandrine de Meulemeester, Arnaud et Isabelle de Meulemeester ses enfants et conjoints,

Thomas, Laure (†), Mathilde et Mathieu, Guillaume, Antoine, Martin, Thibaut et Claire, Solène, Geoffroy, Julie et Amélie, Margaux et Jérôme, Alice et Yannick, Inès, Gaëlle, ses petits-enfants et conjoints,

Amandine, Côme, Jules, Lucile, Agathe, Capucine, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude de MEULEMEESTER ingénieur École centrale Paris 52,

survenu le 22 mai 2024, à l'âge de 95 ans, à Fontainebleau.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Louis, à Fontainebleau, le vendredi 31 mai, à 11 heures.

10, impasse Bel-Air, 77300 Fontainebleau.

arnaud.meulemeester@gmail.com

Vancresson (Hauts-de-Seine).

Olivier, Dominique, Stéphanie et Sylvie, ses enfants, ses 12 petits-enfants, ses 13 arrière-petits-enfants

font part du décès de la

Nicole PARENT née Graziani,

le 20 mai 2024, dans sa 98^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, 2, place de l'Église, 2, La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), le mercredi 29 mai, à 10 h 30.

Olivet (Loiret).

Mme Francis Périn, née Marie-Joséphine Peugniez, son épouse,

M. Olivier Périn, M. Remy Périn, Mme Lucile Pelgnot, Mlle Marie Périn, M. et Mme Damien Périn, ses enfants et belles-filles,

Joséphine, Alexandra, Ferdinand et Anastasia, ses petits-enfants,

Mme Dominique Audemar, sa sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

Francis PÉRIN

le 24 mai 2024, dans sa 88^e année, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin, à Olivet, le mardi 28 mai 2024, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Moutiers-au-Perche (Orne).

Isabelle et Étienne Adeline, Véronique Poisoit Haffner, Benoît et Bénédicte Poisoit, Christian et Hélène Poisoit, Bénédicte et Jérôme Furgé, Sixtine et Édouard Senn, ses enfants,

ses 23 petits-enfants et ses 9 arrière-petits-enfants

font part du décès de la

Éric POISOT

le 23 mai 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Moutiers-au-Perche, le vendredi 31 mai 2024, à 15 heures.

Adélaïde Spielrein, née Colin-Olivier, son épouse, Frédéric et Sabine Spielrein, Astrid et Jean-Maximilien Scallbert, ses enfants, Stanislas et Louis, Hermine, Jules et Bertille, ses petits-enfants, Jérôme, Agathe, sa sœur, sa belle-sœur,

Éric et Laure Spielrein, Philippe et Laurence Colin-Olivier, ses frère, beau-frère et belles-sœurs,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marc SPIELREIN X 63, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, commandeur du Mérite agricole,

survenu le mercredi 22 mai 2024, à l'âge de 79 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 29 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Cailou, 92, rue Saint-Dominique, à Paris (7^e).

Beatrice, son épouse, Philippe, son fils, Stéphane, son fils, et Diane, sa compagne, Jordan, son beau-fils, et Alexia, son épouse, Thibaud, Aube, Léonie, Étienne, Victoria et Agathe, ses petits-enfants, ainsi que toute la famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jean-Paul BAILLY

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

Metz (Moselle).

Béatrice, son épouse, Philippe, son fils, Stéphane, son fils, et Diane, sa compagne, Jordan, son beau-fils, et Alexia, son épouse, Thibaud, Aube, Léonie, Étienne, Victoria et Agathe, ses petits-enfants, ainsi que toute la famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jean-Paul BAILLY

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

René Bartholoni, son époux, Sylvine, sa belle-fille, Antoine, Grégoire et Victoire, ses petits-enfants, et toute la famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mme René BARTHOLONI née Nelly Champion,

le 10 mai 2024,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

disparition**Hugues Gall, patriarche de l'Opéra**

Hugues Gall en 2008. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Ariane Bavelier

Un esprit affûté disparaît. Hugues R. Gall, décédé à 84 ans, naît le 18 mars 1940 à Honfleur (Calvados), dans la maison de la veuve du général Aupick. R. pour Randolph : « Mon père était bavarois. Il s'était exilé en France. Il avait en revanche une immense admiration pour Churchill, d'où mon second prénom de Randolph », racontait Hugues Gall, qui assistera aux obsèques du « Vieux Lion » en 1965. Il a alors 25 ans et quite les rivages d'un certain dilettantisme.

Sera-t-il artiste ? À Lausanne, où sa famille s'installe quand il a 7 ans, sa mère l'emmène au concert : Furtwängler dirige Beethoven. La musique le subjugué. Il chante dans une chorale où il apprend les chœurs des grands opéras, de *La Flûte enchantée* aux *Indes galantes*, s'essaye au piano et au violon, mais entre en khâgne au lycée Lakanal de Sceaux, abandonne le grec pour l'allemand, qu'il parle couramment, esquisse Normale Sup pour l'institut d'études politiques.

Sera-t-il fonctionnaire ? Edgar Faure, avocat des affaires de son père avant la guerre, mais aussi musicien et pianiste, le prend sous sa protection. Il est alors ministre de l'Agriculture. La première mission de Gall est d'humaniser l'abattage des animaux. La lenteur de l'administration à exécuter les textes l'exaspère : « Allons voir comment on applique nos décrets, ai-je dit au directeur du service vétérinaire du ministère. Mon calcul a fonctionné : las de se lever toutes les semaines pour être à la Villette à 5 heures, il a accéléré la mise en vigueur du pistolet à cartouche », rait-il de son subterfuge. Edgar Faure l'emmène ensuite à l'Éducation. Hugues Gall est chargé du dossier du bac option musique et des classes à horaires aménagés. Il travaille avec Marcel Landowski, compositeur et délégué à la musique à la Culture.

Directeur adjoint en charge du ballet

Lorsqu'il s'agit de réformer l'Opéra de Paris, boudé des spectateurs et englué dans son immobilisme, Hugues Gall est de la partie. Il faut fermer la boutique, harmoniser les conventions collectives, dissoudre le chœur. Et trouver un capital pour ces opérations souhaitées par Pompidou à l'Élysée, Chaban-Delmas à Matignon et Jacques Duhamel à la Culture. Hugues Gall souffle le nom de Rolf Liebermann, qui arrive en 1973. Hugues

Gall est son adjoint, en charge du ballet, un art qu'il apprécie. Il est proche des étoiles du moment, surtout Maurice Béjart et Rudolf Noureov.

L'ère Liebermann s'ouvre avec une production qui fera date : *Les Noces de Figaro* dans une mise en scène de Giorgio Strehler. Le reste sera à l'avenant : *Elektra* avec Birgit Nilsson et Christa Ludwig sous la baguette de Karl Böhm, *Lulu*, donné pour la première fois avec son dernier acte, dans une mise en scène de Patrice Chéreau et sous la baguette de Pierre Boulez. Tel est désormais « le vieux Opéra de Paris ». Côté ballet, le répertoire s'ouvre : Balanchine, Robbins, Carolyn Carlson et des tournées en URSS, puisque, avec une seule scène, le Palais Garnier, et 150 danseurs, le Ballet est à l'étrier.

Après de Liebermann, en 1980, Hugues Gall part diriger l'Opéra de Genève. Quinze ans de bonheur où il se repose du dialogue social explosif de l'Opéra de Paris. Qu'on lui propose d'y revenir ou le consulte sur l'opportunité de construire Bastille, il répond par la négative. « Nous sommes heureux seulement à deux moments lorsqu'on dirige la Grande Bastille, explique-t-il. Le jour de votre nomination et celui de votre départ. » Lorsqu'on lui propose Bastille et Garnier, alors que les maisons peinent à prendre leur envol, il sait qu'il doit céder. Mais exige un changement d'organisation qui concentre tout le pouvoir entre ses mains, des moyens exceptionnels pour constituer un répertoire à Bastille, une indexation de la subvention sur la masse salariale et les frais fixes.

L'ère Gall s'ouvre en 1995, pour neuf ans et 80 productions d'opéra et de ballet, dont de mémorables *Indes galantes*, *Alcina*, *Rusalka*, *Les Boréades*, *Les Contes d'Hoffmann*, *Capriccio*, et la fidélité de chanteurs comme Renée Fleming, Susan Graham, Natalie Dessay, Samuel Ramey, Neil Shicoff ou Plácido Domingo. Brigitte Lefèvre à ses côtés tient le Ballet. Son soutien pèsera lourd dans la désignation de chacun de ses successeurs. La suite s'écrit avec des fleurs. Élu à l'Académie des beaux-arts en 2002, Hugues Gall prend la direction de la maison de Monet à Giverny. Le redoutable patron de l'Opéra de Paris se transforme en patriarche déboulastré. Il dialogue avec les jardiniers, se passionne pour l'histoire de la reconstitution du jardin, remue la maison telle que Monet l'avait laissée... Les prémices du paradis. ■

LE FIGARO

le carnet du jour

CARNET DES OBSEQUES

Demandez-le par courriel :
carnetdujour@media.figaro.fr



Saga, le spectacle du Puy du Fou Asia, plonge les spectateurs dans les bas-fonds et les clubs du Shanghai des années 1930.

PUY DU FOU

Les tribulations rocambolesques du Puy du Fou dans l'empire du Milieu



PAR
Sébastien Falletti
envoyé spécial à Shanghai

Lumière tamisée sur l'imposant comptoir boisé, chaises brisées à même le plancher. L'empoignade fait rage dans ce bar interlope des bas-fonds de Shanghai. Dans un coin, un gramophone grésille du jazz des années 1930 devant les rangées de bouteilles ambrées de Bourbon. On se croirait au comptoir du Long Bar du mythique Shanghai Club, sur le Bund, repaire des gentlemen aux dents longues et de la pègre de l'ancienne concession internationale de la mégapole chinoise, au temps de sa splendeur coloniale. Et l'on s'attend à voir surgir le redoutable Mitsuhirato au sourire carnassier, ce maître du crime de Shanghai imaginé par Hergé à la même époque.

C'est par une rude bagarre que démarre *Saga*, le premier spectacle du Puy du Fou en Chine, qui démarre ce 28 mai à Shanghai, couronnant des années de tribulations rocambolesques dans l'empire du Milieu pour le groupe vendéen parti à l'assaut de la Grande Muraille. *Le Figaro* a pu assister en avant-première aux répétitions de ce voyage dans le temps à Xuhui, le district historique de l'agglomération de 23 millions d'habitants. Un parcours haletant de près de deux heures à la poursuite d'une légendaire cité engloutie dans le delta du Yangtze, à travers un dédale de 50 pièces aux décors dignes de Hollywood, ressuscitant un passé mythique. Un spectacle français « aux caractéristiques chinoises », selon la formule chère aux dirigeants de la République populaire.

« Nous sommes fin prêts et très confiants. Il n'y a jamais eu de spectacle de cette ampleur ici », explique Geoffroy Ladet, le PDG de Puy du Fou Asia, qui nous guide dans la pénombre de ce labyrinthe nostalgique. L'expérience est même unique au monde. Le livre Guinness des records s'apprête à lui décerner le titre très convoité de « plus grand spectacle immersif » de la planète après avoir délégué sur place ses limiers pour inspecter le site. Ce dernier est un ancien centre d'exposition de 46 000 m², occupant un pâté de maison entier, transformé en music-hall géant aux lignes Art déco digne de Gatsby. Un bloc de béton abritant un dédale truffé de portes coulissantes, dans lequel 2700 spectateurs évolueront de pièce en pièce, emmenés par 168 comédiens chinois costumés.

Au programme : un voyage hors du temps de 90 minutes, avec à la sortie un restaurant au look d'époque et bien sûr une boutique de souvenirs pour rentabiliser un investissement de 85 millions d'euros. 380 employés sont mobilisés pour faire tourner cette machinerie pharaonique, sept jours sur sept, avec deux séances quotidiennes le week-end, à la dimension de la deuxième économie mondiale. De quoi accueillir 1,3 million de spectateurs par an, si le succès est au rendez-vous !

Ouvrir un premier spectacle en Chine est « une grande fierté » se félicite Nicolas de Villiers, le président du Puy du Fou, qui multiplie les allers-retours à Shanghai. « Son histoire millénaire a été très inspiran-

te. Nous y avons été accueillis avec beaucoup d'enthousiasme, tant la France est aimée des Chinois », dit-il. L'histoire en mandarin dans le texte se déroule dans ces années 1930, quand la cité rivalisait avec Manhattan, (dé)faisant les fortunes, inspirant Malraux pour sa *Condition humaine* ou Hergé.

Le scénario joue des multiples fantasmes suscités par cette cité tout en passant les fourches caudines de la censure du régime communiste aux aguets. Shanghai canaille, certes, mais pour un grand public chinois, en évitant les controverses politiques dans cette ville vilipendée comme la « prostituée de l'Occident » par Mao pour son penchant international, ce qui reste toujours suspect dans la Chine rouge vif du président Xi Jinping. Les cadres vérifient à la virgule près le texte de toute production culturelle présentée dans l'empire du Milieu. « Tout doit être approuvé par le bureau de la culture. Le script final a été validé la semaine dernière », explique Geoffroy Ladet, soulagé. Les scénaristes français ont dû s'adapter aux exigences du Parti. Ainsi, il leur est interdit de mentionner les noms sulfureux des triades, comme la « Bande verte », qui avait fait main basse sur la ville à l'époque. À l'image du truculent « Du aux grandes oreilles », maître des bordels et du trafic de l'opium, ayant corrompu les autorités de police, et qui réprimait les ouvriers communistes pour le compte de Tchang Kai-tchek à l'orée de la guerre civile. En revanche, les censeurs ont insisté pour que *Saga* mentionne expressément l'agresseur « japonais » qui conquiert Shanghai en 1937, au diapason d'une propagande nationaliste qui rappelle comme un leitmotiv les atrocités commises par les forces de l'Empire nippon.

Recouverts d'une cape, les spectateurs se faufilent par groupes de 75 d'un triplot enfumé à un ring d'arts martiaux en passant par des ruelles grouillantes de pousse-pousse, ou encore un récital de l'Opéra de Pékin. Avant d'embarquer à bord d'un navire à roues à aubes tanguant dans la tempête, sous les trombes d'eau. Des décors patinés, soignés à l'extrême

me par l'équipe du Puy du Fou, qui a écumé les marchés aux puces pour dénicher des malles et autres objets anciens. Un souci du détail allié au savoir-faire du groupe acquis dans son parc en Vendée et à Tolède, et exporté à 9 000 km de Paris. « Même les artisans avaient le mal de mer ! », explique Geoffroy Ladet en pointant un savant système mécanique qui fait tanguer la cabine de paquebot. Ce spectacle en intérieur dépasse l'ampleur de ceux qui animent le parc originaire en France, répondant à un concept nouveau pour le groupe. « Ce bateau forme un spectacle à part entière là-bas, alors qu'ici il s'agit d'une simple scène au sein d'un grand récit », souligne les Français, qui porte le projet contre vents et marées depuis 2016 avec son acolyte shanghaienne, la vice-présidente Anne Zhao.

Même Disney est bluffé. Le patron du parc du géant américain de l'entertainment, dont le château de la Belle au bois dormant pointe en périphérie de Shanghai depuis 2016, est sorti conquis des répétitions du groupe français. Au point de proposer de vendre des tickets conjoints à ses visiteurs. « C'est dans leur intérêt de voir une offre de qualité s'installer, car l'objectif est de faire de Shanghai une destination de divertissement », juge Geoffroy Ladet, installé en Chine depuis près de quinze ans.

Le Français peut respirer, car le projet a failli ne jamais voir le jour, confronté aux règles draconiennes du « zéro Covid » en Chine, à la reprise en main idéologique du dirigeant le plus autoritaire depuis Mao et au ralentissement de la croissance du pays. Les tribulations du Puy du Fou dans l'empire du Milieu illustrent les défis grandissants rencontrés par les investisseurs étrangers sur un marché toujours en croissance, mais éminemment politique.

Le projet est un serpent de mer discuté au plus

« La Chine devient un marché culturel. Les Chinois ont besoin d'une image internationale. Nous sommes un partenaire idéal pour eux car nous apportons du savoir-faire tout en mettant en valeur la culture locale »

Geoffroy Ladet PDG de Puy du Fou Asia

haut niveau depuis des années lors des visites d'Emmanuel Macron à Pékin. À l'origine, il s'agissait d'exporter le concept de parc, mais, face à l'ampleur des défis politiques et des coûts, le Puy du Fou s'est rabattu sur un concept de spectacle en intérieur, jugé plus réaliste à court terme.

Pourtant, « en 2022, plus personne n'y croyait plus. C'était très dur », confie Ladet. Shanghai subit alors un confinement implacable, interdisant même aux habitants de franchir le seuil de leur porte pour faire leurs courses. Suite à la découverte du coronavirus à Wuhan, la grande Chine se barricade, instaure une quarantaine à rallonge, et ressemble à un pays post-apocalyptique ou d'une autre planète. Les 400 ouvriers travaillant sur le site sont enfermés sur le chantier pendant plusieurs mois, dormant à même le bitume, avec pour tout confort quelques WC de fortune. Des membres de l'équipe font des tentatives

de suicide. En pleine psychose sanitaire, le projet est immobilisé pendant treize mois ! En Vendée, on perd espoir, et l'on regarde ailleurs pour l'expansion internationale, notamment vers les États-Unis.

Zhao et Ladet serrent les dents. Ils endurent d'autres supplices chinois, face à un appareil politique toujours plus opaque dans la nouvelle ère du « Prince rouge ». Ainsi, leur principal investisseur, le groupe d'État CYTS, qui détenait 41 % des parts, les lâche soudainement. Motif : son patron est envoyé en prison, tombé dans les rets de l'implacable campagne anticorruption déclenchée par Xi pour « nettoyer » l'appareil communiste.

À court de financement, Zhao joue de son « guanxi » (« réseau ») shanghaien pour trouver des investisseurs privés et maintenir le projet à flot. Le Puy du Fou peut compter sur l'appui de la municipalité de Xuhui, en quête d'attractions alors que Shanghai est mise au pas par la capitale. Dans la Chine communiste, un tampon rouge des autorités s'avère essentiel pour réussir. « Nous avions un rendez-vous d'une demi-heure avec le maire pour présenter notre pitch. Il a été enthousiasmé, et a décrété qu'on ne sortirait pas de la pièce sans avoir trouvé un lieu ! Deux heures et demie plus tard, c'était fait », raconte Ladet.

Le centre d'exposition en désuétude, rattrapé par le ralentissement général du pays, se réinvente donc en salle de spectacle. La municipalité voit dans le groupe français une opportunité de drainer un nouveau marché du divertissement en soignant sa touche internationale. Au point de demander de rajouter quelques « visages occidentaux » dans la troupe. *Saga* cible les jeunes générations des classes moyennes supérieures : une place coûte 498 yuans (plus de 60 euros), bien plus pour l'accès VIP. « La Chine devient un marché culturel. Les Chinois ont besoin d'une image internationale. Nous sommes un partenaire idéal pour eux car nous apportons du savoir-faire tout en mettant en valeur la culture locale », résume Ladet.

Le divertissement est l'un des rares oasis florissant dans un contexte économique morose marqué par la crise de l'immobilier et les tensions géopolitiques. Les ménages se serrent la ceinture, repoussant les achats d'appartement ou de voitures, mais continuent d'aller au restaurant, et dans les trop rares salles de spectacles ou d'exposition pour oublier l'atmosphère morose. « Les gens dépensent dans le tourisme, la culture, le divertissement... C'est un peu comme l'irruption du jazz à l'heure de la grande dépression », juge Dan Wang, économiste à la banque Hang Seng, à Shanghai.

Contre toute attente, *Saga* voit donc le jour et ouvrira ses portes le 18 juin après quelques semaines de rodage. Déjà, le Puy du Fou regarde ailleurs en Asie, pouton économique mondial, pour vendre son concept à d'autres métropoles. Singapour et Tokyo sont en ligne de mire. En Chine, les « choux » veulent surfer sur *Saga* pour relancer le projet initial de parc en extérieur. Les discussions sont en cours avec Hangzhou, l'ancienne capitale impériale, cité prospère de 10 millions d'habitants en quête d'offre culturelle. « Nous avons trouvé un terrain idéal près de plantations de thé », s'enthousiasme Ladet. Une nouvelle longue marche pleine d'intrigues et de chausse-trappes en perspective. ■

L'appel des soignants : « Mesdames et Messieurs les députés, protégez les personnes vulnérables »

» Lire aussi **PAGES 2, 4 ET 18**

Mesdames et Messieurs les députés, Vous débutez aujourd'hui l'examen d'un projet de loi qui pourrait radicalement modifier l'accompagnement des personnes en fin de vie, les pratiques soignantes et les représentations collectives du soin. Le texte qui vous est proposé est en rupture profonde avec les réalités que nous, infirmiers, psychologues, médecins, expérimentons au quotidien avec les personnes que nous soignons. Il est aussi en grand décalage avec les promesses faites ces derniers mois.

On nous assurait une loi d'exception, qui ne serait « ni un droit ni une liberté » mais concernerait seulement quelques personnes dans des situations rares de grande souffrance. Le projet adopté par la commission spéciale est au contraire un modèle dont l'objectif, assumé par les votants, est la possibilité d'accéder à la mort provoquée, assistée par des soignants, dans les situations médicales les plus larges y compris celles qui laissent espérer plusieurs années de vie.

On nous annonçait des « critères stricts » d'éligibilité. L'observation des expériences étrangères faisait craindre, qu'à court ou moyen terme, ils ne seraient que provisoires. La commission spéciale nous a malheureusement donné raison bien plus tôt que nous ne l'aurions imaginé. Les critères du texte actuels sont larges et flous, donner la mort devient « un soin » et le choix de l'euthanasie ou du suicide assisté est laissé à la personne sans considération des conditions familiales, sociales ou financières de ce choix. Aucun critère strict n'est non plus défini quant à la personne qui devra effectuer le geste mortel.

On nous promettait une « loi de fraternité, qui concilie l'autonomie de l'individu et la solidarité de la nation ». Les mots ont un sens. « La loi a une fonction expressive, car elle exprime les valeurs d'une société », disait Robert Badinter. Le projet de loi qui vous est proposé répond à une vision profondément individualiste et libertaire de notre société, comme si la mort n'était pas à la fois un événement intime et profondément collectif, et comme si l'implication d'un tiers n'était pas un changement majeur. En autorisant la mort provoquée comme réponse à la souffrance, ce projet de loi constitue une incitation implicite à demander la mort pour les personnes âgées, vulnérables, précaires, isolées, celles-là mêmes que la loi est supposée protéger. Il pourrait être plus facile d'obtenir une réponse à une demande de mort qu'à

des soins dignes d'une démocratie quand il faut aujourd'hui parfois plus de six mois pour obtenir un rendez-vous en centre antidouleur.

On nous parlait d'un « équilibre », « fruit d'une réflexion profonde et collective ». Or des repères éthiques fondamentaux sont balayés. L'expérience des professionnels, membres des organisations signataires, montre que les demandes de mort sont ambivalentes, fluctuantes, ont besoin d'être entendues mais ne répondent pas aux lois de l'offre et de la demande : elles disparaissent quand on a pris le temps de soulager, de comprendre les mobiles souterrains qui poussent la personne à vouloir disparaître. Les valeurs du soin sont dévoyées en leur essence même puisqu'on nous propose de renoncer à chercher toujours la voie du soulagement. Soulager en s'ajustant à chaque situation singulière au risque de la survenue de la mort ne sera jamais la même chose que provoquer délibérément la mort d'une personne en souffrance.

On nous garantissait une procédure encadrée. Nous découvrons que celle-ci sera expéditive : une simple demande orale, formulée sans témoin, ce qui n'existe nulle part ailleurs dans le monde, devant « un médecin » indéfini, sans procédure collégiale, suffira à obtenir la mort. Des proches pourront pratiquer le geste mortel, ce qu'une fois encore, aucun autre pays n'a ne serait-ce qu'envisagé, avec les risques de traumatismes ou d'abus que cela pourrait entraîner. On s'aperçoit que le geste létal pourrait être pratiqué n'importe où, sans prévention quant aux dérives prévisibles.

On parlait d'un « modèle français ». Or, la seule exception française se situe dans la coercition qu'imposerait ce texte : aux pharmaciens, dépourvus de clause de conscience ; aux établissements sanitaires et aux établissements médico-sociaux qui seraient « tenus » d'organiser la procédure mortelle en leurs murs ; à l'ensemble des soignants enfin, dont l'engagement même sera menacé par un « délit d'entrave ». Celui-ci viendrait les réduire au rôle de prestataires de services, désarmés face aux demandes de mort et confrontés à une judiciarisation. Et qu'en sera-t-il de ce délit d'entrave face à nos efforts de prévention du suicide ?

Ce texte instaure une profonde fracture. Il va faire peser sur les personnes les plus vulnérables une pression considérable. Ce que nous prédisions depuis des mois s'est réalisé en quelques jours par l'adoption des amendements proposés par des

membres de la commission spéciale et les « conditions strictes » ont disparu avant même la première lecture à l'Assemblée.

Mesdames et Messieurs les députés, rappelez-vous, il n'y a pas si longtemps vous nous applaudissiez aux fenêtres de vos enfermements. La République avait vu alors les valeurs du soin se mobiliser avec force et ténacité : « solidarité, égalité, liberté ». Aujourd'hui, que devons-nous faire pour être écoutés ? Aidez-nous à sauvegarder les valeurs du soin, elles sont les valeurs de demain. ■

*Liste des signataires : 2SPP : Société française de soins palliatifs pédiatriques

AFSOS : Association francophone des soins oncologiques de support

ANCIIM : Association nationale des cadres de santé

ANFIPA : Association nationale française des infirmiers.e.s en pratique avancée

APPI : Association de promotion de la profession infirmière

CLAROMED : Association pour la clarification du rôle du médecin dans le contexte des fins de vie.

CNPG : Collège national professionnel de gériatrie

CNPAS : Conseil national professionnel des aides-soignants

FDIPEC : Fédération française des infirmières diplômées d'État coordinatrices

FFAMCO : Fédération française des associations de médecins coordonnateurs en Ehpad

FNEHAD : Fédération nationale de médecins coordonnateurs d'hospitalisation domicile

M3P : Association des psychologues cliniciens et psychologues psychothérapeutes.

MCOOR : Association nationale des médecins coordonnateurs en Ehpad et du secteur médico-social

SFAP : Société française d'accompagnement et de soins palliatifs

SFC : Société française du cancer

SFGG : Société française de gériatrie et gériologie

SNPI : Syndicat national des professionnels infirmiers

Convergence infirmière : Syndicat national d'infirmières libérales psychothérapeutes

SFP : Société française de pédiatrie

SMP : Société médico-psychologique

SNCG : Syndicat national de gériologie clinique

SFNDT : Société française de néphrologie dialyse transplantation

UFML : Union française pour une médecine libre

TRIBUNE

Alors que l'examen du projet de loi sur la fin de vie débute ce lundi à l'Assemblée nationale, plusieurs organisations de soignants* appellent les députés à entendre leur voix, et à ne pas adopter un texte qui, en l'état, bouleverserait en profondeur la pratique médicale.

« En Europe, une internationale des formations nationales-populistes est illusoire »

PROPOS RECUEILLIS PAR
Ronan Planchon

LE FIGARO. – Votre note bat en brèche l'idée selon laquelle une coalition des droites – nationales, identitaires, populistes – serait prête à peser sur l'agenda européen à l'issue des élections européennes le 9 juin. Pourquoi ?

MARC LAZAR. – Ces mouvements sont organisés dans le Parlement sortant dans deux groupes, les Conservateurs et réformistes européens et Identité et démocratie. Certains siègent aussi parmi les non-inscrits. Ils sont nationalistes, ont une dimension populiste, se montrent critiques – au moins en partie – à l'égard de l'Union européenne, et ils rejettent l'immigration et l'islam. Mais, jusqu'ici, ils ne sont pas parvenus à constituer un groupe unique : c'est là leur faiblesse. On l'a constaté en 2019. Actuellement, on assiste à l'évidence à des tentatives de rapprochement. Dimanche 19 mai, s'est tenue à Madrid une rencontre organisée par le parti Vox, membre du groupe des Conservateurs et réformistes européens, à laquelle a participé Marine Le Pen, alors que son parti appartient au groupe Identité et démocratie. Elle a lancé un appel à agir « tous ensemble » pour que le 9 juin soit un « jour de délivrance et d'espérance ». Quelques jours plus tard, son parti et la Ligue de Matteo Salvini ont rompu leur alliance avec l'AFD allemande dont l'un des dirigeants avait expliqué qu'« un SS n'était pas automatiquement un criminel ». Est-ce à dire qu'ils formeront un groupe unique à l'issue des élections ? J'en doute. En effet, ces partis auront certainement une progression en nombre de voix et de députés mais ils continueront d'afficher de sérieuses divergences. Dès lors, leur poids pourrait être limité au sein du Parlement européen. Cependant, il n'est pas exclu qu'il puisse y avoir un certain nombre de terrains d'entente entre eux, notamment sur les questions d'immigration et sur le « pacte vert » européen. Par ailleurs, il convient de ne pas oublier que leurs thématiques pénètrent dans une bonne partie de l'opinion publique européenne. Ainsi, toutes les enquêtes d'opinion font apparaître que les Européens considèrent qu'il y a trop d'immigrés dans leurs pays.

Est-ce aussi lié au fait qu'une partie de leurs idées, notamment en matière d'immigration, ont été reprises par des partis dits de gouvernement ?

Le succès de ces formations tient au fait qu'une partie de leurs thèmes de prédilection, comme l'immigration ou la critique du pacte vert, ont été repris par les partis qui composent le Parti populaire européen. Ainsi, le Parlement européen a fait marche arrière sur la lutte contre le réchauffement climatique en tenant compte des points de vue des nationaux-populistes et des réactions de certaines composantes de la société – comme on l'a vu avec les mobilisations des agriculteurs. Et certains élus Renew ne semblent pas insensibles aux critiques portées contre le pacte vert.

« Ces partis auront certainement une progression en nombre de voix et de députés mais ils continueront d'afficher de sérieuses divergences »

La Russie de Poutine est un facteur de division exacerbé par la guerre en Ukraine. Peut-on pour autant distinguer deux camps dans les droites populistes : les « pro-Poutine » d'un côté et ceux qui souhaitent renforcer le soutien à l'Ukraine, à l'image de Giorgia Meloni ?

On peut distinguer deux camps. Le premier soutient résolument l'Ukraine. Ils sont favorables aux sanctions à l'égard de la Russie et à l'envoi d'armes à Kiev. C'est le cas du parti Frères d'Italie de Giorgia Meloni et de Droit et Justice en Pologne, en dépit des problèmes entre la Pologne et l'Ukraine en matière agricole. Le second condamne plus difficilement l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cela se manifeste par une opposition systématique à toutes les sanctions proposées contre la Russie. Par ailleurs, ils contestent souvent l'envoi d'armes en Ukraine. Dans ce camp, l'on retrouve le Rassemblement national. Cette opposition moins franche à la Russie se double d'une défiance à l'égard de l'Otan alors que le premier groupe est pro-atlantiste. Ainsi, les sujets géostratégiques divisent ces partis.

Si ces partis nationalistes se montrent tous hostiles à l'arrivée massive de migrants sur le sol européen, il y a pu avoir des frictions entre ces formations, comme lorsque Viktor Orban a refusé d'accueillir les réfugiés arrivés sur le territoire italien, en Hongrie.

En somme, les intérêts propres des pays dirigés priment toujours sur une quelconque filiation politique et idéologique ?

La dimension nationale l'emporte toujours. Viktor Orban et Giorgia Meloni ont une grande proximité idéologique ; l'un et l'autre se réfèrent aux valeurs chrétiennes de l'Europe, prônent la défense de la famille traditionnelle, fustigent la théorie du genre et le wokisme. Mais, ils militent avant tout pour la défense de la souveraineté nationale de leur pays. La question de l'immigration s'avère emblématique. Récemment, le pacte sur la migration et l'asile a été adopté par le Parlement européen. D'un côté les Conservateurs et réformistes européens (ECR) l'ont voté. De l'autre, le Rassemblement national a voté contre, considérant qu'il s'agit d'un appel d'air pour les migrations. Or le Rassemblement national appartient au groupe Identités et démocratie (ID) où l'on retrouve aussi la Ligue de Matteo Salvini qui a voté une grande partie des dispositions du pacte migratoire. Il y a donc des divisions même au sein des groupes parlementaires où se côtoient différents partis de la droite populiste. Quant à Viktor Orban, grand ami de Giorgia Meloni, il ne veut pas accepter de migrants en Hongrie et s'oppose donc à la répartition prévue par le pacte. On pourrait objecter qu'il existe aussi des différences au sein des groupes Socialistes et démocrates et au sein du Parti populaire européen. Pour autant, les désaccords me semblent davantage chez ces partis nationaux-populistes et ils portent sur des sujets majeurs. Cela explique leur relative impuissance politique au Parlement européen. Cela prouve également qu'il ne peut pas exister une internationale des nationales populistes. ■

* Marc Lazar est professeur émérite d'histoire et de sociologie politique à Sciences Po et titulaire de la chaire relations franco-italiennes pour l'Europe à l'université Luiss de Rome. Il a corédigé la note « Union européenne : portée et limites des nationaux-populistes » publiée sur le site de l'Institut Montaigne.



MARC LAZAR

L'Institut Montaigne publie une note qui montre les limites de la vague populiste en Europe. Des désaccords de fond entre les formations de droite populistes expliquent la relative impuissance de ces formations au Parlement européen, explique le professeur émérite de sociologie politique à Sciences Po*.

L'Allemagne en dépression



CHRONIQUE
Nicolas Baverez

➤ Lire aussi PAGE 7

La visite d'État qu'effectue Emmanuel Macron en Allemagne, la première depuis Jacques Chirac en 2000, est marquée par les célébrations rituelles de l'amitié franco-allemande. Pourtant, les relations entre Paris et Berlin n'ont jamais été aussi dégradées depuis la réconciliation orchestrée par le général de Gaulle et Konrad Adenauer. L'incompréhension qui va jusqu'à l'exaspération entre Emmanuel Macron et Olaf Scholz redouble le foisonnement des contentieux sur l'énergie, l'immigration, l'endettement de l'Union, le soutien à l'Ukraine, la relation à la Chine, la défense de l'Europe et son élargissement. L'affaïssement économique de la France, qui n'est plus que le quatrième partenaire de Berlin après la Chine, les États-Unis et les Pays-Bas, achève de conforter la prise de distance entre les deux pays.

Simultanément, l'Allemagne traverse une crise existentielle qui la plonge en plein désarroi. Alors qu'elle était un havre de stabilité et s'était affirmée comme le leader incontesté de l'Union, elle semble un bateau ivre face à la multiplication des chocs, cumulant stagnation économique, colère agricole, vague de grèves, peur du déclassement, poussée de l'extrême droite, discrédit diplomatique, impuissance militaire du fait de décennies de sous-investissement. L'opinion paraît lasse, désorientée, tétanisée devant la disparition de la croissance, l'échec de la transition climatique, la montée de l'immigration et de l'insécurité, le risque d'escalade avec la Russie.

Par un étonnant paradoxe, l'économie allemande, devenue la troisième du monde du fait de la décroissance du Japon, est aujourd'hui en panne au point de plomber l'Europe. Après une récession de 0,3 % en 2023, l'activité ne progressera que de 0,1 % en 2024, contaminant la zone euro (+0,8 %) en dépit du dynamisme de l'Europe du Sud. L'inflation résiste et s'est élevée à 5,9 % en 2023. La transition écologique patine, en dépit des gigantesques investissements dans les énergies renouvelables, avec des émissions de 673 millions de tonnes de carbone contre 297 pour la France, du fait du recours massif au charbon qui assure 26 % de la production d'électricité.

La posture internationale de l'Allemagne est tout aussi fragilisée. La stratégie entendant fonder

la paix sur le commerce et la corruption des autocrates a été prise à contrepied par la guerre d'Ukraine. La dépendance au gaz russe, symbolisée par Nord Stream 2 et l'attribution à Gazprom de 25 % des capacités de stockage en Allemagne, s'est révélée suicidaire. Le modèle mercantiliste associant l'énergie russe, le travail à bas coût d'Europe orientale et les exportations vers les Brics - Chine en tête - a imploré. La transition écologique à marche forcée imposée à l'Union à travers le « Green Deal » a provoqué la révolte des agriculteurs et déchaîné la montée de l'extrême droite. Le sous-financement chronique de la défense (1 % à 1,5 % du PIB) et l'externalisation de la sécurité aux États-Unis et à l'Otan laisse le pays et l'Europe désarmés face à la menace existentielle de la Russie et au risque de retrait des États-Unis du continent en cas d'élection de Donald Trump.

« Olaf Scholz cherche en vain à sauver le modèle exportateur en pratiquant une politique d'apaisement avec la Chine et plaide pour le libre-échange dans un monde acquis au protectionnisme »

L'Allemagne ne connaît pas un trou d'air mais un décrochage structurel lié à son hiver démographique (1,46 enfant par femme), à la chute de sa compétitivité du fait de la hausse des prix de l'énergie, des salaires et des taux d'intérêt, à la montée des tensions internationales qui annihile sa posture diplomatique et stratégique ancrée dans une mondialisation défunte.

Face à ces défis, le système politique allemand se trouve paralysé par la faiblesse du leadership d'Olaf Scholz comme par les divisions de sa coalition. À la suite de l'invasion de l'Ukraine, le chancelier a évoqué un changement d'ère (*Zeitenwende*), mais s'est révélé incapable d'imaginer et d'incarner un nouveau modèle allemand. La sanctuarisation du frein à l'endettement qui limite le déficit annuel à 0,35 % du PIB et la condamnation du recours aux fonds spéciaux par la Cour de Karlsruhe (29 fonds financés par

900 milliards d'emprunts) bloquent les politiques publiques. Aucune ligne claire n'a été tracée pour répondre aux crises de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture, de l'immigration, de la sécurité ou du réarmement. Olaf Scholz cherche en vain à sauver le modèle exportateur en pratiquant une politique d'apaisement avec la Chine et plaide pour le libre-échange dans un monde acquis au protectionnisme. L'objectif de 80 % d'électricité d'origine solaire ou éolienne en 2030 est réaffirmé alors que chacun le sait insoutenable. Le réarmement est suspendu au fonds spécial de 100 milliards d'euros qui s'éteindra en 2027. Le doublement de l'aide militaire à l'Ukraine portée à 8 milliards d'euros va de pair avec le refus persistant de livrer les missiles Taurus que Kiev réclame désespérément.

C'est cependant à tort que certains en Europe, particulièrement en France, se réjouissent des difficultés et du malaise de l'Allemagne. Comptant pour le quart du PIB de la zone euro, sa dépression plonge tout le continent dans la stagnation, au moment où les États-Unis se réindustrialisent et où la Chine inonde le monde de ses exportations adossées à ses formidables surcapacités industrielles. Sa désattribution fragilise la monnaie unique comme les institutions de l'Union. Ses hésitations face au réarmement fragilisent la sécurité de l'Europe.

Comme dans les années 1990, l'Allemagne doit redéfinir son modèle économique et son positionnement international avant de pouvoir se réengager pleinement dans la construction européenne. Elle conserve pour cela de remarquables atouts et de véritables moyens de puissance : dynamisme de l'industrie et du Mittelstand, capacité d'innovation et robotisation, persistance du plein-emploi, amélioration de l'éducation, dette publique réduite à 64 % du PIB qui laisse de grandes marges de manœuvre pour financer la modernisation, respect de l'État de droit, stabilité des institutions. L'Allemagne, contrairement à la France, conserve la maîtrise de son destin et la capacité à se relever. Elle n'est pas enfermée dans le déni. Elle sait que son redressement intérieur est la condition de son leadership au sein de la grande Union à trente-cinq qui fonde son Agenda 2030. ■

La semaine diplomatique à laquelle on a heureusement échappé

Lundi 20 mai. Pluie d'hommages après la mort du président iranien. L'ONU marque une minute de silence. Le *New York Times* applaudit un homme qui avait certes « des défauts », mais qui, au moins, « ne cédait pas aux sirènes de la laïcité à la française ». De son côté, Mathilde Panot publie une nécrologie émouvante dans *Coran Magazine* : « Injustement critiqué dans son pays par des femmes islamophobes, Ebrahim Raisi était simplement attaché aux traditions de persécution des homosexuels et des femmes. »

Mardi. Le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, annonce poursuivre Benjamin Netanyahu pour crimes contre l'humanité. « La France soutient la CPI et s'alignera sur toute position conforme aux intérêts de son partenaire le Qatar », déclare le Quai d'Orsay. Depuis Cannes, Cate Blanchett remercie Rachel Khan pour son action contre Israël (elle la confond avec Karim Khan). Stéphane Séjourné, lui, annonce qu'il ira séjourner à Gaza.

Mercredi. La Chine encercle Taïwan. Le début d'une escalade ? Quelques minutes après avoir ordonné le début de la manœuvre militaire, Xi Jinping devient injoignable. L'armée attend des ordres, la confusion est totale. Huit heures plus tard, on comprend : Xi Jinping était au téléphone avec Emmanuel Macron et n'arrivait pas à raccrocher.

Jeudi. La Cour pénale inculpe Emmanuel Macron pour crimes de guerre en Nouvelle-Calédonie. Christiane Taubira se réjouit de la décision et corégit une tribune avec Renaud Camus pour déplorer l'« immense remplacement » des Kanaks par des populations non autochtones (l'immense remplacement, notion progressiste, n'a rien à voir

avec la théorie réactionnaire du grand remplacement, précise Taubira).

Jeudi toujours. Les gouvernements de Norvège, d'Espagne et d'Irlande perdent leur bras de fer face à la rue (une centaine d'étudiants non binaires aux cheveux rouges menacent de bloquer l'accès aux sacs de sociologie) et reconnaissent l'État de Palestine. Dans leurs tunnels, les dirigeants du Hamas se frottent les mains : leur travail paye.

Vendredi. La France rayonne : une start-up parisienne lève 220 millions en proposant une alternative à l'intelligence artificielle : la bêtise artificielle. En quelques secondes, l'algorithme génère des discours d'étudiants de Sciences Po.

Vendredi encore. Une vidéo datant du 7 octobre est mise en ligne : on y voit l'enlèvement d'une dizaine de jeunes femmes israéliennes ensanglantées. Les féministes occidentales - occupées à analyser les stéréotypes de genre dans la peinture néoclassique du XVIII^e siècle - n'y réagissent pas.

Samedi. Un parisien, bloqué dans des embouteillages en raison des premières fermetures de route à cause des JO, meurt de faim dans sa voiture. Malgré l'insistance de Rachida Dati, la Cour pénale internationale refuse de requérir un mandat d'arrêt contre Anne Hidalgo.

Dimanche. La France insoumise se réunit pour décider d'un positionnement vis-à-vis du conflit taïwanais-chinois. Doit-on voir dans l'impérialisme chinois une forme de colonialisme injustifiable ? Ou faut-il demander aux Taïwanais de s'adapter, de refuser le repli sur soi, de comprendre que leur identité nationale et culturelle n'a pas pour vocation d'être figée dans le temps et que les brassages sont une richesse ? Finalement, il est décidé de soutenir le camp qui a la peau la moins blanche. (Le panel de sociologues, chargé

de calculer le coefficient de blanchité des Taïwanais et des Chinois continentaux, déclare le match nul. Il est alors convenu de se ranger derrière la Chine, qui a le mérite de ne jamais tenir d'élections, comme LFI.)

Aujourd'hui, quelques heures après votre lecture du *Figaro*. Tous les regards sont tournés vers le Proche-Orient, c'est donc le moment que choisit Vladimir Poutine pour attaquer l'Union européenne. Les soldats de l'Otan - inspirés par l'action de la CGT - cheminent à l'approche des JO - menacent d'entrer en grève et d'accueillir les chars ennemis avec des drapeaux blancs s'ils n'obtiennent pas une revalorisation salariale de 200 % et deux jours de télétravail par semaine. Les négociations aboutissent rapidement à un compromis (revalorisation salariale de 200 % et deux jours de télétravail par semaine). Quant aux objecteurs de conscience, le gouvernement français menace de les obliger à écouter dix-huit heures de discours de François Bayrou s'ils ne se battent pas. Finalement, Paris est détruit par une bombe nucléaire, ce qui résout le problème d'accès aux sites des Jeux olympiques et fluidifie la circulation automobile. ■



SAMUEL FITOUSSI

Chaque semaine, pour *Le Figaro*, notre chroniqueur pose son regard ironique sur l'actualité. Aujourd'hui, il imagine les coulisses de la diplomatie internationale.

le club
LE FIGARO
Politique

Ce soir à 22h30 sur
Le Figaro TV, présenté
par Yves Thérard

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

**Directeur général,
directeur de la publication**
Marc Feuillée

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (web)
**Directeur délégué
du pôle news**
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergai
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 9h à 15h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 € Club : 524 € Semestrier : 415 € Week-end
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier FSC partenaire de l'écocert européen
sous le numéro FSC C01101. **Eutropisation** : 110 g/0,002 kg/tonne de papier.

Ce journal
se compose de :
Édition nationale
1^{re} Cahier 20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et ses 8 pages

PAR
Jean-Marie Guénois

Le grand rabbin de France récuse le fait que mourir puisse devenir un droit civil. Il faudrait plutôt aider les gens à vivre, plaide-t-il. Le projet de loi sur la fin de vie entre en examen ce lundi à l'Assemblée nationale.

Haïm Korsia : « Celui qui me soigne pourrait un jour me tuer »



« On maquille un geste de mort donné par un proche en bienfait... J'en suis atterré », se désole Haïm Korsia.

LAFARGE RAPHAEL/ABACA

Haïm Korsia, 60 ans, grand rabbin de France depuis 2014, est l'un des responsables religieux les plus connus par ses interventions régulières dans les médias. Personnalité écoutée du monde politique, ce membre de l'Académie des sciences morales et politiques, est l'un des grands critiques du projet de loi sur la fin de vie dont l'Assemblée nationale s'empare ce lundi 27 mai. Il va publier dans une semaine un document à ce sujet dans la collection « Tracts » de Gallimard. Il vient aussi de sortir chez Flammarion un ouvrage intitulé *Comme l'espérance est violente* où il

se livre à un tour d'horizon approfondi de la société française qu'il appelle à un sursaut humain.

LE FIGARO. - À propos du projet de loi sur la fin de vie, beaucoup dénoncent le travail de la commission parlementaire qui aurait « fait sauter tous les verrous » qui protégeaient le texte d'un oui à l'euthanasie. Partagez-vous ce constat ?
HAÏM KORSIA. - L'article 18 tel qu'il a été réformé par la commission revient effectivement à dire qu'il n'y aurait plus besoin de soins palliatifs puisque l'on opérerait pour une solution simple, rapide... radicale. Ce n'est pas possible ! Ma crainte profonde est que l'on finisse par faire

pression sur les gens en fin de vie, les plus pauvres en particulier, en leur faisant comprendre qu'ils commencent « à coûter ». À ce titre, je dénonce une lettre de la MGEN, Mutuelle générale de l'Éducation nationale, qui nous était adressée à nous, responsables de cultes et qui annonce la couleur. Elle témoignait du cri d'une personne dans une situation catastrophique demandant à mourir. Qui ne se laisserait pas toucher par cette souffrance ? La réponse à apporter n'est pourtant pas la mort provoquée mais l'accompagnement. Qu'une mutuelle pousse en avant ce témoignage en nous faisant croire qu'elle n'a aucune arrière-pensée à propos de « l'aide à mourir » qui va

pourtant lui rapporter beaucoup par les économies qu'elle fera sur la vie des gens, est scandaleux. J'ai été écoeuré et je n'ai pas été le seul. Les discussions préliminaires à l'Assemblée ont démontré le pire de ce qu'on craignait. Il est donc capital de conserver des principes et de délimiter des frontières infranchissables dont le principe de l'aide à mourir qui ne doit pas exister.

Vous opposerez-vous frontalement à ce texte ?

Je n'ai pas vocation à le faire. Nous devons l'accepter dans le cadre démocratique, ce qui n'empêche pas la critique. D'autant qu'il suffirait d'arranger ce texte pour qu'il réponde à tous les besoins.

Quels seraient ces points à modifier ?

D'abord ne pas parler d'aide à mourir mais d'aide à vivre. Je répète pour que cela soit bien clair, d'aide à vivre ! Nous voulons que les gens vivent bien et jusqu'au bout ! Notamment avec des antalgiques, des antidouleurs, et, s'il le faut, en recourant à la sédation profonde continue. Il faut ensuite retirer l'idée d'injection de produit létal puisque la sédation profonde continue et irréversible existe. Si quelqu'un est dans une souffrance telle que l'on n'arrive plus à le traiter, il faut l'endormir mais pas le tuer.

On sent en vous un homme en colère...

Mais est-ce que vous vous rendez compte que l'on veut demander à la famille d'aider le patient à mourir ! Mais comment est-il possible d'aller jusqu'à là ! Quel besoin de recourir à la famille pour poser un tel geste ! Connaissent-ils les traumatismes dans une famille deux générations au moins après un suicide ? Ils osent demander au père, à la mère, à l'enfant d'injecter la dose mortelle... et s'ils ne peuvent pas, on demande au personnel médical. On maquille un geste de mort donné par un proche en bienfait... J'en suis atterré. Si cela passe, on risquerait d'avoir des générations dévorées de l'intérieur par le sentiment de culpabilité.

Comment dès lors peser sur le débat parlementaire ?

Je n'ai pas d'autre volonté que de persuader et de convaincre. C'est d'ailleurs le jeu démocratique. Nous avons été entendus et auditionnés, on peut encore parler aux uns et aux autres. Il y a la liberté de vote sur ce texte. Les députés et les sénateurs auront à juger en leur âme et conscience. Je leur demande de penser à leurs proches, leur père, leur mère, leur frère, leur sœur. Ces politiques porteront la responsabilité d'avoir orienté le système de santé vers une catastrophe où celui qui me soigne pourra être celui qui me tue. On quitte la dignité de la santé française.

Dans un tout autre domaine, vous vous inquiétez de la victoire potentielle d'un parti d'extrême droite en France aux élections européennes. Comment expliquez-vous cette montée ?

La réalité est qu'il n'y a pas une montée du Front national mais une chute des autres partis. Les partis traditionnels ne font plus face parce qu'ils sont faibles en propositions, en rêves, et en crédibilité. Les gens sont perdus et se disent : « On a tout tenté, essayons le Front national... » Mais ce courant nourrit une idéologie de rejet. Or la République accueille tout le monde. Le problème est que nous ne savons plus agir avec fermeté. Si je me réfère à la tradition juive, nous avons d'une part Aaron, l'accueil, l'amour, la paix, et Moïse d'autre part, qui incarne la fermeté. La fermeté sans l'amour cela ne marche pas, c'est ce que l'extrême droite propose. L'amour sans la fermeté, ce que la gauche a voulu, ne marche pas non

plus. Il faut les deux. Sans fermeté, l'accueil est impossible.

Autre signal, l'explosion de l'antisémitisme, la cote d'alerte est dépassée...

L'antisémitisme, ce n'est pas un Juif agressé, c'est un Juif agressé sans que personne ne réagisse, par indifférence. Et sur ce terrain, nous avons des pyromanes absolus que sont les députés LFI. Au lieu d'apaiser, ils attendent et jouent sur les haines. Mais que cette impasse vienne de Mélenchon qui a la culture, qui avait l'ardeur républicaine, c'est incroyable. Comment peut-il jeter le principe de laïcité aux orties pour gagner trois voix qu'il n'aura pas ?

La réaction d'Israël à l'attaque

du 7 octobre a pourtant tout accéléré ?
Ce sont les massacres du 7 octobre qui ont tout déclenché. Ce qui se passe là-bas est un carburant de haine très relayée sur les réseaux sociaux. Mais la situation au Proche-Orient est celle du Proche-Orient. L'enjeu en France est de protéger la paix sociale. Car quiconque brise cela, brise la République. Ce serait plus simple de dire, pas de violence en laissant, par faiblesse, le mal l'emporter. Les méthodes terroristes du Hamas sont les mêmes qui ont toujours porté la haine des Juifs. En Israël, ces jeunes soldats perdent leur insouciance au combat contre ce fleau pour que l'Occident garde la sienne... Pour la France, j'ai été amoné militaire et j'ai vu la rigueur et la capacité de sacrifice des militaires, gendarmes et policiers. Quel signal, par exemple, envoie-t-on à la société quand le policier qui a défendu la synagogue de Rouen en respectant toutes les procédures d'intervention est placé en garde à vue parce qu'il a neutralisé l'agresseur ? On arrête celui qui protège le citoyen sous mandat de la République ?

Dans ce contexte, les musulmans sont souvent accusés et dénoncent en retour l'islamophobie. Comment réagissez-vous ?

Il faut distinguer les choses et le gouvernement vient de confier une mission essentielle à l'ambassadeur François Gouyet et au préfet Pascal Courtade, pour leur demander de faire le point sur l'entrisme des Frères musulmans en France. C'est absolument essentiel. L'État prend la mesure du phénomène mais distingue entre un islam serein, de citoyens parfaitement intégrés, et l'islam de certains, qui s'infiltrent en France pour détruire la société.

Mais comment insuffler de l'espérance dans une société si déchirée ?

Je dénonce dans ce livre la mélancolie globale de notre société anxieuse. Sylvain Tesson a tout dit : nous vivons dans un paradis en étant certains de vivre en enfer. Ce qui nous manque, c'est la confiance et la jubilation de la vie ! Ne soyons pas des âmes tièdes. Il faut une violence de l'espérance parce que la désespérance est violente... Ne passons pas, par exemple, à côté des JO en craignant les couacs, mais nourrissons-nous des valeurs qui poussent ces athlètes à se dépasser et à se donner.

Un rabbin est-il de droite et de gauche ?

Un grand rabbin est avec tout le monde. Dans la vision rabbinique, la droite incarne la miséricorde, la générosité, la bonté, la gauche représente la rigueur. Mon maître, le grand rabbin Emmanuel Chouchoua, priait en tenant sa main gauche dans sa main droite pour que la bonté confine toujours la rigoureuse justice. Il faut ces deux mains. ■

ÉVÉNEMENT
CE SOIR - 20H30

EUROPÉENNES 2024 LE DÉBAT

animé par
Apolline de Malherbe & Maxime Switek

Manon Aubry (LFI)
François-Xavier Bellamy (LR)
Raphaël Glucksmann (PS-PE)
Marion Maréchal (Reconquête)
Jordan Bardella (Fratelli d'Italia)
Léon Dettontaines (PCF)
Valérie Hayer (Renaissance)
Marie Toussaint (EELV)

BFM TV.
PREMIÈRE SUR L'INFO

En simultané sur
RMC
INFO TALK SPORT

LE FIGARO économie



DENTRESSANGLE
LES ENFANTS DU FONDATEUR
PRENNENT LA COPRÉSIDENTE DU
HOLDING D'INVESTISSEMENT **PAGE 24**
Pierre-Henri Dentressangle et Marine Drumal Dentressangle.

TECHNOLOGIE
TRADUCTEURS, DOUBLEURS... CES
MÉTIERS QUE L'IA A DÉJÀ REMPLACÉS
DANS LE MONDE DE L'ÉDITION **PAGE 27**



Assurance-chômage : ce que la réforme va changer

Les nouvelles règles, qui durciront les conditions pour avoir le droit à une allocation et réduiront la durée d'indemnisation, entreront en vigueur d'ici à la fin de l'année.

Après l'ébauche présentée la semaine dernière aux partenaires sociaux, le premier ministre, Gabriel Attal, a détaillé, dimanche, les nouvelles règles prévues par la réforme de l'assurance-chômage, qui devraient entrer en vigueur à partir du 1^{er} décembre prochain.

La principale mesure est le durcissement des conditions d'affiliation au régime. Il faudra dorénavant avoir travaillé 8 mois au cours des 20 derniers pour pouvoir percevoir une allocation. La durée d'indemnisation va être également réduite de 18 à 15 mois. Les entreprises seront aussi mises

à contribution, avec notamment l'extension prévue du « bonus-malus » afin de lutter contre les contrats courts. Pour l'exécutif, il s'agit d'obtenir des résultats rapides pour espérer atteindre le plein-emploi en 2027, mais aussi de dégager des marges financières dès le début d'année 2025. Bien

que Gabriel Attal assure qu'il ne s'agit pas d'une réforme d'économie », celles-ci sont essentielles pour permettre à la France de tenir sa trajectoire de réduction des déficits publics à moins de 3 % en 2027. L'État espère une réduction des dépenses de 3,6 milliards d'euros par an. **PAGE 22**

> FOCUS

**SPACEX SERAIT
VALORISÉ
200 MILLIARDS
DE DOLLARS**

La valeur de SpaceX, créée en 2002 par Elon Musk, s'envole. Bien que non cotée, la société spatiale vient d'entamer des discussions pour céder des actions existantes, dans le cadre d'une opération qui valoriserait l'entreprise à environ 200 milliards de dollars, estime Bloomberg. Soit une valorisation supérieure à celle de fin 2023 (180 milliards). Elon Musk a nié une levée de fonds imminente. « SpaceX n'a pas besoin de capitaux supplémentaires et va même racheter des actions », écrit-il sur X (ex-Twitter), ajoutant toutefois que sa société spatiale « met en œuvre des opérations de liquidités pour les salariés et les investisseurs tous les six mois environ ».

SpaceX, qui a déjà réussi 50 tirs de Falcon 9 depuis le 1^{er} janvier 2024, soit dix lancements par mois, vaut désormais davantage que Boeing (107,1 milliards) et qu'Airbus (126 milliards d'euros), soit 136 milliards de dollars. Et que Blue Origin, la société spatiale de Jeff Bezos, dont l'activité commerciale se résume à des vols touristiques à la frontière de l'espace, avec sa petite fusée New Shepard. Pour l'heure, SpaceX prépare le quatrième vol d'essai du Starship, la plus puissante fusée jamais construite dans le monde, destinée à rallier la Lune à partir de 2026, dans le cadre du projet Artemis de la Nasa, mais aussi Mars et au-delà. Le décollage est prévu le 5 juin. L'objectif est « de passer de la mise en orbite à la démonstration de la capacité de retour et de réutilisation de Starship et de Super Heavy (l'étage de propulsion, NDLR) », explique SpaceX. Un objectif ambitieux après l'explosion de trois premiers prototypes lors de leurs vols d'essais.

VÉRONIQUE GUILLERMARD

Les Français retrouvent de l'appétit pour la Bourse

Le dynamisme des marchés boursiers et le boom des applications d'épargne font émerger une nouvelle génération d'investisseurs, qui ont souvent fait leurs premières armes sur les réseaux sociaux. **PAGE 22**



le **PLUS** du
FIGARO ÉCO

INDUSTRIE

Ces fleurons français prêts à relever les défis de la Corée du Sud **PAGE 24**

Accédez à plus de 400 cryptos et diversifiez vos investissements

Les cryptomonnaies sont volatiles et peuvent engendrer une perte totale du capital investi

L'HISTOIRE

« Trahi », le fondateur de Benetton lâche la présidence du groupe

C'est au cours d'un conseil d'administration que la bombe a soudainement éclaté. Luciano Benetton, fondateur et président de l'empire textile éponyme, a annoncé son intention de quitter le groupe, s'estimant « trahi » par le directeur général, Massimo Renon, qu'il accuse d'avoir plombé les comptes. « J'ai fait confiance et j'ai eu tort, s'est-il confié au journal italien *Corriere della Sera*, samedi. Il y a quelques mois, j'ai compris que quelque chose n'allait pas et que l'image du groupe que la direction nous présentait lors des réunions du conseil d'administration n'était pas réelle. » C'est au cours de l'une d'entre elles, en janvier, qu'est apparu « un trou budgétaire dramatique » de 100 millions d'euros, alors que le déficit se portait quelques mois

auparavant à 13 millions. « C'est un choc qui nous laisse sans voix », raconte l'homme d'affaires de 89 ans. La marque, basée dans la région de la Vénétie, dans le nord-est de l'Italie, connue autant pour ses pulls colorés que pour ses campagnes publicitaires mythiques portant le slogan « toutes les couleurs du monde », a dû lutter ces dernières années contre

la concurrence des marques de fast fashion. Les syndicats estiment les pertes du groupe, depuis 2013, à plus de 1 milliard d'euros. La marque a connu de nombreuses relances artistiques et managériales pour tenter de reprendre pied. Luciano Benetton était revenu en 2018 pour redresser le groupe familial en perte de vitesse, mais le recours à Massimo Renon, depuis 2020, n'a pas donné les résultats escomptés. ■

CLARA GALTIER



Le cabinet Vogel & Vogel lance la 5^{ème} édition du Prix de droit économique



Candidatures ouvertes jusqu'au 30 juin 2024

Plus d'information : www.vogel-vogel.com

Portée par le dynamisme des marchés, une nouvelle génération de boursicoteurs émerge

Jorge Carasso

Les records du CAC 40 et des indices américains ont ravivé l'appétit des Français. L'essor des applications d'épargne facilite la tâche de néoinvestisseurs qui font souvent leurs premières armes sur les réseaux sociaux.

Téléphone à la main, Albert a le sourire. Le portefeuille d'actions qu'il gère lui-même grâce à une application d'épargne est dans le vert depuis des mois. Pas de quoi devenir riche, mais tout de même une source de satisfaction assez nette pour cet ingénieur fraîchement diplômé. « J'ai gagné 10 % depuis l'année dernière », raconte celui qui a débuté en Bourse il y a un an à peine. C'est déjà beaucoup plus qu'avec son vieux contrat d'assurance-vie, ouvert par ses parents sur les préconisations du conseiller financier de la famille et perclus de frais. Celui-ci lui avait fait gagner « 60 euros en six ans ». Autant dire rien.

Albert a clôturé ce contrat pour tout miser sur les marchés, quitte à perdre l'avantage fiscal associé. Un choix qu'il ne regrette pas. La Bourse enchaîne les records depuis des mois (+34 % en un an sur le Nasdaq, 28 % sur le S&P 500, +10 % sur le CAC 40). La perspective d'une baisse des taux des banques centrales a redonné un coup de fouet aux actions, et remis du baume au cœur à près de 3 millions de petits porteurs actifs, après des mois difficiles, dans le sillon du déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022 et de la crise bancaire en 2023. « On a beaucoup plus d'ouvertures de compte en ce début d'année que l'année dernière à pareille époque », confirme Grégory Guernonprez, directeur France de la banque en ligne Fortuneo.

« On a beaucoup plus d'ouverture de compte en ce début d'année que l'année dernière »

Grégory Guernonprez
Directeur France de Fortuneo

Cette dynamique aiguise l'appétit, tant il semble à la portée de tous aujourd'hui d'engranger des gains, même si les risques de pertes existent. Pas moins de 737 000 Français ont acheté ou vendu au moins une action au premier trimestre 2024, selon l'Autorité des marchés financiers (AMF), un niveau en hausse sur neuf mois. 59 000 particuliers sont passés à l'action pour la première fois sur cette même période. Un niveau élevé. « Le flux de néoboursiers continue d'augmenter », observait Marie-Anne Barbat-Layani, la présidente de l'AMF, lors de la publication du rapport annuel du gendarme de la Bourse la semaine dernière.

Les Français se seraient-ils réconciliés avec la Bourse ? La privatisation de La Française des jeux fin 2019 a été un véritable déclencheur. La pandémie de Covid a ensuite donné le temps aux particuliers, contraints de se confiner, de s'intéresser au marché des actions. Et une sacrée opportunité, pour ceux qui en avaient les moyens, de rentrer à prix bradés en profitant de cours au plus bas au plus fort de la crise sanitaire. Et ce d'autant plus facilement à la faveur du boom des applications boursières (Trade Republic, eToro, IG...) facilement utilisables depuis un simple téléphone, ou via les néobanques (Revolut, N26...) et autres banques en ligne (Boursorama, Fortuneo...).

Entre 2019 à 2023, près de 1,3 million de nouveaux investisseurs sont ainsi arrivés en Bourse. Ces nouveaux clients sont beaucoup plus jeunes. Plus de la moitié a moins de 35 ans, selon l'AMF. Un âge qui contraste avec celui des boursicoteurs traditionnels, classiquement plus âgés. Et l'approche est radicalement différente. « Je prends la Bourse comme un jeu », illustre Olivier, cadre dans la tech, qui a débuté il y a quelques mois à peine avec l'idée de faire des coups. Certains ont été gagnants, d'autres moins, mais lui ne s'en soucie guère : « Quand j'ai des actions qui baissent, ça ne me stresse pas, je fais le dos rond, j'attends que cela remonte... »

La flamme des cours en fin d'année dernière ainsi que les records de début 2024 – le CAC 40 au-dessus de 8 000 points notamment et le rallye

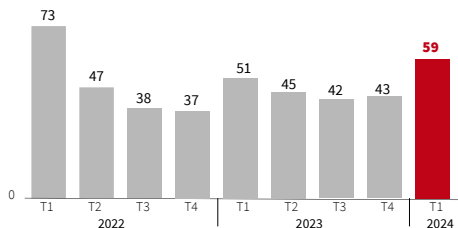


VALECHUK/OLENASTOCK.ADOBE

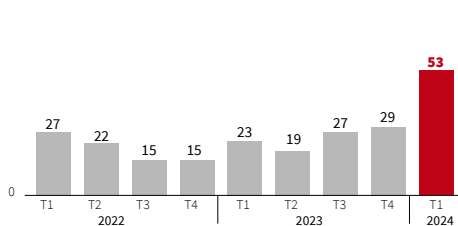
Près de 737 000 Français ont acheté ou vendu au moins une action au premier trimestre 2024.

De plus en plus de nouveaux investisseurs

Nombre de « nouveaux » investisseurs en actions par trimestre, en milliers



Nombre de « nouveaux » investisseurs en ETF par trimestre, en milliers



Source : AMF

crypto qui a poussé le bitcoin jusqu'à 73 000 dollars – ont relancé l'intérêt pour les actions. D'ailleurs, les chiffres du gendarme de la Bourse ne suffisent pas à mesurer l'ampleur du phénomène. L'activité des applis d'épargne, sites de courtage, de néobanques, qui cumulent plusieurs centaines de milliers de clients, mais sont la plupart du temps régulées ailleurs en Europe, n'est pas comptabilisée par l'AMF. Et chez elles, le mouvement est parfois encore plus net. « On voit des niveaux d'engagement que l'on n'avait plus depuis la Covid », confirme Emmanuel Sackmann, directeur France du courtier eToro.

La concurrence féroce à laquelle se livrent les applications boursières a contribué à alléger les frais pour le porteur. Un argument qui parle aux nouvelles générations. Mais ce n'est pas tout. Ces derniers mois, la possibilité de rémunérer son argent non investi chez certains courtiers (Trade Republic, Etoro, Scalable, Saxo Bank...) parfois jusqu'à 4 % ou 5 %, a joué comme un aimant pour capter des clients, ou gar-

der ceux qui ne savent pas toujours sur quelle valeur investir. En outre, la fiscalité allégée sur les plus-values, plafonnée à 30 % depuis 2018, est devenue un avantage de poids.

« On voit des niveaux d'engagement que l'on n'avait plus vus depuis la Covid »

Emmanuel Sackmann
Directeur France du courtier eToro

Mais surtout, les clients ont désormais l'embaras du choix pour placer leur argent en actions. Ils peuvent, bien sûr, classiquement acheter des titres via un PEA ou un compte-titres, ou des fonds actions au travers de l'assurance-vie, mais pas seulement. La plupart des courtiers ainsi que des banques leur permettent d'acheter des ETF, ces fonds qui répliquent la performance d'un indice (CAC 40, S&P 500...). Plus de 1 million d'ordres ont été passés au premier trimestre selon l'AMF, un record. Ces

10 millions

d'ordres ont été passés en France sur des actions cotées dans l'Union européenne, au premier trimestre 2024. Le plus haut niveau depuis neuf mois (source AMF).

1 million

de transactions ont été réalisées sur les ETF, ces fonds qui répliquent les performances d'un indice comme le CAC 40 ou S&P 500, en France, au premier trimestre 2024. Un record (source AMF).

fonds, accessibles à partir de 1 euro, permettent de diversifier son portefeuille à moindres frais : un ETF monde investit dans près de 1 500 actions. Les épargnants ont également la possibilité d'acheter des fractions d'actions, pour miser de petites sommes sur des titres qui peuvent valoir plusieurs centaines de milliers d'euros à l'unité : Amazon, LVMH... Pour les plus audacieux, certains sites de trading proposent aussi d'utiliser des outils complexes (CFD, Future...) grâce auxquels peuvent se multiplier les gains comme les pertes, aux risques et périls des investisseurs.

Les actions phares du moment chez les boursicoteurs français ? L'américain Nvidia, vedette de l'intelligence artificielle. « C'est l'une des actions les plus échangées chez nous avec Tesla », relève Christophe Bert, responsable du développement chez le courtier IG. On peut aussi citer les désormais classiques Apple, Amazon, Google ou de grands indices mondiaux (MSCI world) ou américains (Nasdaq ou S&P 500), ainsi que des valeurs sûres du CAC 40 : Total, Air liquide...

Le bitcoin est revenu sur le devant de la scène à la faveur de son envol des derniers mois. La moitié des nouveaux boursicoteurs en détiennent, selon l'AMF. L'or, qui vole de record en record depuis le Covid et la guerre en Ukraine, revient en force dans les portefeuilles boursiers au travers des ETF. « Nos clients sont plutôt jeunes. Or le métal jaune est un actif que l'on achète souvent à un âge plus avancé comme actif de diversification », observe Vincent Gard, directeur France du courtier Trade Republic, chez qui l'or est désormais le troisième ETF le plus acheté. Cela montre que les clients ont compris que l'or doit faire partie d'un portefeuille diversifié, notamment dans une période d'incertitude géopolitique comme on le vit en ce moment. »

Certaines tendances peuvent surprendre. « Ces derniers mois on a eu un boom des ordres d'achat de particuliers sur le cacao quand le prix de cette matière s'envolait (+190 % en un an, NDLR) », raconte Emmanuel Sackmann, directeur régional France chez eToro. Des mouvements liés à la crise que connaît cette matière première en raison du dérèglement climatique. Ces orientations étonnantes tiennent peut-être à l'approche particulière de la nouvelle génération d'investisseurs. Beaucoup de ces

« Un grand nombre de ces néoboursiers s'informent sur les réseaux sociaux »

Marie-Anne Barbat-Layani
Présidente de l'AMF

boursicoteurs font désormais leurs premières armes sur les réseaux sociaux, YouTube, LinkedIn ou X – et en suivant des créateurs de contenus boursiers. Ces vidéos qui parlent du PEA, des actions américaines, des ETF ou de titres qui rapportent de confortables dividendes, culminent à chaque fois à près de 500 000 vues. « Un grand nombre de ces néoboursiers s'informent sur les réseaux sociaux », confirme Marie-Anne Barbat-Layani, la présidente de l'AMF. « J'ai passé un an à me former en regardant des vidéos, abonde Albert, qui a multiplié les crans de sécurité avant de se jeter à l'eau. J'ai eu un portefeuille virtuel en ligne chez un courtier. Cela m'a permis de tester des stratégies, des outils avant de débiter vraiment. » Un conseil glané... sur les réseaux sociaux.

Ces contenus qui s'adressent à tout type de public ont démocratisé l'investissement dans le marché actions. « Cela fait quatorze ans que je suis sur X, je n'ai jamais vu autant de jeunes qui se lancent avec des contenus de qualité », raconte Nicolas Chéron, analyste boursier indépendant, très présent sur les réseaux sociaux. Résultat ? Des jeunes de toute classe sociale s'y intéressent, tout comme monsieur et madame Tout-le-Monde, ou même mon père ! »

Bien sûr, sur les plateformes, le meilleur peut côtoyer le pire. Par exemple, des influenceurs voyous tels ceux que le rappeur Booba a appelé « influenceurs », des anciens de la télé réalité, souvent installés à Dubaï, qui poussent leur public à investir sur des sites douteux ou à passer des ordres de Bourse susceptibles de leur faire perdre beaucoup d'argent. Ce qu'a dénoncé l'émission « Complément d'enquête », diffusée sur France 2 au mois d'avril dernier.

Pour mieux encadrer ces nouveaux médias, les gendarmes de la Bourse (AMF) et de la publicité (ARPP) ont conjointement lancé un « certificat de l'influence responsable dans la finance », qui vise à promouvoir un marketing d'influence éthique et responsable. Il s'agit de veiller à ce que les contenus ne soient pas trompeurs et que les modes de rémunération (souvent de la publicité ou une affiliation) soient clairement affichés. Un enjeu de taille alors que les boursicoteurs s'informent de plus en plus par ces canaux et que la Bourse, si elle affiche en ce moment des records permettant aux investisseurs d'espérer de coquettes plus-values, connaît aussi des trous d'air. Ce qu'aucun petit porteur ne doit oublier en ces temps euphoriques. ■

Thomas Engrand

La nouvelle réforme qui modifie les conditions d'accès au régime entrera en vigueur le 1^{er} décembre.

Le voile est cette fois entièrement levé sur le contenu de la future réforme de l'assurance-chômage dont le décret est attendu au 1^{er} juillet pour une entrée en vigueur le 1^{er} décembre. Les détails ont été donnés par le premier ministre, Gabriel Attal, dans un entretien à *La Tribune dimanche*. Peu de changements sont à noter par rapport à l'ébauche présentée aux partenaires sociaux plus tôt dans la semaine. La principale mesure reste le durcissement des conditions d'affiliation au régime. Il faudra dorénavant avoir travaillé 8 mois au cours des 20 derniers pour pouvoir percevoir une allocation. Jusqu'alors, le seuil était à 6 mois sur une période de deux ans. Conséquence, la durée maximum d'indemnisation va être également réduite. Elle passera à 15 mois contre 18 actuellement.

Autre tour de vis notable : l'évolution de la « filière senior ». Jusqu'alors, les demandeurs d'emploi âgés de 53 et 54 ans et plus encore ceux de 55 ans et au-delà bénéficiaient d'une durée d'indemnisation allongée. Le premier palier va être supprimé. En outre, en cohérence avec la réforme des retraites de 2023, la borne d'âge de 55 ans va être reculée à 57 ans. La durée maximum de couverture passera, elle, à 22,5 mois contre 27 mois aujourd'hui. En compensation, et dans un souci de permettre un retour plus facile de ces personnes vers l'emploi, le premier ministre a annoncé la création d'un « bonus emploi senior ». Un chômeur de 57 ans ou plus qui reprend un emploi moins bien payé que son poste précédent pourra cumuler son nouveau salaire avec une partie de son indemnité.

Les employeurs sollicités

Enfin, l'exécutif a choisi d'aller plus loin dans la « contracyclicité ». Ce dispositif consiste à réduire la durée d'indemnisation des chômeurs lorsque le marché de l'emploi est dynamique. Inversement, il doit mieux les couvrir quand les opportunités d'embauche se font rares. Un premier seuil, déclenchant une baisse de la durée maximale d'indemnisation de 25 % lorsque le taux de chômage passe sous les 9 %, a déjà été créé en 2023. Et un nouveau devrait voir le jour lorsque le chômage tombe sous les 6,5 %, avec à la clé, une réduction de la couverture de 40 %. Toutefois, cette éventualité n'est pas pour tout de suite, la France n'a pour le moment jamais réussi à passer sous la barre des 7 % de chômage. Pas de quoi freiner l'optimisme



Assurance-chômage : l'État durcit les règles pour cibler le plein-emploi

me du chef de l'État. « On agit au bon moment du cycle, parce que c'est lorsque la croissance s'apprête à repartir qu'il faut préparer les conditions d'un durcissement de l'assurance-chômage », a assuré Emmanuel Macron la semaine dernière dans une interview à *L'Express*.

Les demandeurs d'emploi ne sont pas les seuls à être mis à contribution dans cette nouvelle réforme. Les employeurs vont également être sollicités. D'une part, le « bonus-malus » va être étendu. Ce système incite les entreprises à recruter leurs salariés sur une durée plus longue en pénalisant les patrons dont le taux de séparation est trop élevé. À l'inverse, les plus vertueux voient leur taux de cotisation chômage baisser. Pour le moment ce mécanisme ne s'applique que dans sept secteurs, mais Gabriel Attal a demandé à sa ministre du Travail, Catherine Vautrin, de « mener une concertation pour identifier les secteurs qui auront vocation à entrer dans ce système et à quel rythme ».

D'autre part, la surcontribution exceptionnelle de 0,05 % va être maintenue. Cette hausse de la cotisation d'assurance-chômage à la charge des employeurs a été mise en place en 2019 pour lutter contre le déficit du régime. Les comptes étant revenus au vert, le patronat espérait sa suppression. Refus de Matignon, qui assume de « demander des efforts à tous ».

Enfin, plusieurs points de consensus trouvés en novembre dernier par les représentants des salariés et des entreprises seront conservés. À commencer par la mensualisation des indemnités chômage, dont le montant ne variera plus en fonction du nombre de jours dans le mois. Des gestes insuffisants selon les syndicats. Pour la CGT, il ne s'agit rien de moins que « la plus violente réforme de tous les temps ». Plus mesurée, la CFDT y voit « un entêtement à réduire les droits des demandeurs d'emploi », selon son secrétaire national en charge de l'emploi, Olivier Guivarch.

Lutte contre les contrats courts

Le choix de l'exécutif d'actionner principalement le levier des conditions d'affiliation s'explique par de nombreuses raisons. La plus importante est qu'il permet efficacement de lutter contre les contrats courts. Ce changement « va créer une incitation forte pour les salariés à accepter des contrats plus longs ou des renouvellements de contrats pour atteindre ces 8 mois », soutenait ainsi Stéphane Carillo, économiste à l'OCDE, dans *Le Figaro*. Cette volonté de voir la qualité des contrats progresser se retrouve également dans la réforme au travers de l'extension du « bonus-malus ». Son efficacité est toutefois régulièrement contestée par le patronat. Selon Patrick Martin, président du Medef, « elle n'est pas établie. »

Toucher aux conditions d'accès permet également d'avoir des résultats rapides. Le levier devrait commencer à monter en puissance dès son entrée en vigueur. Tout l'inverse d'une diminution de la durée maximale d'indemnisation, dont les impacts sur l'emploi et en termes financiers n'apparaîtront pas avant un an au mieux. Tout sauf un détail pour le gouvernement actuel qui tente toujours d'atteindre le plein-emploi en 2027. Selon les chiffres avancés par la ministre du Travail, cette mesure devrait créer 90 000 emplois supplémentaires. Plus important, ces mesures génèreraient d'importantes marges financières dès le début d'année 2025. Bien que Gabriel Attal assure « qu'il ne s'agit pas d'une réforme d'économie », celles-ci sont essentielles pour permettre à la France de tenir sa trajectoire de réduction des déficits publics à moins de 3 % en 2027. Une fois les nouvelles règles pleinement entrées en vigueur, l'État espère réduire ses dépenses de 3,6 milliards d'euros par an. Néanmoins, « le maximum des effets ne sera atteint qu'au bout de trois ans », pronostique Matignon.

Durcir les conditions d'indemnisation des chômeurs reste également populaire parmi les Français. Un sondage Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro* publié début avril révèle que 54 % de la population plébiscite

le durcissement envisagé des règles d'indemnisation des chômeurs. Les avis favorables grimpent jusqu'à 83 % parmi les sympathisants Renaissance et 73 % chez Les Républicains. Une popularité sur laquelle la majorité présidentielle espère capitaliser à quelques semaines des élections européennes. Le premier ministre rappelle d'ailleurs que ce nouveau tour de vis permet à la France de se rapprocher de ses voisins en matière d'accompagnement des demandeurs d'emploi. Là où le régime français va demander d'avoir travaillé 8 mois sur les 20 derniers pour toucher une indemnité, le seuil est de 12 mois sur trente en Allemagne, 12 mois sur vingt-quatre au Portugal et au Royaume-Uni et 16 mois sur 33 en Belgique.

Ultime satisfaction pour la majorité : dans un rapport publié jeudi 23 mai, le Fonds monétaire international a encouragé l'exécutif à poursuivre la politique menée par la France. « La réforme des retraites et les réformes de l'assurance-chômage ont commencé à porter leurs fruits », soulignent les experts de l'institution en appelant les autorités « à poursuivre leur ambitieux programme de réformes structurelles ». Au-delà de la réforme de l'assurance-chômage, cette politique devrait se poursuivre avec l'arrivée d'une loi travail 2 attendue dans les prochains mois. ■

Les crèches au défi de recruter davantage de professionnels

Marie Bartnik

Un rapport préconise d'augmenter le taux d'encadrement des enfants dans un secteur qui peine déjà à embaucher.

Privilégier la qualité à la quantité. Publié ce lundi, le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le modèle économique des crèches appelle à un changement de focale dans la façon d'appréhender la garde des jeunes enfants dans ces établissements.

À rebours des « plans crèche » qui se sont succédés ces vingt dernières années et qui visaient surtout à créer de nouvelles places, Sarah Tanzilli, députée Renaissance et rapporteur de la commission, appelle à privilégier la qualité de l'accueil des enfants bénéficiant déjà d'une place en augmentant le nombre d'adultes à leurs côtés – quitte à limiter le développement de nouvelles capacités d'accueil.

Le rapport de la commission constate une dégradation des conditions d'accueil ces dernières années, dans les crèches publiques comme dans les crèches privées. Les règles ont été progressivement assouplies pour accueillir plus d'enfants. Les microcrèches ont par

exemple été dispensées de directeur, tandis que la part requise de salariés disposant d'un diplôme a été abaissée dans tous les établissements.

L'une des préconisations phares de cette commission créée après la mort d'une petite fille dans une crèche en 2022 consiste à relever le taux d'encadrement des enfants. Alors que le minimum légal est aujourd'hui d'un adulte pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un adulte pour huit enfants qui marchent, elle propose de porter ce taux à un adulte pour cinq enfants tous âges confondus en 2027, puis un adulte pour quatre enfants en 2032. Soit 25 000 salariés supplémentaires et un coût de 1 milliard d'euros à chaque seuil.

Indépendamment de son coût, un tel renforcement des effectifs ne sera pas aisé à atteindre compte tenu de la pénurie de personnel qualifié dans le secteur. La commission rappelle que 10 000 postes sont à ce jour manquants – alors même que 35 000 nouvelles pla-

ces en crèche doivent être créées d'ici 2027. 30 000 assistantes maternelles partiront par ailleurs à la retraite ces prochaines années.

Une image dégradée

« Espérer embaucher 25 000 personnes en plus, rien que pour atteindre le taux d'un sur cinq, est utopique, estime Elsa Hervy, la déléguée générale de la Fédération des entreprises de crèches. Aujourd'hui, le taux d'encadrement réel tourne plutôt aux alentours d'un adulte pour 6, 5 ou 7 enfants à cause du manque de personnel. La priorité est de former les 10 000 personnes qui manquent. Ou alors on fait le choix de fermer 70 000 places de crèche. »

D'ores et déjà, près de 10 000 places existantes sont gelées faute de salariés disponibles. Une crèche sur deux manque de personnel. Chez Babilou, l'un des leaders des groupes de crèches privées en France, 400 postes sont à pourvoir.

Pour contribuer à répondre à ces besoins, le groupe a racheté en 2017 une

école à Paris destinée à former des auxiliaires de puériculture. Les Petits Chaperons rouges ont aussi créé leur propre centre d'apprentissage (CFA). « C'est un investissement que nous faisons pour le secteur plus que pour nous car seuls 10 élèves sur 140 viennent travailler chez Babilou à l'issue de leur formation », explique Aurélie Lainé, la directrice des ressources humaines du groupe. La plupart optent pour l'hôpital, où ils peuvent exercer dans des services de maternité ou de néonatalogie. A contrario, les crèches pâtissent d'une mauvaise image, en partie liée aux conditions de travail qui s'y sont dégradées. « La formation d'auxiliaire de puériculture n'est même pas dans Parcoursup ! », s'indigne la DRH.

Tout le secteur tente de redorer le blason des métiers de la petite enfance, sans parvenir à attirer suffisamment. Dans le privé, Babilou emmène chaque année 400 de ses salariés vers le diplôme d'auxiliaire de puériculture ou d'éducateur de jeunes enfants, via la validation

des acquis de l'expérience. Le groupe a augmenté ses salariés de 15 % l'année dernière, tandis que les Petits Chaperons rouges ont accordé une sixième semaine de congés payés et expérimenté la semaine de quatre jours. Mais ces efforts restent insuffisants.

Dans ce contexte, la députée assume le risque de fermeture de nouvelles places en crèches. « La priorité absolue est l'amélioration du taux d'encadrement des enfants, pour deux raisons, explique-t-elle. D'abord parce qu'il est indispensable de mieux accueillir les enfants. Ensuite parce que c'est une façon d'améliorer les conditions de travail et donc d'attirer de nouveaux salariés. Quand on est deux professionnelles et que l'une est mal formée, c'est insupportable pour tout le monde ». L'horizon de 2027 devrait permettre, estime la députée, de préparer cette échéance. Elle prône un grand plan de promotion des métiers de la petite enfance qui manquent à ce jour de reconnaissance. ■

Emmanuel Egloff

Les enfants du fondateur prennent la coprésidence du holding familial d'investissement, qui ambitionne de devenir une référence en Europe.

C'est une nouvelle étape pour une entreprise, dont le nom est très connu en France, Pierre-Henri Dentressangle et Marine Drumain Dentressangle deviennent ce lundi les deux coprésidents de la société Dentressangle, succédant à leur père, Norbert, qui en devient président d'honneur. Pour la plupart des Français, le nom de Norbert Dentressangle reste très lié aux camions parcourant la France avec ce nom écrit en lettres blanches sur fond rouge. Les camions ont pourtant disparu depuis 2015, quand la société de transport a été vendue à l'américain XPO. Aujourd'hui, Dentressangle est un holding d'investissement, actionnaire majoritaire d'entreprises comme le loueur Kiloutou, la medtech dentaire Acteon, le spécialiste des implants orthopédiques Marle ou le promoteur immobilier Ogic.

«Une transmission réfléchie»

Les premiers investissements ont eu lieu bien avant la cession de l'activité de transport. «La diversification du groupe a commencé dès 1998, puis avec la constitution, en 2010, d'une équipe dédiée à l'investissement», explique Pierre-Henri Dentressangle, en recevant *Le Figaro* dans un immeuble du 18^e siècle, propriété de la société tout proche de la place de la Concorde à Paris. Le mouvement s'est forcément accéléré en 2015, quand l'entreprise de transport logistique a été cédée. Des capitaux supplémentaires ont été disponibles pour accélérer les investissements.»

Aujourd'hui, la société franchit une nouvelle étape. «Nous sommes dans la continuité et devenons, avec cette nouvelle étape, des acteurs de notre histoire familiale et entrepreneuriale», souligne Marine Drumain Dentressangle. Nous travaillons sur le sujet de la succession avec notre père depuis deux ans et avons été impliqués dans l'entreprise depuis de longues années. C'est une transmission réfléchie, structurée et organisée.» Tout le processus de succession a été pensé dans le cadre d'un «family board», qui existe depuis 2010.

«C'est une nouvelle étape de la gouvernance de notre holding familial d'investissement», s'enthousiasme Pierre-



Dentressangle prévoit d'investir 1 milliard d'euros d'ici à 2027

Henri Dentressangle. Il fonctionne comme une entreprise, avec une gestion dynamique et une forte proximité avec les entreprises dans lesquelles nous investissons. Nous voulons leur donner les moyens de se transformer.» D'une quinzaine de personnes il y a quinze ans, la société dispose aujourd'hui d'une équipe très professionnelle de 70 collabo-

rateurs. À la différence d'un «family office», la société affiche une gestion très dynamique de ses investissements, ce qui lui permet de se revendiquer comme un holding familial d'investissements.

Le changement de génération des dirigeants ne va pas bouleverser la société. «La philosophie d'investissements va rester identique», confirme Pierre-

Henri Dentressangle. D'autant qu'elle a montré son efficacité, notamment en passant les crises des dernières années. «Nous avons une stratégie d'investissements clairement définie aujourd'hui : nous investissons en majoritaire pour contrôler, avec les entrepreneurs, la stratégie de développement», explique Marine Drumain Dentressangle. Nous investis-

Pierre-Henri Dentressangle et Marine Drumain Dentressangle deviennent ce lundi les deux coprésidents de la société Dentressangle. AURELIA BLANC

sons dans des entreprises françaises, que nous aidons à prendre une envergure internationale et à se digitaliser. Elles sont toutes présentes dans le B to B. Ce type d'activité fait partie de l'écosystème que nous maîtrisons. Nous y avons notre réseau, nos réflexes et un savoir-faire unique et reconnu.»

Doubler l'actif net d'ici 2030

Pour la gestion au quotidien, les deux coprésidents seront assistés de deux codirecteurs généraux, Jean-Louis Savoye et Thierry Coloigner, nommés en même temps qu'eux. Les deux hommes, présents depuis plusieurs années au sein de Dentressangle, connaissent parfaitement l'entreprise et la stratégie d'investissements. Aujourd'hui, 60% des actifs de Dentressangle sont investis dans des entreprises (private equity) et des start-up (venture capital), 20% dans l'immobilier de bureaux et logistique et 20% à travers des fonds diversifiés, notamment aux États-Unis. Les sociétés dont le holding est actionnaire emploient environ 25 000 salariés et représentent un chiffre d'affaires consolidé de 2,8 milliards d'euros. «Nous sommes un investisseur de long terme», estime Marine Drumain Dentressangle. Et nous n'avons pas de contrainte de temps. Pour autant, nous sommes prêts à céder des actifs lorsque nous estimons que le moment est bon pour le faire. Nous sommes agiles : nous pouvons ainsi investir sur des cycles de trois ou quatre ans mais nous sommes également capables d'être présents huit à dix ans au capital d'une entreprise si nous estimons que c'est nécessaire.»

Le bilan des dernières années est très positif. Depuis 2015, 2 milliards ont été investis et l'actif net réévalué (ANR) a été multiplié par deux sur la période. Il faut maintenant se projeter dans le futur. «Nous avons défini une nouvelle feuille de route qui va nous amener jusqu'en 2032», souligne Pierre-Henri Dentressangle. Dans un premier temps, 1 milliard d'euros va être investi sur les trois prochaines années avec une orientation plus internationale notamment nord-américaine, que ce soit au travers de nos investissements ou pour nos participations. «Pour sélectionner les investissements, un comité stratégique, constitué des membres de la famille, des codirecteurs généraux, du secrétaire général et de 5 administrateurs indépendants aux profils variés a été mis en place. En 2030, l'entreprise comptera une centaine de personnes pour sélectionner et gérer les investissements. «L'actif net réévalué atteint aujourd'hui 3,3 milliards d'euros. Nous visons une multiplication par deux d'ici 2030 : notre ambition est de devenir un holding d'investissement de référence en Europe», conclut Pierre-Henri Dentressangle. ■

Ces industriels français prêts à relever les défis de la Corée du Sud

Ivan Letessier Envoyé spécial à Séoul

Menée par le patron d'Air Liquide, une délégation de dirigeants de grands groupes s'est rendue à Séoul la semaine dernière

Inaugurée début mai sur un immense complexe pétrochimique à deux heures de route à l'ouest de Séoul, Incheon Green Energy (IGE) est la plus grande usine de liquéfaction d'hydrogène au monde. Plutôt que de brûler l'hydrogène produit par ses autres activités sur le site, SK, le deuxième chaebol coréen derrière Samsung, le purifie pour éliminer les restes d'hydrocarbures, puis le mélange à du nitrogène afin de faire descendre sa température à -193 degrés. Le gaz entre ensuite dans une autre gigantesque boîte de refroidissement produite par Air Liquide, où l'effet Joule-Thomson le liquéfie en faisant descendre sa température à -253 degrés. D'une capacité de 30 000 tonnes par an, IGE alimentera bientôt en hydrogène liquide une quarantaine de stations de recharge et un réseau de 5 000 bus Hyundai.

Ce site symbolise la volonté conjointe du gouvernement coréen et des chaebols, les immenses conglomérats qui structurent l'économie du pays, de construire un écosystème autour de l'hydrogène. Un cas unique au monde. «La Corée est un pays très volontariste en matière de décarbonation, avec une

volonté politique plus affirmée que dans d'autres pays, notamment en matière de mobilité et de production d'électricité», souligne François Jackow, directeur général d'Air Liquide et, depuis septembre, président du conseil d'entreprises France-Corée du Medef International.

À ce titre, il menait la délégation de 25 dirigeants de grandes entreprises françaises (Arianespace, Airbus, EDF, Omobility, Schneider Electric, STMicroelectronics, Technip Energies, Thales, TotalEnergies...) qui a passé une partie de la semaine à Séoul. «Il n'y avait pas eu de mission similaire depuis 2018», souligne François Jackow. Nous avions besoin de réamorcer la pompe des relations entre les entreprises françaises et coréennes, de développer et consolider les liens et de créer des envies de coopération.»

L'avènement de l'aérospatial, l'énergie, la mobilité verte et la décarbonation de l'industrie ont été au cœur des échanges avec les autorités et la fédération des industries coréennes (FKI, l'équivalent local du Medef), ou encore du forum d'affaires organisé avec, notamment, des dirigeants de Samsung, SK, Hanwha, Hyundai et Lotte.

13^e puissance économique mondiale et 7^e exportateur, ce pays de 51,6 millions d'habitants fait face à de nombreux défis. Dépourvu de ressources naturelles, la Corée du Sud a su s'imposer comme un géant industriel, notamment dans les chantiers navals, les microprocesseurs, l'automobile et la pharmacie. Mais c'est aussi l'un des plus gros pollueurs de la planète, avec une énergie à 70% carbonée. Très dépendants des exportations, les industriels coréens sont de plus en plus conscients de l'importance de décarboner leur processus de production pour éviter les taxes aux frontières en Europe.

Accélérer dans l'hydrogène

Lors de sa rencontre avec une partie de la délégation, le premier ministre coréen, Han Duck-soo, a souligné la volonté du gouvernement d'accélérer dans l'hydrogène et d'aller de l'avant dans les énergies renouvelables. À 70% montagneux, le pays manque de soleil et de vent pour miser sur le photovoltaïque et l'éolien terrestre. Mais il multiplie les projets d'éoliens en mer. Chacun allié à un chaebol, EDF et TotalEnergies se positionnent d'ailleurs sur trois appels

d'offres, dont les conditions seront précisées en fin d'année.

La Corée doit aussi s'adapter à l'évolution de la Chine, qui est à la fois son premier partenaire économique et un rival de plus en plus sérieux à l'export. «Avec la concurrence de la Chine, les entreprises coréennes savent qu'elles doivent garder un avantage technique, et elles ont besoin des entreprises françaises», assure François Jackow. «Il est très important que le plus possible d'entreprises françaises investissent en Corée», confirme Kim Dong-yeon, le gouverneur de la province de Gyeonggi, la plus peuplée du pays. Nous devons trouver les meilleurs partenaires pour développer nos industries.»

Le principal défi du pays reste son taux de natalité, l'un des plus faibles au monde (0,72 l'an passé). Le nombre de Coréens entrant à l'université est tombé en quelques années de 800 000 à 250 000, ce qui entraîne des problèmes de main-d'œuvre et de recrutement. Les dirigeants d'Air Liquide ont profité de leur passage pour organiser une table ronde à l'Ewha Womans University. «La diversité est un élément clé de l'innovation», a assuré François Jackow devant un parterre d'étudiantes en sciences. Dans un pays où

la place des femmes dans la société est très challengée, avec un écart de salaires avec les hommes de 31% à poste équivalent et une faible part de postes de management occupés par des dirigeantes, le groupe français mise sur sa culture, plus ouverte que celle des chaebols, pour recruter dans un contexte tendu.

«Pour encourager la croissance de la fertilité, il est nécessaire de repenser la culture de la société coréenne et d'écouter les jeunes ménages pour savoir ce que sont leurs préoccupations», assure le gouverneur Kim Dong-yeon, ex-ministre de l'Économie et figure de l'opposition au gouvernement conservateur au pouvoir depuis un an et demi. Il faut aussi compenser la quantité décroissante de la force de travail par une augmentation de la qualité. La société coréenne (son économie, son éducation) doit s'adapter à la baisse de la population.»

La solution pourrait venir... des robots. Au centre de recherche de LG d'Incheon, où sont réunis 27 000 chercheurs de ce conglomérat, sont exposées les dernières versions des robots capables de suppléer au manque de main-d'œuvre dans les restaurants, les hôtels et les centres logistiques. ■

Avec ses dix-sept marques – Franck Provost, Jean-Louis David, Saint Angue, etc. –, Provalliance emploie 18 000 personnes dans le monde. Le groupe a réalisé plus de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023. En France, il totalise 1 650 salons de coiffure franchisés et 350 succursales. Après l'entrée au capital du fonds d'investissement Core Equity en 2021, le fondateur, Franck Provost, a passé le flambeau à Marc Aublet, présent dans l'entreprise depuis 1995.

LE FIGARO. – Après le départ du fondateur, Franck Provost, l'entreprise a adopté une gestion moins familiale. Comment cela a-t-il été vécu par les équipes ?

MARC AUBLET. – Une gestion familiale induit un environnement où tout est un peu régi par la spontanéité, avec une forme d'intuition dans la stratégie qui peut passer pour de la désorganisation, malgré un modèle vertueux. Depuis 2021, l'entreprise a été restructurée pour se développer et adopter une organisation qui repense le circuit décisionnaire. Elle s'est dotée d'un comex, d'un codir et d'un board mensuel. Avant, les décisions se prenaient dans des réunions plus informelles. Le groupe repose sur deux piliers : les salons de coiffure et la distribution de produits professionnels. Un directeur général pilote chaque entité et le fonctionnement est plus équilibré. Il y a davantage de communication, de responsabilisation. Chacun a une meilleure lisibilité de l'entreprise. Nous avons forcément perdu un peu en spontanéité, mais ces changements ont été bien accueillis.

Depuis deux ans, l'attractivité de votre secteur se redresse. Qu'avez-vous mis en œuvre pour attirer des collaborateurs ?

Les vocations dans la coiffure ont diminué vers 2010. Le métier est trop peu valorisé en France. Il est perçu comme physique, avec des horaires contraints et les samedis travaillés. Après le Covid-19, l'émergence de nouveaux modes d'organisation du travail nous a imposé d'évoluer pour recruter et garder nos collaborateurs. Nous avons ouvert des sujets restés tabous jusqu'alors, comme la semaine de quatre jours, pour apporter plus de flexibilité. Dans nos succursales, trois samedis par an ont été accordés. Nous avons aussi adopté une démarche spécifique pour le recrutement des jeunes.

De quoi s'agit-il ?

Début 2023, nous avons présenté Provalliance dans les CFA pour expliquer ses conditions de travail et les perspectives de carrières qu'elle offre. Un apprenti peut devenir coiffeur, puis co-manager, manager, formateur, ou coordinateur de salons en succursales. Il peut aussi entreprendre en ouvrant une franchise. Nous sommes ainsi passés de 300 à 700 alternants cette année, un record pour le groupe. Nous veillons à ce qu'ils soient bien accueillis – ce qui

Marc Aublet : « Notre métier de coiffeur est trop peu valorisé en France »

Corinne Caillaud

Le PDG du groupe de salons de coiffure Provalliance détaille les mesures pour fidéliser les salariés et leur offrir des perspectives de carrière.

« Nous avons ouvert des sujets restés tabous jusqu'alors, comme la semaine de quatre jours, pour apporter plus de flexibilité », explique Marc Aublet. PROVALLIANCE

n'était pas toujours le cas – et bien accompagnés dans leur parcours. Grâce à un système de tracking, nous nous assurons de leur montée en puissance. Des rendez-vous téléphoniques ont lieu entre les RH et le jeune apprenti pour savoir s'il apprend son métier dans de bonnes conditions.

Vous ciblez aussi des profils éloignés de la coiffure. Comment procédez-vous ? Nous réalisons des tests pour amener des personnes en réorientation vers ce métier. Former à la coiffure, en six ou douze mois, des personnes entre 25 et 30 ans, ayant eu d'autres expériences avant, est possible. Mais pour développer cette initiative, nous avons besoin d'être aidés dans l'accompagnement de ce public. Ce projet nous tient à cœur, car certains jeunes sont parfois dissuadés par leurs parents de se lancer dans la coiffure, alors qu'ils ont la vocation. C'est le cas du patron de la marque Jean-Louis David, qui, après Sciences Po, a passé son CAP et son BP. Il a exercé dix ans comme coiffeur.

Pour fidéliser vos salariés, avez-vous mis d'autres mesures en place ? Nous proposons des titres-restaurant dans nos succursales depuis l'été 2023.

Nous avons aussi accentué la formation désormais organisée selon le niveau des coiffeurs, ce qui est enrichissant pour les plus expérimentés. Notre Académie Management dispense par ailleurs des formations sur les comportements à adopter avec les clients, la gestion des conflits, l'animation des réunions, afin que chacun ait plus d'aisance et progresse dans l'entreprise.

Cherchez-vous à fidéliser aussi les franchisés ? De quelle manière ? Selon les marques, les contrats vont de 5 à 7 ans. Il est rare qu'à l'échéance un franchisé ne le renouvelle pas. Notre taux de satisfaction est élevé avec des

outils qui répondent aux attentes, tel le digital, qui creuse le fossé avec les salons indépendants. Notre programme de CRM est unique. Ce qui est proposé à nos franchisés est d'abord testé dans nos succursales.

Y a-t-il une mobilité possible à l'international pour les salariés ?

Et pour les franchisés ? C'est moins courant chez les franchisés, mais certains ont ouvert des salons en Espagne. Pour les collaborateurs, la mobilité est possible dans tous les pays où nous sommes présents, dès lors que nos masters franchisés veulent une caution française. La demande est forte

dans les pays du Golfe et en Australie. Pour nos coiffeurs qui ont moins de 30 ans en moyenne, ces opportunités sont intéressantes. Les échanges se font entre le master franchisé, les candidats et notre service de ressources humaines, qui peut recevoir ces derniers et évaluer leur niveau.

Comment rendez-vous votre culture d'entreprise homogène entre responsables de succursales et franchisés, qui ont plus de latitude ? Cela passe surtout par la formation. Un franchiseur qui entre dans le réseau suit un parcours d'intégration, avec des stages. Il apprend la culture de la marque, la discipline commune à adopter. Nos animateurs de réseaux les visitent régulièrement et s'assurent du suivi des directives du groupe comme de sa philosophie. Lors de nos conventions, nous rappelons à tous l'importance de l'image et d'un état d'esprit commun. Des réunions régionales rassemblent aussi franchisés et succursales, où nous tenons un discours commun. Nous ne voulons pas qu'il y ait la moindre différence entre les uns et les autres. ■

CONFIDENCES

QUELS SONT LES DÉFAUTS QUE VOUS NE SUPPORTEZ PAS CHEZ UN COLLABORATEUR ?

L'excès de confiance en soi et le manque de respect à l'égard de ses collègues.

ÊTES-VOUS PONCTUEL À VOS RENDEZ-VOUS ?

Extrêmement. La ponctualité, c'est le premier respect de l'autre.

AVEZ-VOUS UN ADAGE FAVORI ?

Une phrase de mon ami Olivier de Kersauson : « Quand tu penses que tout est foutu, songe aux homards qui étaient dans l'aquarium du Titanic. »

LE TALK Retrouvez, du lundi au vendredi, LE « TALK DÉCIDEURS ». Aujourd'hui : Greg Sand, cofondateur de Moustache Bikes. En vidéo sur lefigaro.fr/decideurs

UNE HEURE DANS LE BUREAU DE...

PAR QUENTIN PÉRINEL

Éric Ducournau : « Nous étions isolés. Déménager nous a libérés »

C'est l'histoire d'un pharmacien ordinaire devenu – presque à son insu, dit-on – un modèle de réussite entrepreneuriale à la française, dont l'entreprise a réalisé, en 2023, un chiffre d'affaires de 2,8 milliards d'euros. À Castres (Tarn) et dans la région, Pierre Fabre est une légende. Un modèle de réussite dont la personnalité continue d'inspirer presque onze années après son décès. « Monsieur Fabre » – c'est ainsi que tout le monde l'appelle – force le respect. Cet homme immensément riche a vécu toute sa vie « simplement », loin des paillettes et du show-business.

Sans enfant, il a légué l'intégralité de sa fortune à sa fondation d'entreprise. Son entreprise, sa vie, son œuvre. Si l'entrepreneur n'avait pas de vie de famille, on peut aisément dire que ses amis – nombreux, avec qui il se montrait fort généreux – et ses collaborateurs ont comblé cette absence. Considérerait-il certains d'entre eux comme ses enfants ? Possible.

Éric Ducournau se souvient parfaitement du jour où il est entré dans le groupe Pierre Fabre : le 2 janvier 2000. Il nous accueille sur le site Peraudel, construit en 1964. Il jouxte le « châ-



« Ranger son bureau, c'est ranger sa tête », affirme Éric Ducournau, qui a pris la direction du Groupe Pierre Fabre en 2018. LAURENT GALAUP

teau » de Peraudel, le premier siège que Pierre Fabre avait acheté pour son entreprise. Les deux bâtiments – l'ancien et le moderne – sont reliés par un couloir en verre. « Mon premier poste était celui de chef de cabinet de M. Fabre, glis-

se Éric Ducournau, dont le sourire et certaines expressions rappellent l'actuel François Chuzet. Cela a duré quatre ans. Puis j'ai pris différentes fonctions dans l'entreprise avant d'en prendre la direction générale il y a quasi six ans. »

Il nous accueille au troisième et dernier étage de ce bâtiment dû à l'architecte Roger Taillibert. Celui-ci en a dessiné plusieurs pour l'entreprise – dont l'hôtel d'Avène, l'une des marques phares du groupe. On lui doit aussi... le Parc des Princes. C'est justement la vue du bureau d'Éric Ducournau : un stade de rugby, celui du Castres Olympique – club dont est propriétaire le groupe Pierre Fabre. Le nom du stade ? Pierre-Fabre, évidemment. « Même si le stade, lui, ne nous appartient pas », précise Éric Ducournau, en posant les mains sur son bureau, situé dans une grande pièce ouverte qui jouxte une grande salle de réunion aux parois de verre.

Lutte contre le présentéisme

Le plan de travail, surveillé, est agrémenté d'une chaise haute sur laquelle le dirigeant s'appuie de temps à autre. « Je ne tiens pas en place lorsque je suis assis, précise celui dont le bureau est toujours impeccablement rangé. Ranger son bureau, c'est ranger sa tête. » Ce dirigeant qui « arrive partout » à 7 heures du matin fait de la lutte contre le présentéisme une affaire personnelle : il ne quitte ja-

mais – ou rarement – le bureau après 18 heures. Une façon d'encourager les 200 collaborateurs – il y en a environ 10 000 dans le monde – à ne pas rester tard au bureau simplement pour faire de la figuration.

Si Éric Ducournau vit à Toulouse – à une heure de route –, il adore Castres, cette ville où « tout le monde vit ensemble », cols bleus comme cols blancs. Ils fréquentent les mêmes endroits, font leurs courses dans les mêmes enseignes. Il se plaît dans cette ville et dans ce bureau, qu'il a rejoint il y a tout juste un an. Avant cela, il occupait avec quelques collaborateurs La Michonne, une immense maison de style néo-basque – située à dix minutes de voiture – avec son parc de 4 hectares, ses écuries et une piscine de style hollywoodien. « Nous étions totalement isolés. Déménager nous a libérés », assure-t-il. Une libération qui va bientôt se répéter puisque le groupe est en train de construire un siège flamboyant neuf, ultramoderne et totalement autonome afin de réunir toutes ses équipes dispersées sur différents sites. Déménagement dans un peu plus d'un an. ■



UN AUTRE REGARD

ANNE DE GUIGNÉ

TikTok, symbole des malheurs de l'Occident

Cheval de Troie de l'espionnage chinois, levier d'abrutissement et d'addiction de la jeunesse. Depuis des mois, les critiques pleuvent en Occident sur le réseau social TikTok. Autorités, Parlements, Commission... Partout, les enquêtes se multiplient afin de documenter les potentielles nuisances de la plateforme et de son célèbre algorithme. Dans un climat de tension géopolitique croissant, les réponses se font aussi de plus en plus musclées. Aux États-Unis, Joe Biden a donné neuf mois au groupe pour rompre les amarres avec sa maison mère chinoise, ByteDance. La Commission et le Parlement européens ont interdit l'installation de l'application sur tous les appareils professionnels de leurs personnels.

L'accusant de participer à la propagation des émeutes en Nouvelle-Calédonie, Paris a, de son côté, suspendu l'utilisation de la plateforme sur l'archipel. Ces décisions sont vivement contestées. Le Conseil d'État français a été saisi par des particuliers et des associations, dont la Ligue des droits de l'homme. Le juge du Conseil a toutefois donné raison à l'exécutif « dans un contexte où tous les autres réseaux sociaux et médias presse, TV et radio restent accessibles, et parce que ce blocage temporaire vise à contribuer au rétablissement de la sécurité sur l'archipel ». Aux États-Unis, les ONG et des intellectuels rejoignent les avocats de TikTok pour dénoncer la loi promulguée par Biden qui violerait la liberté d'expression de ses 170 millions d'utilisateurs, garantie par le premier amendement de la Constitution américaine.

Voté fin avril, le texte baptisé sans langue de bois *Protecting Americans From Foreign Adversary Controlled Applications Act* (« loi pour protéger les Américains d'applications contrôlées par des adversaires étrangers ») exige en effet que ByteDance cède ses actifs américains à un actionnaire agréé par Washington sous peine de bannissement. Le géant chinois de la tech assure préférer perdre son premier marché que vendre sa filiale et saisi la justice américaine. Des années de procédure, qui retarderont d'autant l'éventuelle application de la loi, sont attendues.

Le pouvoir communiste chinois ne s'embarrasse pas de telles arguties. Pékin a tout simplement bloqué de nombreux sites et applications étrangers (ou pour être plus précis américains) : Google, YouTube, X, Instagram, Facebook de crainte qu'ils n'exercent une influence délétère sur leur population. Les réseaux natio-

naux sont aussi encadrés d'une main de fer. Autrefois, en Europe, les autorités censuraient tout aussi spontanément les contenus jugés déviant. Pour aider Don Quichotte à se libérer de ses rêves de chevalerie errante, le curé du village brûle la centaine de livres responsables des dérèglements de l'Idalgo. Les opposants politiques se sont vus, aussi durant des siècles, tant bien que mal, réduits au silence.

Avec la séparation des pouvoirs, les démocraties libérales ont mis un terme à ces expédients. La concurrence expansionniste des États autoritaires vient fragiliser cette construction. Les États de droit tâtonnent depuis pour trouver le juste niveau de régulation, qui leur permettra de défendre leurs intérêts sans se renier. Cette tension caractérise aussi bien le domaine des relations commerciales que le pilotage de la transition écologique. Alors que Pékin impose un calendrier serré de transformation, les États occidentaux ne peuvent infliger de telles contraintes à leurs populations sans s'appuyer sur un large consensus. Consensus qui fait depuis deux ans défaut ; d'où les attermoissements en Europe, sans même parler des États-Unis, sur ces enjeux.

Les États de droit tâtonnent pour trouver le juste niveau de régulation, qui leur permettra de défendre leurs intérêts sans se renier

Les démocraties se trouvent ainsi renvoyées à leur talon d'Achille : la responsabilité individuelle des citoyens. C'est à cette responsabilité que fait d'ailleurs appel le psychologue social américain, Jonathan Haidt dans son dernier essai (1), qui porte justement sur la régulation du numérique. Analysant les ravages de l'usage des smartphones et des réseaux sociaux sur la santé mentale de la jeunesse, il propose, non pas à l'État mais aux parents de reprendre en main la situation. Ses préconisations peuvent sembler simplistes - pas de smartphones avant l'âge de 14 ans, pas de réseaux sociaux avant 16 ans, interdiction des téléphones à l'école, davantage de jeux non supervisés et d'indépendance pour les enfants -, elles ont le mérite de proposer un code de conduite collectif et, au final, la seule voie de régulation possible pour les sociétés démocratiques. ■

(1) Jonathan Haidt, *The Anxious Generation* (Penguin Random House), 2024. Pas encore traduit en français



LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

Pourquoi les petits pays réussissent mieux que les grands dans l'Union européenne

Par leur taille, quatre nations dominent l'Europe des Vingt-Sept et ses 448 millions de citoyens amenés à élire le Parlement le 9 juin. L'Allemagne, forte de ses 84,36 millions d'habitants, pèse pour 24,2% du PIB de l'Union européenne et en est le leader naturel ; la France vient en deuxième position pour sa population (68,1 millions) et sa quote-part de 16,5% au PIB européen ; l'Italie arrive en troisième (58,8 millions et 12,3% du PIB), puis l'Espagne (48,1 millions et 8,6% du PIB).

Cette suprématie des « quatre grands », comme on a coutume de les désigner, est en réalité trompeuse, car elle ne rend pas compte des véritables performances individuelles. Ainsi, les Autrichiens, neuf fois moins nombreux que les Allemands, se révèlent-ils bien plus efficaces que leurs cousins germains, affichant un PIB par habitant supérieur de 7%, selon les chiffres d'Eurostat. De même les 11,8 millions de Belges sont en moyenne 16% plus productifs que les Français. Plus surprenant, les Maltais, entrés il y a tout juste vingt ans dans l'Union européenne (UE), dépassent désormais de 8% le niveau de vie des Italiens, l'un des six pays fondateurs de l'UE. Tout comme les Tchèques, arrivés en 2004, devançant aujourd'hui de 2,2% les Espagnols alors qu'ils étaient plus pauvres de 8% il y a dix ans.

Loin d'être un bloc figé, le Vieux Continent, qui se targue d'être le premier marché de consommation au monde, vit des changements de fortune spectaculaires en son sein. Cela tient d'abord au rattrapage rapide des nouveaux venus dans l'UE. « Les gains de PIB réel décollant du commerce sont nettement plus importants pour les petites économies, plus ouvertes, et pour les Peco (Pays de l'Europe centrale et orientale) », reconnaissent les économistes de la Direction du Trésor français dans une note de mars 2024, célébrant le 20^e anniversaire de l'accueil historique de dix nouveaux États venus de l'Est et du Sud en 2004).

Autre phénomène, plus fondamental encore, le fonctionnement même des institutions européennes, le marché unique de 1992 et l'euro créé en 1999, mais aussi l'organisation politique de l'UE s'avèrent très favorables aux petits pays. Car derrière la bande des quatre grands, et à l'exception de la Pologne, poids lourd démographique (36,8 millions), de la Roumanie et des Pays-Bas (plus de 18 millions chacun), tous les autres États sont en dessous de la barre des 12 millions d'habitants, la plupart en ayant moins de 6 millions. Or ce sont les plus prospères, selon le classement d'Eurostat.

Alors que la France arrive au 11^e rang, juste dans la moyenne européenne des

PIB par habitant (niveau 101 sur une base 100), et l'Allemagne en 8^e position, les petits font la course en tête. Ils sont emmenés par le Luxembourg et l'Irlande, pratiquement hors compétition avec des niveaux plus du double de l'Allemagne et près de quatre fois celui des Bulgares, les plus pauvres du continent.

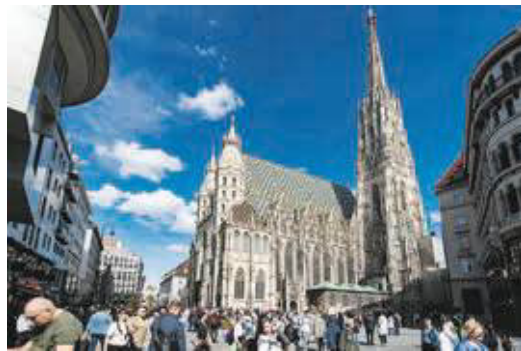
« Too small to fail »

Loin d'être un handicap, la petite taille constitue un atout à maints égards. Les institutions accordent une surreprésentation aux petits pays toujours prêts à agiter le chiffon rouge du « directoire des grandes nations ». Le mode d'élection au Parlement est à « la proportionnalité dégressive », moyennant quoi les 542 000 Maltais envoient six députés à Bruxelles (un pour 90 333), quand les 84,4 millions d'Allemands en élisent 96 (un pour 879 166). Au Conseil européen des chefs d'État ou de gouvernement, chacun dispose d'un droit de veto pour les votes à l'unanimité (fiscalité et affaires étrangères, entre autres), ce dont le premier ministre hongrois, Viktor Orban, ne se prive pas. À la Banque centrale européenne (BCE), seule institution fédérale de l'Europe, chaque gouverneur d'une banque centrale nationale qui siège au conseil de la BCE, a le même droit de vote, indépendamment de la taille de son pays.

À l'évidence, une petite économie est plus vulnérable aux chocs extérieurs, comme cela s'est encore vérifié en 2022 avec la flambée d'inflation, particulièrement virulente dans les pays Baltes. Mais « la vulnérabilité des petits face aux conditions internationales peut s'avérer être une chance. La faiblesse de leur propre marché interne oblige les industries à gagner des parts de marché à l'export, notamment en mettant en œuvre des modes de production plus efficaces », souli-

gne l'économiste Olfa Alouini dans une étude de l'OFCE (« Taille des pays, performance économique et économie politique de la zone euro »). À cet égard, le marché unique européen favorise la formation de champions nationaux qui, sinon, auraient été bridés dans leurs frontières nationales. D'où l'émergence du géant des télécoms Nokia en Finlande, du constructeur automobile Dacia en Roumanie, qui a sorti le pays de son marasme économique, et plus récemment le laboratoire danois Novo Nordisk (produits contre l'obésité et le diabète) dont la valorisation boursière dépasse le PIB du Danemark.

« Too small to fail » (trop petit pour faire faillite) : par cette formule, le consultant suisse James Breiding explique que les petits pays surperforment les plus grands parce que, s'ils échouaient, ils disparaîtraient corps et âme. Ils sont condamnés à une forme d'excellence : la Finlande à l'un des meilleurs systèmes d'éducation au monde, le Danemark est à l'avant point pour les énergies renouvelables, l'Irlande a attiré les Gafam et la Big Pharma américaine sur son île fut-ce au prix d'un dumping fiscal, tout comme le Luxembourg a fait sa fortune en captant l'épargne européenne au risque d'apparaître comme un paradis fiscal. En même temps, ces petits pays se montrent les plus respectueux des règles européennes auxquelles ils sont redevables, celles du libre-échange du grand marché et des équilibres budgétaires défendus bec et ongles par les quatre « pays frugaux ». Cette association informelle réunit Autriche, Danemark, Suède et Pays-Bas, dont la bonne tenue des comptes publics n'a d'égal que la prospérité. Une vision de l'Europe aux antipodes des « grands discours de la Sorbonne » du professeur Macron. ■



L'Autriche (ici, Vienne) compte neuf fois moins d'habitants que l'Allemagne et affiche un PIB par habitant supérieur de 7%, d'après Eurostat.

LIVRES & IDÉES

Petit guide pour transformer le monde grâce à son épargne

« Que faire de son argent ? » C'est avec cette question simple que s'ouvre le dernier essai de Pierre de Lauzun - *Épargner en vue du bien commun*. L'investissement éthique (Boleine, 2024) - avant d'entraîner pas à pas le lecteur vers une réflexion de fond sur le sens de l'économie. Ce petit livre, écrit avec précision, fera le bonheur des épargnants qui s'interrogent sur l'impact de leurs choix financiers et ne veulent pas se contenter des explications rapides de leur banquier sur les caractères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) des placements qu'il peut leur proposer.

Lauzun ne s'adresse pas aux grandes fortunes, mais à tout particulier disposant d'une petite somme à placer et, surtout, d'un peu de temps pour comprendre les enjeux de leurs choix. Pédagogique, son essai fera même office

de cours de rattrapage à ceux qui avaient jusqu'ici renoncé à comprendre quoi que ce soit aux rouages financiers. L'épargne revêt deux dimensions, rappelle ainsi l'auteur, longtemps directeur général délégué de la fédération



PIERRE DE LAUZUN
ÉPARGNER EN VUE DU BIEN COMMUN.
L'investissement éthique Boleine

française bancaire : « Vu de notre côté, ce sera un souci de fructification et de disponibilité en temps utile ; vu du côté de la société, ce sera une mise à disposition de moyens financiers qui nourriront l'investissement. »



Trois types d'investissement s'offrent à l'épargnant : les objets, dont les métaux précieux comme l'or, l'immobilier et les actifs financiers. Pierre de Lauzun se concentre sur cette troisième grande

de famille, qui recouvre les instruments de dette ou de fonds propres. Prenant par la main son lecteur, l'auteur haut fonctionnaire présente ces différentes classes, les instruments cotés et non cotés, tout comme les méthodes utilisées traditionnellement pour investir, mais aussi les ressorts de l'approche ESG.

Pistes pratiques

Lauzun entend dépasser les critères ESG (qui recommandent d'éviter d'investir dans des entreprises contrevenant à différents corpus de règles), afin d'interroger au cœur de sa réflexion éthique la question des parts prenantes de l'entreprise, mais aussi « l'orientation même de l'entreprise, qui se joue au niveau de la structuration de l'actionariat et de sa composition, ce que l'approche ESG ne traite pas ». Selon l'auteur, l'ESG reste, en effet, « sur la périphérie de ce qu'est l'entreprise pour lui imposer des normes

(...) un peu trop externes. Alors que dans le fond la vraie question est : qu'est-ce que nous voulons que cette entreprise soit, et devienne ? »

Sur cette question essentielle de l'actionariat, Pierre de Lauzun propose quelques pistes pratiques (suppression des droits de votes des actionnaires de courte durée, découragement de certains OPA...) qui permettront de privilégier la détention de long terme. Au sujet de la rémunération des patrons, Lauzun suggère la aussi de corréler au maximum les rémunérations sur les performances de long terme. À cette fin, il recommande que les dirigeants placent leurs bonus dans l'entreprise, sous forme d'actions ou encore d'exclure « autant que possible toute indexation permettant que l'intéressement s'emballerait sans lien avec la réalité ». Charge aux épargnants de privilégier les entreprises s'orientant en ce sens. ■

A. DE G.

Claudia Cohen

Des ouvrages commencent à être traduits à l'aide de ces technologies, au détriment d'une partie des professionnels.

« **L**e téléphone a commencé à moins sonner, puis les deux maisons avec qui j'ai l'habitude de travailler m'ont tout simplement annoncé qu'elles préféraient se tourner vers des solutions d'intelligence artificielle, faute de moyens », confie Capucine au Figaro. Cette jeune traductrice de livres pratiques, d'ouvrages de développement personnel ou occasionnellement de biographies de stars, n'est pas la seule à être précipitée du jour au lendemain dans un cauchemar où son « emploi a été volé par une intelligence artificielle (IA) générative ». « C'est la deuxième maison en quatre mois qui me propose des contrats au rabais, en troquant mon statut d'auteur pour celui de prestataire de services », témoigne de son côté Arthur. « On me demande désormais d'éditer à la marge des textes, qui ont préalablement été traduits par une machine », précise ce quarantenaire, dépité.

Le tabou règne ces dernières semaines au sein des maisons d'édition face au grand déclin des ventes de livres. Certains éditeurs découvrent l'art de l'ambivalence, pris entre le devoir de défendre la valeur et le prestige associés aux métiers de la traduction comme de l'interprétation vocale, et la tentation d'expérimenter des technologies d'IA toujours plus performantes. Dans l'espoir de réaliser quelques économies... « Il n'y a aucune raison que l'édition vive dans une réserve alors que l'intelligence artificielle finira par être utilisée dans tous les secteurs », commente Renaud Lefebvre, directeur général du syndicat national de l'édition (SNE).

« C'est la deuxième maison en quatre mois qui me propose des contrats au rabais, en troquant mon statut d'auteur pour celui de prestataire de services. On me demande désormais d'éditer à la marge des textes, qui ont préalablement été traduits par une machine »

Arthur Traducteur

Pour un roman de 400 feuillets nécessitant cinq à six mois de travail, un traducteur littéraire peut toucher jusqu'à 10 000 euros brut. Si l'a-valoir est couvert et que les ventes surpassent les attentes, il percevra également une commission de 1 % sur chaque livre supplémentaire écoulé. « Dans les traductions littéraires, l'utilisation de l'intelligence artificielle n'est pas envisageable », tranche Anne Michel, à la tête du département étranger chez Albin Michel. « Peut-on imaginer Tolstoï ou Dostoïevski sans Constance Garnett ? », glisse de son côté Nicolas Docao, directeur de la stratégie du groupe Hachette Livre. Les deux professionnels mettent en avant le talent créatif, la subjectivité humaine, le fastidieux travail de recherche, d'interprétation ainsi que les nombreuses connaissances nécessaires pour traduire de la littérature, en plus d'une maîtrise parfaite de la langue. « Dans les contrats rédigés par les maisons d'édition anglo-saxonnes, il est désormais demandé très spécifiquement, depuis plus de six mois, que les traductions soient faites par des humains et non par la machine », raconte Anne Michel. « Il peut être demandé au traducteur dans son contrat d'informer la maison d'édition s'il venait à travailler avec une machine », explique Olivier Mannoni, grand traducteur de l'allemand et fondateur de l'École de traduction littéraire (ETL). De son côté, l'Association des traducteurs littéraires de France (ATLF) espère prochainement obtenir



Dans l'univers du livre audio notamment, la tentation d'industrialiser les pratiques en se passant de narrateur humain se développe chez les éditeurs.

Traducteurs, doubleurs... Ces métiers que l'IA a déjà remplacés dans le monde de l'édition

l'ajout systématique d'une clause dans les contrats garantissant que l'IA ne sera pas utilisée par la maison pour une pré-traduction.

Si la littérature, qui représente moins de 10 % de la production éditoriale en France chaque année, semble pour l'instant préservée, des maisons commencent à se tourner vers des outils de traduction comme DeepL, valorisée 2 milliards de dollars, pour des ouvrages où la traduction laisse moins de place à l'interprétation... « À ce stade, il n'y a ni expérimentation ou projet chez Hachette concernant la traduction de nos ouvrages à l'aide de l'IA », assure Nicolas Docao. Contactés, de nombreux éditeurs n'ont pas répondu à nos sollicitations.

D'autres maisons tricolores ne cachent pas succomber aux pressions de la technologie. Le magnat des BD, Média-Participations (Dupuis, Dargaud, Le Lombard), a, par exemple, intégré l'innovation de Geo Comix. En quelques clics, cette dernière traduit des textes en plusieurs langues et les intègre dans des bulles adaptées. De quoi faciliter également les cessions de droits à l'étranger...

Sur le marché du webtoon, ces BD numériques pensées pour les smartphones, l'hécatombe est déjà là pour les traducteurs. « Des acteurs optent pour des traductions de moins bonne qualité mais à bas coûts, confie un professionnel. On s'est vu détaché avec quelques-uns de mes collègues de projets d'une semaine à l'autre. » « Il est plus facile de sacrifier un peu la qualité d'une traduction, dans un univers où l'image est aussi importante que le texte... D'autant qu'une partie des lecteurs de webtoon, qui ont eu souvent l'habitude de se tourner vers des contenus de BD piratés, sont moins exigeants », estime de son côté un cadre français d'un grand groupe coréen, qui préfère garder l'anonymat.

Timidement, certaines facultés se préparent à cette nouvelle réalité. En Suisse, par exemple, des professeurs introduisent des cours de post-édition, qui enseignent aux élèves comment retravailler des textes traduits automatiquement par l'IA.

Dans l'univers du livre audio, la tentation d'industrialiser les pratiques en se passant de narrateur humain est également présente chez les éditeurs. Le deuxième groupe d'édition du monde, HarperCollins, vient d'officialiser son partenariat avec la start-up de clonage de voix, ElevenLabs, afin d'élargir son catalogue en langues étrangères à un coût réduit. Cette start-up, qui a levé 80 millions de dollars en début d'année, a déjà approché une poignée d'éditeurs français. Sur le marché suédois, où le livre audio jouit d'une très forte popularité, Storytel offre depuis le mois de mars la possibilité aux abonnés de son service de choisir parmi plusieurs voix synthétiques, en plus de la voix de narration habituelle d'un comédien.

« Que ce soit pour les livres audio, le domaine du cinéma, celui du documentaire ou de la publicité... Nous avons très vite compris que l'interprétation et le doublage allaient être menacés par l'IA »

Stephan Kalb Producteur et doubleur

Parmi les start-up de l'IA, la société britannique DeepZen promet de son côté aux éditeurs de diviser par dix le temps de production d'un livre audio, et par quatre le coût de conception. Pour produire la version audio d'un ouvrage de 250 pages, environ dix heures d'enregistrement en studio avec un comédien sont d'ordinaire nécessaires. Ces dernières étant généralement réparties en trois demi-journées de travail, auxquelles s'ajoute ensuite le temps dédié au montage et au mixage. Interrogé, DeepZen explique puiser dans une base qu'elle a créée en enregistrant les voix de plusieurs acteurs, à qui l'on a demandé d'exprimer une palette d'émotions différentes. « Nous avons signé un accord de licence avec toutes les voix que nous utilisons », assure son directeur général, Taylan Ka-

mis. Nous versons des royalties à chaque fois que nous utilisons la voix pour un projet », précise-t-il.

Dans le giron d'Amazon, Audible propose déjà plus de 40 000 livres audio dont les voix sont générées par IA. Si ce service n'est mis à disposition pour l'heure qu'aux auteurs qui s'autoéditent sur la plateforme, le géant espère aussi séduire des maisons d'édition. « Pour que les voix des livres audios ne soient pas volées, les éditeurs demandent à leurs partenaires de prendre des dispositions afin que les contenus ne soient pas destinés à nourrir une IA », explique Laure Saget, présidente de la commission Livre audio du SNE. Cela peut être inclus sous forme de clause dans les contrats depuis huit mois maintenant. »

Face à la multiplication des initiatives, les professionnels de la voix s'inquiètent aujourd'hui pour leur avenir. « Que ce soit pour les livres audio, le domaine du cinéma, celui du documentaire ou de la publicité... Nous avons très vite compris que l'interprétation et le doublage allaient être menacés par l'IA », explique le producteur et doubleur Stephan Kalb, membre du bureau de l'association Les Voix et porte-parole de la fédération United Voice Artists. « D'autant que des entreprises technologiques ont moissonné depuis très longtemps de façon pirate une pluie de données de voix », abonde-t-il. L'association française Les Voix espère obtenir un rendez-vous dans les prochains jours avec la ministre de la Culture, Rachida Dati.

« L'interprétation pour la littérature sera préservée, anticipe Renaud Lefebvre. Mais s'il s'agit d'écouter un ouvrage pratique ou de développement personnel dans la voiture, l'utilisation de l'intelligence artificielle pourrait représenter une opportunité pour les éditeurs et ne pas gêner les auditeurs. » « Notre travail sera plutôt de faire en sorte que les livres audio interprétés par des voix humaines soient bien identifiés comme tels aux yeux du public, par rapport à ceux générés à partir d'IA. Nous réfléchissons actuellement à la création d'un label "Interprétation humaine" », explique de son côté Laure Saget.

Désormais, une question agite le secteur : l'utilisation de l'IA dans le livre audio se substituera-t-elle au travail des comédiens, ou ouvrira-t-elle simplement le champ des possibles pour certains types d'ouvrages (sciences humaines, livre de marketing, nouvelles collections) qui n'auraient autrement pas été produits en audio ? Seul l'avenir le dira... Demain, les maisons pourraient également exploiter les technologies de clonage de voix pour faire lire aux auteurs leur propre ouvrage. « Nous sommes dans un moment pivot. C'est inévitable que des emplois soient décimés dans les prochains mois, estime Stephan Kalb. Les doubleurs attendent de voir, ils feront autre chose dès qu'ils n'auront plus de travail... En se tournant peut-être un peu plus vers le spectacle vivant. »

« Il y a en tout cas un besoin de transparence de toutes les parties dans les contrats concernant l'usage de l'intelligence artificielle »

Renaud Lefebvre Directeur général du syndicat national de l'édition

Les professionnels de la voix comme les traducteurs espèrent en tout cas voir émerger en France, au cours des prochains mois, une doctrine commune face à l'IA. « Je ne crois pas en une stratégie de prohibition. Je ne vois pas comment et pourquoi le SNE serait en position de proscrire des usages, son rôle est davantage de travailler à l'élaboration de bonnes pratiques, glisse Renaud Lefebvre. Il y a en tout cas un besoin de transparence de toutes les parties dans les contrats concernant l'usage de l'IA », conclut-il.

En attendant, les premières actions en justice menées par des maisons d'édition contre les géants de l'IA devraient voir très prochainement le jour, selon nos informations. Les éditeurs soupçonnent ces entreprises de la tech d'avoir utilisé illégalement des corpus piratés pour nourrir leur vaste modèle de langage. ■



LE NOUVEAU LUXE CONTEMPORAIN

*Découvrez le nouveau F
demain avec votre quotidien Le Figaro*

LE FIGARO et vous



HIGH-TECH
SON ET LUMIÈRE AU JARDIN
AVEC DES ÉCLAIRAGES
ET DES ENCEINTES CONNECTÉES
PAGE 33



STYLE
RENCONTRE AVEC LE TRIO
DE TRENTENAIRES QUI RÉINVENTE
LE MAQUILLAGE DE CHANEL
PAGE 32



Les réalisateurs George Lucas et Sean Baker, samedi soir, lors de la cérémonie de clôture du Festival de Cannes.

Sean Baker reçoit une palme d'or méritée pour « Anora », mais le reste des trophées de la 77^e manifestation laisse les festivaliers sur leur faim. Récit. PAGES 30 ET 31

Cannes 2024 : un palmarès trop consensuel

PHILIPS CHANEL VALÉRY KACHE/ATP

Les derniers trésors de La Hune aux enchères

Béatrice de Rochebouët

Ce qui reste de la librairie-galerie, haut lieu des artistes créé par le couple Gheerbrant, est mis aux enchères, les 30 et 31 mai, à Bruxelles.

Au cœur de Saint-Germain-des-Près, La Hune était une librairie emblématique, assurément l'une des plus courues du Tout-Paris, autant qu'une galerie d'avant-garde où l'on venait rencontrer les artistes célèbres de l'époque qui exposaient et vendaient leurs œuvres. On y vit les premières gravures de Hartung, Schneider, Germaine Richier, Singier, Soulages ou Alechinsky, souvent devenus au fil des ans des amis intimes. Derrière la réussite de ce grand cabinet de curiosités ouvert sur la rue : un couple, Bernard Gheerbrant et sa femme, Jacqueline, asso-

ciés depuis leurs débuts, fin 1944, au 12, rue Monsieur-le-Prince (ouvrages généralistes au rez-de-chaussée et ceux de bibliophilie à l'étage avec gravures et œuvres originales), avant de déménager en 1949, au 170, boulevard Saint-Germain, entre le Flore et Les Deux Magots, en suivant la même formule.

« Une adresse mythique »

Ils avaient donné à cet espace - devenu historique pour y avoir montré notamment les collages de Pablo Picasso, Joan Miró, Man Ray, Max Ernst, sous le titre d'Aragon « La peinture

au défi » en 1954 - ce nom emblématique de La Hune parce qu'il était situé à l'angle de deux rues (avec celle Casimir-Delavigne) et évoquait une proue de navire par son escalier intérieur en forme de mât de hune. Ce qui reste du fonds de la galerie devenu naturellement leur collection (le stock d'estampes a été vendu en 2005 par Calmels Cohen, à Drouot) et avec lequel ils vivaient dans leur appartement de la rue Guisarde à Saint-Germain est vendu les 30 et 31 mai, à la Librairie-Galerie des Éléphants, aussi maison de ventes aux enchères à Bruxelles.

« C'est le fils du couple. Bernard est mort en 2011 et Jacque-

line Lemunier en 2017, qui m'a confié cet ensemble de quelque 423 lots, explique son propriétaire, Benjamin Pitchal. Une partie des archives a déjà été cédée au Centre Pompidou en 1988, au moment d'une exposition reconstituant ce lieu mythique, puis complétée par une donation en 2012 de leur fils Denis Gheerbrant. Cette vente est l'épilogue d'une incroyable aventure qui a marqué le XX^e siècle. » La suite, pour le moins mouvementée et confuse, a abouti à la fermeture de La Hune. « En 1975, La Hune se scinde en deux et l'activité de galerie déménage rue de l'Abbaye, l'espace du boulevard

Saint-Germain se retrouvant alors consacré aux livres, explique Benjamin Pitchal. En 1980, la librairie est acquise par Flammarion, tandis que la galerie est conservée par le couple. Onze ans plus tard, celle-ci est vendue, puis ferme en 2006. En 2012, le local est cédé à Louis Vuitton, et la librairie déménage à l'angle de la rue Bonaparte et de la rue de l'Abbaye. En 2015, elle ferme ses portes, et le groupe YellowKorner rachète le nom de La Hune, suite à un coût prohibitif du bail ajouté à la baisse constante du chiffre d'affaires. »

Il y a plein de pépites à découvrir que ne manqueront

pas les amateurs avertis au fil du catalogue. Au milieu d'éditions illustrées ou d'autres avec des envois autographes : un Portrait de Jean Arp par Hans Bellmer de 1957, merveilleuse huile et crayon gras sur papier froissé, appliqué sur bois (80 000 à 120 000 euros) et une gouache et encre sur papier, Chevalier de faim et de soif, par Jean Dubuffet, de 1951 (60 000 à 80 000 euros). Ou encore une eau-forte et aquatinte de Soulages (18 000 à 25 000 euros, la numéro 1/100) rappelant que La Hune était aussi un haut lieu de l'estampe, que les Gheerbrant collectionnaient aussi. ■

Éric Neuhoff

Si la récompense est méritée pour « Anora », les autres sont à l'image du festival : un tableau bancal, timide et consensuel.

Le pire était à craindre. Dès le premier discours, il fut question de cessez-le-feu et de libération des otages à Gaza. La politique n'avait pas traîné à s'inviter sous les projecteurs du Grand Théâtre Lumière. Il est toujours assez gênant d'entendre des robes du soir et des smokings parler de la souffrance des autres. Détail cocasse : le court-métrage couronné s'intitulait *The Man Who Could Not Remain Silent*, leçon qu'auraient pu méditer certains participants. Les mots « amour », « empathie », « courage » résonnaient sous le plafond. C'était touchant. Camille Cottin menait la danse avec l'autorité, la sobriété d'une maîtresse d'école dont on sait qu'on ne la retrouvera pas à la rentrée. Elle avait fort à faire. Comme s'il n'y avait déjà pas assez de récompenses comme ça, on ne comptait plus les mentions spéciales, les prix qui ne l'étaient pas moins. Cela faisait beaucoup.

Cannes revêtait ses allures de préau d'école, un jour de fin d'année, avec des lauréats s'évertuant à jouer les originaux, comme s'ils étaient à un meeting de la Mutualité

Il fallait être Paolo Sorrentino, éternel mouton noir du festival, pour réussir à repartir bredouille avec son superbe *Parthenope*. Le scénario de *The Substance* fut salué. Coralie Fargeat y dépeint la descente aux enfers d'une actrice reconvertie dans le fitness utilisant un protocole lui permettant de générer un double d'elle-même en plus jeune et plus beau. La réalisatrice évoqua « l'expérience des femmes dans le monde » et en appela à une révolution. Dans un bel élan, elle annonça que les films pouvaient changer le monde.

Le prix d'interprétation féminine échut aux protagonistes d'*Emilia Pérez*. Le contraire eût été étonnant. Au micro, l'actrice transgenre Karla Sofia Gascon fut lyrique et termina ses propos par « Vive la France ! Vive Cannes ! ». Jesse Plemons, sorte de frère caché de Matt Damon, était aux abonnés absents. Son attaché de presse lut un message laconique de l'acteur qui s'illustre dans le très torturé *Kinds of Kindness*, de Yorgos Lanthimos.

En annonçant le prix spécial du jury, Nadine Labaki n'oublia pas « les milliers d'enfants qui meurent sous les bombes dans leur sommeil ». Mohammad Rasoulof, dont *Les Graines du figuier sauvage* décrit l'implosion d'une famille à Téhéran, rappela avec dignité que son pays vivait sous le joug de la dictature des mollahs (*lire ci-dessous*). Standing ovation de rigueur. Miguel Gomes reçut le prix de la mise en scène pour *Grand tour*, lente mélodie en noir et blanc où un diplomate fuit sa fiancée à travers tout le continent asiatique. Certains auraient préféré que le choix se porte sur *The Apprentice*, d'Ali Abbasi, tableau réussi des débuts de Donald Trump sous la houlette de son mentor, l'avocat Roy Cohn.

Jacques Audiard, avec son borsalino, accepta de bonne grâce le prix du jury, en se fendant d'un brin d'humour. *All We Imagine As Light*, de l'Indienne Payal Kapadia, se vit attribuer le grand prix. Standing ovation également pour ces trois infirmières de Bombay à la solidarité exemplaire. « Waah ! », s'exclama la cinéaste, puis de conclure : « N'attendez pas trop pour inviter un autre film indien. »

Le morceau de roi était à venir. Francis Ford Coppola remit une palme d'or d'honneur à son complice George Lucas, avec son air de Père Noël un peu triste. Le sourire du premier était à fendre les banquises. La première fois que le second est venu à Cannes, il pleuvait. Ils étaient émouvants comme tout, nos deux vieux barbus du *Muppet Show*, même s'ils avaient du mal à marcher. Le Nouvel Hollywood a du plomb dans l'ail.

Palme d'or à *Anora*, ouf ! Sean Baker, sosie du comique québécois Stéphane Rousseau, se prosterna aux pieds de George Lucas. Il tremblait de reconnaissance. « Vous avez réalisé mon rêve. » Son histoire de strip-teaseuse épousant le fils d'un oligarque russe fait l'effet d'un uppercut. L'Américain remercia son actrice qui rougissait, sa mère, qui n'était pas là, son épouse qui était en larmes. L'homme se crut évidemment obligé de dédier sa médaille « à toutes les travailleuses du sexe ». Elles n'en demandaient sans doute pas tant. Cannes revêtait ses allures de préau d'école, un jour de fin d'année, avec des lauréats s'évertuant à jouer les originaux, comme s'ils étaient à un meeting de la Mutualité. Cours, camarade, le cinéma est derrière toi. ■



Cannes 2024 : la palme d'or sauve le reste du palmarès

Sean Baker, la consécration avec « Anora »

Étienne Sorin

Un juré américain ne quitte jamais la table des délibérations avant d'être assuré qu'un Américain remporte un prix. Un juré français ne la quitte jamais avant d'être sûr qu'aucun Français ne reparte avec une distinction. On tient cette boutade de Vincent Lindon. Une chose est sûre, la présidente du jury, l'Américaine Greta Gerwig, n'a pas hésité à décerner la palme d'or à son compatriote Sean Baker. Elle n'est pas la première. Tarrantino l'a donnée à Michael Moore pour *Fahrenheit 9/11* en 2004 et Robert De Niro à Terrence Malick pour *The Tree of Life* en 2011. On n'en tiendra pas rigueur à Gerwig ni à son jury tant *Anora* a emballé les festivaliers.

Sean Baker, 53 ans, n'est pas le plus connu des cinéastes indépendants américains. Il n'a pas la notoriété d'un James Gray ni d'un Jeff Nichols. Il a au contraire pas mal ramé avant cette consécration cannoise. Son nom va désormais résonner très loin après la palme d'or décernée à un film presque inclassable tant il parvient à faire tenir tous les genres (thriller, satire, burlesque) dans une grande fuite en avant, des bas-fonds de Brooklyn aux villas de luxe. *Anora* ne ressemble à rien sinon à un remake de *Pretty Woman* par les frères Coen ou *Safdie*.

Sean Baker était presque déçu dans la foulée de la présentation d'*Anora* à Cannes. Cette rencontre entre une prostituée new-yorkaise et le fils d'un oligarque russe n'a pas créé la controverse. Il le voulait clivant, il a mis tout le monde d'accord. Les critiques comme le jury. Il

ne boude pas son plaisir ce soir et dédie sa palme « à toutes les travailleuses du sexe, passées, présentes et futures ».

Une part du rêve américain

Dans son discours, il fait aussi l'éloge de la salle de cinéma, alors qu'il a été révélé avec un film tourné entièrement avec un iPhone, *Tangerine*, en 2015. Remarqué aux festivals de Sundance et Deauville, cet ovni suit le périple de deux prostituées transgenres au cours d'une journée à Los Angeles. Son film suivant, *The Florida Project*, sur une gamine et sa mère vivant dans un motel miteux aux abords de Disney World, confirme son goût pour les marginaux et les castings sauvages – hormis Willem Dafoe, il recrute ses acteurs sur Instagram ou au supermarché.

Mohammad Rasoulof: « Si je faisais du trafic de cocaïne, j'aurais été moins embêté »

Propos recueillis par
Françoise Dargent

Les Graines du figuier sauvage était le dernier film de la compétition projeté à Cannes vendredi 24 mai. Longtemps, il n'était pas certain que Mohammad Rasoulof, 52 ans, qui a fui l'Iran le 12 mai pour échapper à la prison, puisse venir le présenter sur la Croisette. Il est arrivé finalement en fin de semaine d'Allemagne. Et a reçu samedi soir le prix spécial du jury, distinction créée sur mesure pour cet homme qui a toujours dénoncé les exactions du régime islamiste. Dans un discours d'une émotion contenue, il a remercié les membres de son équipe qui sont bloqués en Iran. « Mon peuple vit chaque jour sous un régime qui l'a pris en otage », a déclaré le réalisateur, souhaitant « saluer toutes ces jeunes femmes dont le courage sans bornes a rendu possible ce film », faisant ainsi allusion aux Iraniennes qui ont manifesté en enlevant leur voile.

Le cinéaste, qui a reçu, en 2017, le prix Un certain regard pour *Un homme intègre*, raconte dans ce nouveau long-métrage l'histoire d'une famille qui se déchire et finit par exploser au moment des émeutes populaires de 2022 à la suite à l'assassinat par la police de la jeune Mahsa Amini qui avait ôté son voile. Il met en scène Amin, un juge pieux et austère qui sombre dans la paranoïa et se met peu à peu à opprimer sa propre famille. À la fiction, le réalisateur mêle les images des vidéos tournées dans la rue lors des manifestations

qui furent durement réprimées par le pouvoir iranien. À Cannes, quelques heures avant l'annonce du palmarès, on se trouve face à un homme calme qui raconte les derniers événements mouvementés de sa vie de cinéaste iranien en exil.

LE FIGARO. – En 2020, vous n'aviez pu venir à Berlin pour recevoir l'ours d'or qui avait récompensé *Le diable n'existe pas* car vous étiez assigné dans votre pays. Aujourd'hui, vous êtes à Cannes parce que vous avez quitté clandestinement l'Iran. Pourquoi ?
MOHAMMAD RASOULOOF. – Quand je suis parti d'Iran, je n'étais pas encore sélectionné à Cannes puisque je n'avais envoyé qu'une version inachevée de mon film. Et la version finale n'était pas prête. Toute une partie de la post-production, notamment le montage, a été faite alors que j'étais en route. Je faisais ça à distance. J'ai quitté l'Iran parce que j'étais face à un dilemme, soit aller en prison pendant de longues années, soit quitter l'Iran géographiquement pour continuer dans un nouvel espace, maintenant ma caméra allumée et continuer à créer des histoires sur ce pays. Cela m'a pris vingt-huit jours et heureusement j'ai pu venir à Cannes.

Comment quitte-t-on le jour au lendemain son pays ?

C'était moins que du jour au lendemain : je suis parti en deux heures ! J'y avais déjà beaucoup pensé parce que j'étais conscient qu'après mon arrestation en 2022, j'allais cette fois en prendre pour cinq ans. J'attendais le



« Cela faisait des années que je me disais que tant que je peux faire tourner ma caméra, je resterai, mais à quoi sert un réalisateur en prison ? », questionne Mohammad Rasoulof. LOIC VENANCE/AFP

jugement. Le verdict est tombé alors que nous étions à la quatrième semaine de tournage et je me suis retrouvé face à un autre dilemme : continuer ou arrêter le tournage. J'ai vu avec mon avocat que je pouvais continuer entre ce premier jugement et l'appel et j'ai pu terminer. Pour la suite, j'avais confiance en mon monteur qui travaille à l'étranger. Je lui ai demandé de terminer ce film, quoi qu'il arrive. Cela faisait des années que je me disais que tant que je peux faire tourner ma caméra, je resterai, mais à quoi sert un réalisateur en prison ? La seule possibilité était de pouvoir continuer à créer à l'étranger. Je suis là pour raconter.

Vous avez choisi de vous réfugier en Allemagne. Pourquoi ?

J'y avais déjà vécu. Les autorités allemandes pouvaient donc me reconnaître et confirmer mon identité à partir de mes empreintes digitales. Et il se trouve que ma fille vit en Allemagne donc c'était plus simple comme cela. J'ai obtenu un passeport d'un mois en Allemagne et l'ambassade de France m'a délivré un visa pour que je puisse venir à Cannes mais comme le mois est bientôt terminé, il faut que je reparte rapidement. Je dois maintenant aller chercher de vrais papiers. Vous ne connaissez personne qui vende des passeports ? (Rires)

Comment s'est passée votre fuite ?

Dès que la condamnation a été prononcée, j'ai quitté mon domicile en deux heures. J'ai laissé tous mes appareils électroniques. On m'a mis à l'abri. J'étais en contact avec des personnes qui connaissaient des passeurs. On m'a conduit à la frontière, et à un moment j'ai pu la traverser. C'est une très longue marche. Puis je suis resté longtemps dans un village jusqu'au moment où j'ai pu être emmené dans la grande ville de ce pays frontalier où j'ai contacté le consulat allemand.

Qu'avez-vous emporté avec vous ?

Un sac à dos et on m'a donné un nouveau téléphone sans carte SIM.

À la sortie d'*Un homme intègre*, prix Un certain regard en 2017, vous racontiez au Figaro que des représentants du renseignement iranien étaient certainement à Cannes. Avez-vous peur ?

Ils sont forcément là parce qu'ils sont très curieux du film. Mais je ne pense pas qu'ils feraient ce genre de choses... Ou peut-être que si, je ne peux pas le prédire. Ils ont un caractère terroriste, la terreur peut s'exercer par les médias, de façon physique. Toutes les façons de supprimer leurs opposants sont bonnes pour eux.

Vous avez réalisé *Les Graines du figuier sauvage* de manière clandestine.

Comment s'est déroulé le tournage ? Il y avait beaucoup de pression. C'est un long-métrage de trois heures. On avait beau cravacher, on avait le senti-



Le réalisateur d'*Anora*, Sean Baker, et sa palme d'or, samedi soir, à Cannes.

Le sexe, et sa marchandisation, est le grand sujet de Sean Baker. En 2021, dans *Red Rocket*, sa première sélection à Cannes, il met en scène une star du porno jouée par Simon Rex. Anora, elle, est interprétée par l'actrice Mikey Madison. Elle n'aurait pas volé un prix d'interprétation. La comédienne de 25 ans, vue dans *Once Upon a Time in Hollywood* et *Scream*, s'est entraînée à la pole dance pendant trois mois. Mais sa performance n'est pas qu'acrobatique. Elle incarne avec une intensité folle cette Anora décidée à prendre sa part du rêve américain, quitte à se marier à Las Vegas avec un fils à papa russe, adolescent irresponsable et tête à claques. Mariage qui va provoquer la colère des parents en voyage à Moscou et l'intrusion d'un trio d'hommes de main aux allures de bras cassés.

Sean Baker a raconté ses envies précoces de cinéma et ses études à la New York University. Son entrée dans le métier est contrariée par les excès en tout genre et une addiction à l'héroïne. « J'ai perdu beaucoup de temps, a-t-il expliqué à l'AFP. C'est pourquoi quand vous regardez mes homologues, ils ont dix ans de moins que moi. Je suis passé par de sales moments. » Sean Baker a remonté la pente en montant des vidéos de mariage et des films d'entreprise avant de réaliser ses premières fictions. À Cannes, il atteint le sommet. Anora a déjà un distributeur américain prestigieux, le studio indépendant Neon, qui a distribué les quatre dernières palmes d'or aux États-Unis dont *Anatomie d'une chute*, de Justine Triet. Au tour d'Anora de partir à la conquête du monde. ■

par la République islamique »

ment de ne pas terminer. Il m'est arrivé de mettre des coups de poing rageurs sur les pages du scénario pour dire : « Une de moins ! » Professionnellement, c'était certainement l'expérience la plus dure que j'ai vécue, mais je n'avais pas le choix. Concrètement nous avons tourné les intérieurs à Téhéran. Et pour les scènes de rue, faites avec des moyens extrêmement limités, les actrices étaient tellement couvertes que personne n'aurait pu penser qu'elles pouvaient jouer dans mon film. (*Rires*). En fait, ce qui est dangereux, c'est utiliser son portable, sa carte bancaire, des choses que je ne prends jamais sur le plateau. Notre façon de faire ressemble beaucoup à celle des gangsters. Mais je pense que si je faisais du trafic de cocaïne j'aurais été moins embêté. La République islamique est moins allergique à la cocaïne qu'au cinéma.

Vous mettez en scène une famille iranienne qui implose, un schisme entre deux générations. La famille est-elle la meilleure métaphore de la société iranienne actuelle ?
Je donne à voir le patriarcat et l'accumulation des pouvoirs dans la main du père. Il y a une scène que j'aime beaucoup, celle où il attrape sa femme par les cheveux et la traîne sur le sol. Chaque fois que je regarde cette scène mon cœur s'arrête de battre parce que pour moi il y a un sens historique très fort. J'ai dit à Soheila, l'actrice qui incarne la mère : voilà nous avons imprimé cette image. Elle concentre une partie importante de l'histoire.

Pourquoi avez-vous choisi d'intégrer des vidéos tournées dans la rue ?
C'est surtout lié aux restrictions que je subissais. Je ne pouvais pas montrer ce qui se passait à l'extérieur. Je ne pouvais pas tourner ces scènes-là, même si j'en avais eu l'autorisation. Cela aurait été très dur d'obtenir cette intensité. La puissance des images documentaires est autre. Par ailleurs, je voulais montrer le biais par lequel les filles de cette famille, qui ont longtemps été sous le joug de leurs parents, prennent conscience de ce qui se passe dehors. Je voulais montrer l'importance de ces téléphones portables, de ces réseaux sociaux et ce qu'ils ont changé pour cette génération.

Iman, le père, sombre de plus en plus dans la paranoïa. Incarne-t-il le régime iranien ?
Il n'y a pas vraiment de changement dans sa paranoïa. Ce sont juste des niveaux différents. Sa violence est en lui, une violence qui vient de son fanatisme et de son entêtement dans l'idéologie. La métaphore avec le régime prend forme à mesure que l'on avance dans le film, même l'arme qu'il a perdue et qui se retrouve au cœur de l'intrigue, devient un symbole de pouvoir.

Vous avez monté les marches avec des photos de vos acteurs Missagh Zareh et Soheila Golestani qui n'ont pu venir. Ont-ils vu les photos de cette montée des marches ?
Certainement, mais je n'en dirais pas plus. ■

Le Festival d'Aix réduit la voilure

Ariane Bavelier

La manifestation va bénéficier d'un financement exceptionnel, assuré par l'État et les collectivités partenaires, pour assurer son avenir. En 2023 et 2024, son déficit s'élevait à 4,4 millions d'euros.

Nous avons traversé des mois très compliqués mais nous sommes reconnaissants et soulagés envers l'État et les collectivités locales », confiait samedi, Pierre Audi. Le directeur artistique du Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence se montrait soulagé au lendemain du conseil d'administration qui a engagé un plan pour sauver la manifestation. Le festival va bénéficier d'un « financement exceptionnel » d'urgence de 1,6 million d'euros, sous forme d'avance de fonds remboursable. Le ministère de la Culture débloquera 800 000 euros, tandis que les collectivités locales partenaires (Aix-en-Provence, la métropole Aix-Marseille, le conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur) devront avancer 200 000 euros chacune. En contrepartie, le festival s'engage à « trouver une adéquation entre les moyens budgétaires qui lui sont alloués et sa programmation artistique et culturelle, tout en mettant en place des dispositions de gouvernance pour éviter la reproduction de la situation de crise actuelle », précise un communiqué du ministère de la Culture diffusé samedi. Les modalités restent à définir, de même que le calendrier des remboursements. « Le festival de son côté apporte 800 000 euros d'un collectif de mécènes qui lui sont attachés, précise Pierre Audi. Nous avons déjà fait 1 million d'économies sur 2024, 50 % sur l'artistique liés en grande partie à l'annulation des Vêpres siciliennes et le reste sur la marche des services. »

Comme le souligne le ministère de la Culture, sur la foi de l'audit flash commandé par le festival au printemps, il y avait urgence « pour assurer l'édition 2024 et l'engagement 2025 ». L'ampleur du déficit est désormais connue. 2,2 millions pour 2023 et 2,2 millions pour 2024, même si Pierre Audi souligne que l'année 2024 « n'est pas terminée » et espère le ramener à 2 millions. « Nos fonds propres, qui avaient été abondés par la ville d'Aix en 2019 et 2020 pour 2 millions d'euros sous forme d'avance remboursable, sont aujourd'hui négatifs et nous allons nous employer à les reconstituer sur les prochaines années dans le cadre de notre plan de redressement, de manière à pouvoir honorer nos dettes vis-à-vis des pouvoirs publics aux échéances qui seront fixées, déclare Stéphanie Deporcq, administratrice déléguée du festival. Il s'agit de redresser, réduire la voilure et faire du bénéfice pour rembourser les avances qui nous sont octroyées. »

Comment en est-on arrivé là ? Pierre Audi, directeur artistique franco-libanais de l'Opéra national d'Amsterdam de 1988 à 2018, prend ses fonctions à Aix en septembre 2018. En 2019, le budget du festival est de 22 millions, dont 10 millions de subventions et 4 millions de mécénats. En 2023, le budget est de 27,5 millions dont 11 millions de sub-



Le Festival d'Aix va revenir à quatre nouvelles productions scéniques par an, comme c'était l'usage. Ci-dessus, L'Opéra de quat'sous au Théâtre de l'Archevêché, en juillet 2023. VINCENT BEAUME

ventions et 6,8 millions de mécénats. Le pouvoir de conviction de Pierre Audi et la qualité des productions proposées remplissent les salles, embellissent la billetterie, font venir la presse internationale et poussent les mécènes à mettre la main à la poche. Ils ne suffisent cependant pas à rattraper les coûts liés à l'inflation qui flambent en 2023, ni à éponger le faste de l'édition des 75 ans – neuf opéras, dont six nouvelles productions et sept orchestres invités –,

pour le festival. Mais dans une année où le ministère de la Culture voit ses crédits amputés de 204 millions d'euros, le renflouement d'Aix, où un seul de ces décors peut coûter l'équivalent de la subvention d'une petite compagnie, pourrait faire des jaloux.

« Il faut renforcer les processus de contrôle et mieux travailler en amont pour que ça ne se reproduise jamais. Et nous permettez de réagir bien plus tôt. J'ai travaillé toute ma vie en pays calviniste où on est extrêmement dur avec l'argent. Ça n'est pas mon habitude de faire des dettes. Cela fait partie de mon métier de redresser la barre et cela m'intéresse », affirme cet homme de 66 ans qui aurait pu jeter l'éponge pour continuer sa vie de metteur en scène et de directeur du Park Avenue Armory à New York. « Cependant, comme directeur artistique, je déteste gaspiller les bonnes idées. Je vais réorganiser la programmation pour l'étaler dans le temps. Nous revenons à quatre nouvelles productions scéniques par an, comme c'était l'usage à Aix, avec un Mozart et une création contemporaine. On ne touche en rien aux programmes socioéducatifs et de formation. Les pistes consistent à développer les coproductions – mais nous en avons déjà beaucoup – et donner à Aix désormais un rayonnement territorial autant qu'international. Nous étudions des productions avec les Chorégies d'Orange ou l'Opéra de Toulon. » Pas question de rogner sur la qualité du programme, Aix doit demeurer le grand événement français du monde lyrique. ■

« Nous allons nous employer à reconstituer nos fonds propres sur les prochaines années dans le cadre de notre plan de redressement, de manière à pouvoir honorer nos dettes »

Stéphanie Deporcq
Administratrice déléguée
du Festival d'Aix-en-Provence

construite quatre ans à l'avance, comme il est de règle à l'opéra, à une période où l'on pouvait croire à de nouvelles hausses du mécénat et où l'on ne devinait pas la crise économique liée à la guerre en Ukraine. « C'est une question d'ajustement. Nous avons été trop ambitieux et nous avons trop spéculé sur les recettes de mécénat », avoue Audi qui se réjouit de ce « plan de sauvetage remboursable » dans lequel il lit « bonne volonté, amour, respect et enthousiasme »



Pauline Castellani

Fin le «maquilleur maison». Avec son collectif Comètes, la marque veut réinventer le maquillage de demain à coups de pigments et de textures innovants.

On attendait avec impatience les premiers fards de ce collectif nommé il y a deux ans, façon triumvirat de la beauté. Pour le composer, le studio de création maquillage dirigée par Nathalie Lasnet a choisi des teneurs dont les univers très différents incarnent toute la diversité de la Gen Z. Soit la Française Cécile Paravina, une anticonformiste fortement influencée par le travail singulier de Serge Lutens, la Chinoise Valentina Li, remarquée pour ses expérimentations colorielles futuristes, et l'Espagnole Ammy Drammeh, aussi pointue dans la maîtrise des pigments que dans celle des textures. Une avant-garde internationale, donc chargée de faire voler en éclat le cadre très (trop ?) normatif du «make-up artist maison» habitué à livrer des looks de saison et des conseils d'application parfois écclés.

Et si chacune planche sur différents projets individuels, leur trio est pensé avant tout comme un think-tank du pigment. «Nous sommes habituées à collaborer avec des photographes, des stylistes, des coiffeurs, mais, pour ce qui est de la création, les maquilleurs travaillent seuls et partagent rarement leur vision avec d'autres», souligne Valentina Li, qui voit justement dans ce groupe l'occasion de confronter influences artistiques, inspirations et expertises. À l'évocation de ce dialogue créatif, impossible de ne pas penser au tandem Dominique Moncourtois et Heidi Morawetz, qui a fait, dès 1980 et pendant trente ans, les belles heures du maquillage Chanel. Ensemble, ils ont pensé leurs palettes de fards comme de véritables petits bijoux d'inventivité et de poésie. Des éditions éphémères attendues chaque saison et si belles que l'on osait à peine les utiliser, comme les inoubliables ombres à paupières Jeans aux poudres bleues imprimées comme la trame d'une poche en denim.

Si Moncourtois, féru d'innovation, de matières versatiles et de produits hybrides, et Morawetz, experte de la couleur, ont inventé de nouveaux gestes comme le blush en duo et les fards en camaïeu de 4 Ombres, pionniers du genre dès 1982, ils ont surtout réussi l'exploit d'imposer de nouveaux tons sur le marché : le Blanc, d'abord, un embellisseur de teint universel, et, bien sûr, le Rouge Noir, un grenat inspiré de «l'intérieur d'une cerise noire» et commercialisée en 1995 au sein d'une gamme de vernis plus conventionnels roses et beiges. Son succès aussi phénoménal qu'inattendu deviendra dès lors associé à l'allure Chanel. C'est-à-dire à une certaine simplicité malgré la

Chez Chanel, la couleur est une allure



1. Le collectif Comètes formé par Ammy Drammeh, Valentina Li et Cécile Paravina. 2. et 3. Collection Ombre Essentielle, 40 € la couleur et 46 € le mascara, disponible sur chanel.com CHANEL

préciosité des textures et des nuances. «Étymologiquement, le mot «allure» vient du verbe «aller» et il dit aussi cette idée de mouvement, de quelque chose de difficile à attraper. En ce sens, l'allure est véritablement liée à la beauté, qui, dès que l'on essaie de la définir, de la figer, de la cadrer, est moins intéressante», analyse Cécile Paravina.

Pour traduire cette allure, si insaisissable soit-elle, en couleurs, les trois

Comètes se sont donc plongées dans les archives. Derrière les vitrines où sont conservés par le service du patrimoine à Pantin fards et soins, elles ont découvert les premiers raisins à lèvres déclinés dès 1924 en trois teintes - claire, moyenne, foncée - et présentés dans un étui aux lignes Art déco en ivoire gansé de noir. Un maquillage fondateur de la vision moderne qu'avait Gabrielle Chanel d'une beauté émancipatrice, celle qui donne assurance et liberté.

«Le challenge est de créer quelque chose qui reste. Pensez au Rouge Noir : quand il est sorti, certains le trouvaient trop sombre, trop punk; aujourd'hui, il est devenu un classique et a été décliné par toutes les marques de make-up»

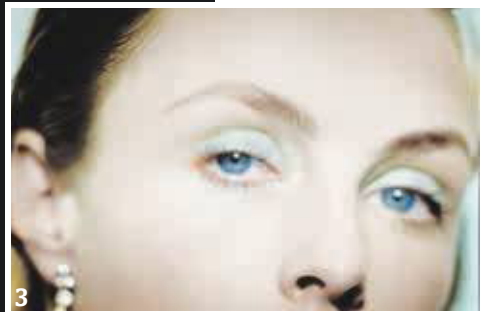
Ammy Drammeh

Les trois jeunes femmes ont pris le temps de se familiariser avec les codes chromatiques de la maison : le noir qui souligne l'essentiel, le blanc, l'or, le beige (admirablement traduit dans des produits de teint belle mine par Peter Philips, qui succédera en 2008 au duo Moncourtois-Morawetz) et le rouge, bien sûr, qui deviendra même laqué sur les paupières avec la maquilleuse Lucia Pica, arrivée, elle, en 2015. Elles ont aussi étudié les nuanciers moins fréquemment mis en avant comme le framboise, le pourpre ou le vert des différents tweeds maison. «Dans une

industrie cosmétique saturée, où de nouveaux produits vont et viennent en permanence, le patrimoine Chanel nous offre un véritable propos, reconnaît Ammy Drammeh. D'autant que le challenge est de créer quelque chose qui reste. Pensez au Rouge Noir : quand il est sorti, certains le trouvaient trop sombre, trop punk; aujourd'hui, il est devenu un classique et a été décliné par toutes les marques de make-up.»

C'est donc par la couleur que ces trois-là choisissent, dans un exercice d'équilibriste, de renouveler la grammaire du maquillage Chanel, sans jamais s'éloigner des codes fondateurs. Pour sa première collection, Cécile Paravina s'est ainsi attaquée au monochrome. Son Ombre Essentielle (à jouer à la base des cils, en halo sur les paupières, voire jusqu'aux sourcils) se décline en 14 teintes, dont un beige suédois inspiré du canapé iconique de l'appartement du 31, rue Cambon, un blanc perle évocateur des sautoirs de Mademoiselle, un brun talpa proche des vestes patinées du duc de Westminster et un rouge cuir pareil à celui qui double l'intérieur du sac 2.55. «La couleur est le moyen le plus direct d'exprimer une idée abstraite et complexe. N'en garder qu'une seule pour se maquiller, c'est s'assurer de délivrer un message encore plus percutant», dit Paravina.

Valentina Li, elle, s'est concentrée sur le bleu. Un bleu rafraîchissant de bord de mer qu'elle fait dialoguer avec les reflets irisés de coquillages et de perles (le baume à tout faire Mermaid Glow) et de ceux, plus chauds, des coraux marins rouge orangé. Quant à Ammy Drammeh, elle revisite, pour l'heure, les dégradés ensoleillés des poudres Belle Mine. Car c'est là l'une des singularités de ce collectif que de lancer, à tour de rôle et à quelques semaines d'intervalles seulement, leurs différentes lignes de fards. Une manière de repenser la temporalité de l'offre de ce secteur jusqu'alors très normé et relié à une saison : ici, les pigments participent davantage à un récit d'affirmation de soi qu'à une quelconque prescription. «C'est pour nous un espace de jeu illimité pour traduire une vision libératrice, presque jubilatoire du maquillage», écrivent dans leur manifeste les trois Comètes. Et de conclure : «Qu'est-ce que la beauté, sinon l'audace de devenir soi ?» ■



LE FIGARO Billetterie



THÉÂTRE
HUMOUR
MUSIQUE

Tous vos spectacles sur billetterie.lefigaro.fr

Les invités viennent à peine d'entrouvrir la porte du jardin que les bornes d'éclairage placées au sol se réveillent pour souligner en finesse les moindres sinuosités de l'allée qui mène à l'entrée de la maison, puis la contourne et vient s'achever au pied de la piscine. Sur les murs, une armée d'appliques arbore des chromatismes aux humeurs changeantes, ambrées, bleu-vertes, magenta... La végétation s'embrase dans le même élan, irradiée par les puissants faisceaux lumineux d'une collection de spots discrets. Ultime tour de passe-passe, l'ensemble s'éteint après le passage du dernier convive, quand aucun mouvement ne vient plus solliciter les capteurs placés sur le chemin.

Ce mini-spectacle son et lumière n'est pas l'apanage d'un château d'exception ou d'un lieu de spectacle en plein air. Grâce à l'éclairage connecté, il est à la portée de tout particulier pour un coût relativement modeste. Il suffit de disposer d'un pont de raccordement, relié à sa box internet, communiquant avec les lumières par ondes radio (protocole Zigbee) afin de piloter aisément l'ensemble avec un smartphone, en pianotant dans l'application dédiée ou via des requêtes vocales. Il est possible de choisir des scènes pré-enregistrées (coucher de soleil sur la savane, ambiance lounge, feu d'artifice...), de modifier les réglages à la volée, ou encore d'automatiser les ambiances lumineuses en fonction de l'heure ou des passages, grâce à des capteurs de mouvements. Toutes les fantaisies sont envisageables en termes de couleurs, d'intensité et de multiplicité des sources lumineuses. L'ensemble fonctionne de la même manière que pour un éclairage intérieur en exploitant des ampoules connectées ou des luminaires directement reliés au pont central. Selon les systèmes, il faudra veiller à conserver le smartphone à portée de Wi-Fi sous peine de perdre le contact avec le pont. Il peut alors être judicieux d'installer un répéteur Wi-Fi dans le jardin. Ce dernier va étendre le signal, soit de proche en proche entre plusieurs répéteurs ou routeurs (système Mesh), soit via le courant électrique (technologie courant porteur en ligne, appelée aussi CPL). Quant aux luminaires et ampoules, ils ne demandent qu'une source de courant 220 volts pour fonctionner.

À l'image du marché de l'éclairage connecté intérieur, c'est Philips qui mène le bal avec son système Hue. Certains lui reprochent des tarifs prohibitifs par rapport à des solutions low cost plus avantageuses (Lexmark, Konyks ou encore Wish qui appartient à Philips) mais Hue offre sans conteste les meilleures prestations en matière de qualité de lumière, de diversité des luminaires et de profondeur des scénarios. Dans le cas d'un jardin, il faudra faire une croix sur les dispositifs Bluetooth. Très abordables, ils pèchent par une distance de connexion limitée et l'incapacité du signal à traverser le moindre obstacle. On pourra commencer par s'équiper de bornes d'éclairage extérieur Calla White and Color Ambiance (150 € l'unité) pour arborer les allées et che-



À gauche, de haut en bas : la guirlande lumineuse connectée de Nanoleaf ; les appliques Philips Hue Dymera utilisables en intérieur comme en extérieur ; la lampe haut-parleur Canon Light & Speaker qui offre jusqu'à 8 h de lumière et 5 h de musique. Ci-dessous : l'enceinte Sony SRS-XV500 est conçue pour faire la fête, avec sa puissance sonore, ses animations lumineuses et sa fonction karaoké.

Féerie lumineuse au jardin

Pascal Grandmaison

Éclairages connectés et enceintes associées permettent d'élaborer de véritables spectacles son et lumière.



mins. Disponibles en noir ou chrome, elles se plantent directement dans la terre grâce à un piquet intégré. Elles dispensent une gamme étendue de 16 millions de couleurs et 50 000 nuances de blanc pour créer une ambiance colorée, festive ou féérique, se mariant délicatement avec toutes les autres composantes d'un éclairage extérieur. Pour cela, il convient préalablement d'acquiescer un pont Philips Hue Bridge (60 €), capable de contrôler jusqu'à 50 lampes et accessoires.

Au pied d'un massif de plantes

On emploiera judicieusement le même pont pour les lumières intérieures et extérieures. Pour les murs, on s'équipera d'appliques intérieures/extérieures Philips Hue Dymera White and Color Ambiance (220 €). Diffusant leurs faisceaux vers le haut et le bas, avec des teintes différentes si besoin, elles soulignent la texture des murs ou palissades sur lesquels elles sont fixées. En complément, les spots extérieurs Philips Hue Lily White and Color Ambiance (110 €, 160 € en version XL) s'inséreront discrètement dans le jardin pour donner vie aux hortensias et aux fougères. Là encore, un piquet de terre permet de les piquer directement au pied d'un massif de plantes ou au cœur d'une jardinière. Il est conseillé de combiner des teintes complémentaires afin de distinguer les différents plans et d'apporter du relief. Enfin, la guirlande Philips Hue Festavia (120 € les 8 m, 360 € les 40 m) apportera une touche de magie aux poutres, rampes d'escalier et patios grâce à ses dégradés ou camaïeux colorés et dy-



namiques. Pour couronner le tout, on adoptera la lampe à poser Philips Hue Go Portable (160 €). Dotée d'une autonomie sur batterie de 20 h, elle dispose de neuf scénarios prédéfinis pour alterner les ambiances (Méditation pour accompagner un moment de relaxation ou Cosy Candle pour simuler la flamme d'une bougie). Toutes les fantaisies sont possibles en utilisant une prise intelligente Philips Hue (35 €) pour intégrer ses vieux luminaires à un système connecté moderne. Les esthètes auront ainsi à cœur de conserver leurs lampes chinées pour illuminer la table à manger d'une terrasse ou d'une véranda.

Dans le même registre, le spécialiste des panneaux lumineux animés d'intérieur Nanoleaf a développé son écosystème de luminaires connectés en dévoilant une guirlande lumineuse multicolore connectée pour usage extérieur ainsi que des lumières multicolores connectées permanentes pour l'extérieur. Elles sont prévues pour s'intégrer facilement avec les autres produits de la marque et apporter des animations colorées aux fenêtres, balcons, patios et jardins tout au long de l'année (Guirlande lumineuse connectée multicolore d'extérieur Matter 15 m par Nanoleaf, 100 €). En complément, la lampe portable Nanoleaf Cono (en collaboration avec Umbra, 110 €) assure 5 h d'autonomie lumineuse et 16 millions de couleurs paramétrables depuis l'application dédiée ou par contrôle vocal. Dans le domaine des dispositifs nomades et déconnectés, on craquera pour la lampe Atmos en argent brossé de Kooduu (199 €, chez ndsg.com) et son design inspiré d'un seau à champagne, ou encore l'élégante Humble One qui revisite la traditionnelle ampoule à incandescence à filament en mode LED (129 €, ndsg.com) tout en assurant 140 h d'autonomie.

Clôturons avec un élément incontournable de toute ambiance réussie : le son. La lampe haut-parleur Canon Light & Speaker ML-A (299 €) propose d'allier le meilleur des deux mondes avec un boîtier au épais abritant un haut-parleur, une ampoule LED et une batterie afin d'offrir jusqu'à 8 h de lumière et 5 h de musique. Les amateurs de grosses basses lui préféreront l'enceinte Sony SRS-XV500 (400 €). Conçue pour faire la fête, elle allie puissance sonore, animations lumineuses, fonction karaoké et étanchéité pendant 25 h. De quoi transformer le jardin en une véritable piste de danse. ■

Le drone des acrobates en herbe

Alliant loopings automatisés et pilotage immersif, il pourrait séduire un public peu familier de ce genre de pratique.

Nous plongeons en piqué depuis la falaise en direction de la plage. Frôlant les pins parasols, nous effectuons un virage à toute allure pour venir raser la surface de l'eau. Soudain, nous engageons une série de flips avant et arrière, ponctués de tonneaux sur la gauche ou la droite. Les badauds profitant des premiers rayons du soleil de ce mois d'avril n'en croient pas leurs yeux ! En bonus, nous avons enregistré toute la performance via la caméra embarquée de notre aéronef de poche.

Contrairement aux apparences, nous ne venons pas de participer à un show de la patrouille de France. Nous avons simplement réalisé quelques tests avec le DJI Avata 2, le nouveau petit bijou du spécialiste mondial du drone de loisir. Pres de deux ans après une première mouture assez réussie, le chinois revisite le concept de son drone immersif dédié aux débutants. Il s'agit d'un petit modèle, lé-

ger (377 g) et caréné. Des renforts en plastique ceinturent les hélices, évitant les blessures éventuelles et protégeant l'ensemble des chocs. Comme son prédécesseur, l'Avata 2 se pilote via une paire de lunettes connectées sans fil (DJI Goggles 3), diffusant en temps réel les images de la caméra embarquée, et par le biais d'un joystick (il est possible d'utiliser une radiocommande classique). Ce dernier permet de s'immerger dans les airs de manière intuitive, sans aucun entraînement préalable. On appuie sur la gâchette pour accélérer puis on incline le poignet vers le haut pour monter, le bas pour tourner. Un enfant de sept pourrait dompter la machine en quelques secondes, d'autant que des capteurs de proximité situés vers le bas, préviennent les rencontres inopinées avec le sol. Les yeux dans les lunettes, on a réellement l'impression de voler comme un oiseau.



Le drone Avata 2 se pilote via une paire de lunettes connectées sans fil, diffusant en temps réel les images de la caméra embarquée. DJI

L'Avata 2 profite d'une nouvelle gâchette à trois crans, destinée à pivoter sur place et à engager des marches arrière. Il hérite également d'un capteur CMOS ultra-grand angle 12 mpx de 1/1,3 pouce, offrant un meilleur comportement en faible luminosité et un champ de vision allant jusqu'à 155°. Il est possible de produire des vidéos immersives HDR en 4K à 60i/s et des ralentis 2,7K à 120 i/s, tout en exploitant le profil de couleur D-Log M 10 bits pour capturer un maximum de détails dans les zones d'ombre et de lumière, en vue d'un étalonnage.

Autonomie limitée

Les lunettes Goggles 3 gagnent également en confort grâce à un poids et à un encombrement réduits. Ainsi, la batterie est désormais située sur l'arrière de la tête, pour un équilibre optimum, contrairement à l'ancienne version qui

se rangeait dans une poche et restait connectée à un câble. Nous avons apprécié la possibilité d'afficher l'environnement immédiat des lunettes (grâce à deux caméras) et plus de la vue du drone, via une double pression sur la tempe (ou via le joystick). Dans le même esprit, il est désormais possible de changer les réglages à la volée depuis les lunettes via un pointeur hérité de l'univers des masques de réalité virtuelle. Enfin, la portée de retour vidéo s'est allongée, de 600 m en pratique, à 1 voire 2 km. En bonus, un second retour vidéo sur smartphone,

par câble ou en Wi-Fi, permet à ses amis de profiter des images en direct. La plus grande innovation réside cependant dans l'intégration d'acrobaties aériennes complexes, faciles à réaliser en pressant une touche sur le joystick de la RC Motion 3 : flips, tonneaux, rifts (retournement à 180° pendant que l'on frôle un sujet). Effet assuré !

À l'essai, l'Avata 2 est un vrai bonheur. Il se pilote avec une facilité déconcertante et produit de superbes images. Les lunettes ne pèsent pas sur le nez et s'oublient rapidement. On est malheureusement rappelé à la réalité par l'autonomie, officiellement 23 minutes par batterie, qui s'établit plutôt à 18 minutes, voire moins puisqu'il faut rentrer avant de tomber en panne. Bonne nouvelle, les vidéos prises vers le bas ne sont plus polluées par la vue des hélices. Proposé à 999 euros, le bundle Fly More DJI Avata 2 comprend le drone avec une unique batterie, les DJI Goggles 3 et le DJI RC Motion 3. Pour 1199 euros, ajoutez une station de recharge bidirectionnelle, deux batteries et un sac à bandoulière. Sachez que la loi concernant les drones a changé au mois de janvier. Les modèles entre 250 g et 900 g peuvent désormais être pilotés au-dessus des personnes (pas des groupes) et sans licence de télépilote. Cette simplification relance le marché du drone de loisir en France, que l'Avata 2 contribuera sans nul doute à le tirer vers le haut... ■ P.G.

Fleur Geffrier, un millésime très prometteur

Constance Jamet

En romancière s'initiant aux arcanes du vin, l'actrice est la révélation des « Gouttes de Dieu », la série entêtante tirée d'un manga culte.

« **Q**uand je suis sortie du Cours Florent, j'avais 29 ans, soit dix ans d'écart avec la plus jeune de ma promotion. Jusqu'aux Gouttes de Dieu, je n'ai jamais décroché de rôle principal, même si j'atteignais régulièrement le dernier tour d'audition. Cela coïncidait : je n'étais pas assez connue. Je commençais à flûper », souffle Fleur Geffrier. La comédienne de 37 ans à la chevelure blond vénitien sort de l'ombre avec fracas et illumine l'adaptation de France 2 et d'Apple TV+ du manga culte de Tadashi Agi et Shu Okimoto.

La native du Tarn campe Camille, romancière en mal d'inspiration, dont le père, œnologue de renom, vient de mourir. Hypersensible au goût, Camille ne tolère que les aliments les plus fades et ne supporte pas l'alcool. Problématique, quand, d'outre-tombe, son géniteur honni, qui avait refait sa vie au Japon, suspend l'attribution de sa collection de grands crus, estimée à 150 millions de dollars, à une compétition de dégustation

entre Camille et Issa, son disciple. Camille s'embarque dans une rééducation des sens à marche forcée. Elle est aussi explosive et révoltée que son rival nippon est pudique et stoïque. Mais ils ont en commun d'être deux enfants blessés.

« Je me suis reconnue dans Camille : ce côté perdu, sa sensibilité, son rapport brut de décoffrage au monde, son enthousiasme passionné. Sur ce projet, je me suis enfin sentie à ma place », analyse Fleur Geffrier, fil d'Ariane de cette odyssée proustienne. « Les Gouttes de Dieu parlent autant aux amateurs de bonnes bouteilles qu'aux néophytes. Le vin est un prétexte pour parler de transmission, de quête d'identité », plaide l'actrice initiée par le consultant de la série, le sommelier Sébastien Pradal. « Il nous a concocté, à Tomohisa Yamashita et moi, une formation accélérée dans son restaurant. Nous avons senti des crus un matin. J'ai manipulé un coffret de nez comme celui qu'utilise Camille pour raviver son odorat. J'ai appris à goûter le vin », se souvient-elle. La comédienne a continué son apprentissage seule. Des producteurs l'invitent ainsi à visiter leur domaine.



« Le vin est un prétexte pour parler de transmission, de quête d'identité », souligne Fleur Geffrier. DR/MLJ

« J'ai découvert un artisanat, un rapport à la terre formidable. »

Une seconde saison lancée

Le tournage en 2021 l'a marquée. « Les petites rues de Tokyo, la cantine avec ses brochettes de poulet roulées dans des feuilles de bananier pendant notre mois passé en Thaïlande, les caves italiennes. Les couchers de soleil sur les dentelles de Montmirail, les vignobles du Sud-Ouest qui m'ont rappelé mon enfance », se souvient-elle.

Fille d'un cuisinier et d'une mère au foyer, Fleur Geffrier a grandi à Rabas-

tens, près de Toulouse. Elle a découvert les plaisirs de la comédie en CM2 en jouant la scène de la partie de cartes de Marcel Pagnol. Une révélation, pour l'écolière solitaire. « Cela m'a fait un bien fou, de ne plus être moi. » Elle ne quittera plus les planches, suivant à la faculté de Nice un cursus de théâtre. « Que de la pratique, des petites pièces assez intenses. » Fleur Geffrier poursuit sa formation à Paris. Non issue du sérail, elle ne pense d'abord ni au petit ni au grand écran. Elle fait ses débuts en 2015 dans la série de TF1 Profilage, où elle joue une femme se croyant dotée de pouvoirs magiques. S'enchaînent des rôles de médecin légiste, flic, victime ou tueuse. D'A l'intérieur à Double je en passant par Prof T. « En France, on produit beaucoup de séries policières. J'ai fait tous les corps

de métier du genre », sourit celle qui fut aussi une silhouette de serveuse dans Elle, de Paul Verhoeven. « Un souvenir inoubliable, y compris d'avoir été conviée à la soirée Golden Globes du film. »

Portée par la vague des Gouttes de Dieu, en ligne sur Apple TV+ depuis l'an dernier et dont la firme à la pomme vient de commander une seconde saison, Fleur Geffrier voit les rôles marquants se succéder. Avec Les Espions de la terre (M6), qui revient sur la traque des terroristes du 13 Novembre et le thriller écologique Rivages (France 2), son visage sera celui de la rentrée télévisuelle 2024-2025. ■

« Les Gouttes de Dieu », À 21h10, 8 x 52 min sur France 2
Notre avis : ●●●●

L'incroyable destin du GI français d'Omaha Beach

Élie Pillet

Le documentaire de David Korn-Brzoza retrace l'odyssée de Bernard Dargols, Juif français ayant servi sous le drapeau américain.

Le 6 juin, la plage de Saint-Laurent-sur-Mer est le théâtre de la commémoration du D-Day. C'est ici, à Omaha Beach, l'une des cinq grèves du Débarquement, que le GI (soldat américain) Bernard Dargols a posé le pied il y a quatre-vingts ans, ému de retrouver la terre qui l'a vu naître. Oui, car Bernard Dargols est français, et c'est bien le seul, dans l'armée des États-Unis, à avoir participé à cette opération militaire décisive dans le déroulement de la Seconde Guerre mondiale.

À l'instar de l'Odyssée d'Homère, ce documentaire de 53 minutes réalisé par David Korn-Brzoza qui retrace l'incroyable destin de ce vétéran disparu en 2019, à 98 ans, se découpe en deux

parties égales : le voyage puis le retour chez soi. La comparaison s'arrête là. Ulysse revient, la guerre terminée, Troie dévastée, vers son Ithaque chérie. Bernard trouve, lui, la guerre au retour, dans une France occupée par les forces allemandes. Les deux guerriers sont animés par une ardeur identique : revenir chez soi et se réunir avec sa famille, quoi qu'il en coûte.

Force d'évocation

En 1938, le jeune Bernard Dargols a 18 ans. Son père, un homme sévère qui tient une boutique de machines à coudre rue des Francs-Bourgeois, à Paris (4^e), le voit déjà reprendre l'entreprise familiale. Pour parfaire sa technique, Bernard est envoyé à New York, où il

travaille dans une usine un an durant. Mais le conflit le plus meurtrier du XX^e siècle le rattrape. Séparé de sa famille, de confession juive et en danger dans un Paris occupé, il cherche tout de suite à s'engager, à soutenir l'effort de guerre des Alliés.

L'extraordinaire travail de recherche sur des documents d'archives se double, dans ce film, des lettres que, pendant des années, se sont échangées les Dargols. Le patriarche, risquant la déportation, somme ainsi Bernard de ne pas revenir : « Ne t'inquiète pas, reste en Amérique. » Le fils évidemment désobéit et suit un entraînement féroce au pays de Galle en 1943. Bien vite, un grade le remarque : il parle français, connaît la géographie de son pays. Son rôle sera d'accompagner

les GI lors du Débarquement et de récupérer des informations, auprès des habitants libérés, sur les places fortes et les dépôts allemands.

Puis vient la grande date, celle du Débarquement. Des images glaçantes relatent l'horreur du jour le plus long. Sur la plage, les corps des blessés et des morts s'entassent. Le regard du vétéran se voile : son témoignage a une force d'évocation telle qu'on a l'impression d'y être. De fouler le sable à son côté. Le GI français nous entraîne ensuite dans la campagne de l'Hexagone, passe de la Normandie à la Bretagne (pour libérer Brest), puis de la Bretagne pour débarquer dans mon pays alors que les vrais Américains, eux, ils avaient leurs parents en

Amérique, ils avaient laissé tomber leur boulot. Ils n'avaient qu'une envie : finir-sous-en », témoigne Bernard Dargols.

Enfin, ce sont les retrouvailles avec sa mère d'abord. Grâce à des bobines de l'époque, on découvre leur balade, place des Vosges. Ils marchent d'un pas lent mais assuré, celui des survivants, s'attardent devant les journaux dans un kiosque, comme pour profiter au maximum de cet instant tant attendu. La scène est bouleversante. Leur bonheur crève l'écran. Ulysse est à nouveau aux côtés des siens... ■

« Le GI français d'Omaha Beach » À 22h55, sur France 3
Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

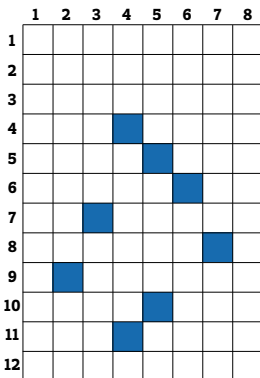
PROBLÈME N° 6615

HORIZONTALEMENT

1. Interprétation du lacs des signes. - 2. Pas chauds pour les frais. - 3. Coup de pied ou coup de main. - 4. Il a une belle plume avec toutefois une tendance à se répéter. Remet des boutons. - 5. Se fixe rapidement ou se tourne rapidement. Parfumeur diversement appréciée. - 6. Coupe de Franc. Centurie romaine. - 7. On lui aurait promis la lune que ça ne lui aurait pas suffi. Tape sans arrêt contre le quai. - 8. Vaut la peine. - 9. Touche le point sensible. - 10. Passage sur les ondes. Une île en mer d'Irlande. - 11. Statuait en dernier ressort. Va d'un point à l'autre. - 12. Bois dans les vignes.

VERTICALEMENT

1. Forces séparées du corps. - 2. Rouge de confusion. Respecté par les calids. - 3. Poteau solide. Commander des subordonnées. - 4. Fait l'unité du peuple anglais. Adoucit les couleurs. - 5. Une éminence chez nous ou reçoit des éminences en Italie. L'ami du peuple. Indicateur. - 6. Se chargea du transport. Œuvre de chaire. - 7. Bien bons. Égale. - 8. Retrachés derrière un mur.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6614

HORIZONTALEMENT 1. Galliard. - 2. Ennuagée. - 3. Nets. Nid. - 4. Tee. Menu. - 5. Israël. - 6. Cilent. - 7. Liens. - 8. Esse. Nom. - 9. SOS. Cage. - 10. Seize. Ru. - 11. Étopées. - 12. Sentence. **VERTICALEMENT** 1. Gentillesse. - 2. Anées. Isoète. - 3. Intercession. - 4. Lus. Aîné. Zut. - 5. La. Mers. Cepe. - 6. Agnelé. Na. En. - 7. Rein. Negrec. - 8. Dédut. Meuse.

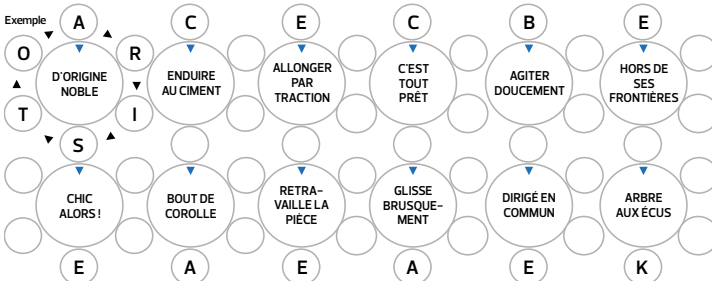
LE FIGARO Jeux



RONDE DES MOTS®

RCT JEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

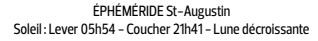
3	4	5	7	9	2	8	6	1
1	7	6	5	8	3	4	2	9
2	9	8	4	1	6	7	3	5
5	1	2	6	4	7	9	8	3
9	8	4	1	3	5	6	7	2
7	6	3	8	2	9	1	5	4
8	5	9	2	7	4	3	1	6
4	2	1	3	6	8	5	9	7
6	3	7	9	5	1	2	4	8

4	3	7	6	2	9	5	8	1
2	1	5	8	7	3	6	9	4
9	6	8	1	5	3	7	2	4
1	5	3	9	6	2	7	4	8
6	8	4	7	3	1	9	2	5
7	2	9	4	8	5	1	6	3
3	9	6	2	1	8	4	5	7
9	3	1	4	7	8	2	6	5
5	4	2	3	9	7	8	1	6

1	7	8	5	6	2	4	9	3
4	9	2	3	1	7	6	5	8
3	6	5	9	4	7	1	2	8
7	5	9	6	2	4	3	8	1
8	4	6	2	3	9	1	2	9
5	2	4	1	9	6	8	3	7
9	3	1	4	7	8	2	6	5
6	8	7	2	5	3	9	4	1

LETTRES EN PLUS
PASTIS - SECHER - GASCON - RAGOUT.

LETTRES EN MOINS
Les mots à trouver sont :
LOCAL (Confit, couple, hanter, course, fourmi).
PAROI (Troue, ronde, exille, bûche, brune).

[illegible]

Louis Giscard d'Estaing ou le devoir de mémoire



PAR
Emmanuel Galléro

Le maire UDI de Chamalières et président de la Fondation VGE organise un colloque mémoriel lundi à Paris pour rappeler l'action présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing de 1974 à 1981.

En 1976, Philippe de Gaulle, fils aîné et seul garçon du général de Gaulle, s'approche de Louis Giscard d'Estaing, qui n'a alors que 18 ans. Il lui dit : « Je ne vous envie pas. » Ce jour-là, le jeune homme comprend la difficulté de sa position mais il mesure aussi l'importance du rôle qu'il lui faudra assumer. Bien plus tard, une dédicace de l'amiral prolongera cette confiance sur la première page d'un livre paru chez Plon en 2003. On ne peut pas lire ces mots manuscrits, ouvrant les entretiens recueillis par Michel Tauriac

sous le titre *De Gaulle, mon père*, sans y deviner une forme de compassion affectueuse : « Pour M. Louis Giscard d'Estaing, député du Puy-de-Dôme, qui, comme moi, connaît bien les conséquences d'une filiation illustre... » L'intéressé confie ces souvenirs en souriant, avec la pudeur d'un fils porté par les hasards d'une histoire paternelle à laquelle il veut rendre hommage. N'était-il pas difficile parfois de porter son nom ? « Ce fut d'autant plus facile à porter que nous en assumons toute la dimension après les nombreuses réformes que ce nom incarne », répond Louis Giscard d'Estaing.

Né en 1958, il n'est pas peu fier d'avoir l'âge de la V^e République. « C'est l'âge de l'enthousiasme à transmettre ! », dit-il sur la route d'Aurillac, où le conseil départemental du Cantal l'attend jeudi pour le colloque du 50^e anniversaire de la disparition de Georges Pompidou. Il y était invité parmi d'autres en tant que président de la Fondation Valéry Giscard d'Estaing, créée par son père et dont il a pris la présidence après sa mort en 2021. Le fils veut promouvoir la pensée et l'action politiques de celui qui présida la France entre 1974 et 1981, après avoir été ministre de l'Économie et des Fi-

nances de Georges Pompidou durant cinq ans. Le président Giscard entra à l'Élysée le 27 mai 1974, et, ce lundi, cinquante ans jour pour jour après cette date, la fondation organise un grand colloque à l'Institut de France, à Paris. Un rendez-vous qui, au-delà de la célébration officielle témoigne aussi de la fidélité d'un fils animé par le devoir de mémoire.

Vice-président de l'UDI, Louis Giscard d'Estaing n'était pas voué à la vie politique dans laquelle il entre pourtant en 1995, en tentant de relever le défi d'une municipale à Royat, dans le Puy-de-Dôme. Il en garde le souvenir du plus grand « échec salvateur » de sa carrière, puisque son atterrissage à la tête de l'opposition lui permit d'apprendre « l'humilité et la constance » nécessaires, selon lui, à l'exercice d'un mandat local.

En marge de la vie politique, il cultiva très tôt une fascination pour les chevaux de course, l'élevage et les revues hippiques. Il fut même directeur de publication de la revue *Courses et Élevage* jusqu'en 2015. C'était un moyen d'assurer son indépendance. Jamais il n'oublia les galops d'Annulaire, la pouliche pur-sang qui lui offrit sa première victoire d'éleveur-propriétaire. Cette passion le transporta jusqu'aux JO de Montréal en 1976 où il fêta la médaille d'or de l'équipe de France.

« Mon père a toujours respecté nos choix. Mon ouverture d'esprit, jugée parfois insolente, révélait mon tempérament »

Troisième d'une fratrie de quatre enfants, le jeune Louis s'est senti moins exposé que ses aînés. Il a le sentiment d'avoir joué d'une plus grande liberté ; pour le choix des études, par exemple. D'où le développement chez lui d'une forme d'indépendance d'esprit, qu'il revendique. C'est comme cela que, diplômé de Sup de Co Rouen, il s'orientera d'abord vers l'économie et le secteur privé au sein de Moët Hennessy, future branche vins et spiritueux du groupe LVMH. Puis, après l'Angleterre et les États-Unis, intégra l'Insee de Fontainebleau, établissement classé parmi les meilleurs MBA du monde, fondé par son oncle dans les années 1960. « Mon père a toujours respecté nos choix. Mon

ouverture d'esprit, jugée parfois insolente, révélait mon tempérament », explique celui qui est maire de Chamalières depuis 2005.

L'une des plus grandes fiertés du fils est de ne jamais avoir profité politiquement d'une position privilégiée. « Tout ce que j'ai exercé, je l'ai exercé par élection, pas par nomination », souligne-t-il. Dans le rapport de « grande liberté de ton et d'expression » qu'il entretenait avec son père, Louis Giscard d'Estaing reconnaît un profond respect mutuel. Il avait la conviction que son père ne pourrait jamais être réélu en 1981 mais n'a jamais osé lui dire. Il admirait ses qualités intellectuelles et croit que lui appréciait sa vision des choses. Outre ses responsabilités municipales, l'élu occupe aujourd'hui la deuxième vice-présidence de Clermont Métropole, à Clermont-Ferrand. Il est aussi conseiller régional au sein de la région Auvergne-Rhône-Alpes et président de l'association des 165 collectivités mairaines des forces armées.

Son immersion dans la campagne présidentielle de 1974, à 15 ans, fut sa première émotion politique. Une page déterminante. Pour l'ex-député du Puy-de-Dôme, la vice-présidence de l'Assemblée nationale, décrochée en 2011, fut un sommet de ses succès politiques. « Une grande fierté aussi et une fonction majeure que mon père n'avait jamais exercée », ajoute-t-il. Engagé au sein d'un parti cofondé avec Jean-Louis Borloo et présidé aujourd'hui par le sénateur Hervé Marseille, Louis Giscard d'Estaing regarde l'avenir avec de grandes ambitions. Il aimerait que sa famille politique puisse jouer un rôle « majeur » dans la pédagogie d'une démocratie française qu'il croit mal en point. Pour les élections européennes du 9 juin, l'UDI a pris la décision collective de soutenir la candidate macroniste Valérie Hayer, « mais uniquement pour les questions européennes ». À la veille du scrutin, Louis Giscard d'Estaing rêve de mettre sa fondation au service d'une « France épanouie qui fait confiance à sa jeunesse ». Une France à propos de laquelle Valéry Giscard d'Estaing, à la fin de sa vie, s'interrogeait sur sa capacité à gérer ses urgences intérieures et son rayonnement international. Son fils partage la même inquiétude. « La France est passée dans une phase clévrante où la violence d'une société l'emporte sur la qualité des arguments. Mon père dirait : ce n'est pas le même pays que j'ai dirigé il y a cinquante ans. » ■

« Tout ce que j'ai exercé, je l'ai exercé par élection, pas par nomination », revendique Louis Giscard d'Estaing.



CELINE PERRIN / BESTIMAGE

Europe 1

RADIO OFFICIELLE



**VIVEZ
ROLAND-GARROS
SUR EUROPE 1**

**DU 20 MAI AU 9 JUIN
TOUTE L'ACTUALITÉ DU TOURNOI,
LES ÉMISSIONS EN DIRECT,
NOS SPÉCIALISTES,
LES JEUX...**



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Palme (pal-m') n. f.
Prix de grande valeur.

Le Festival de Cannes s'est terminé samedi soir avec l'attribution de la traditionnelle palme d'or.

Le mot vient du latin *palma*, qui désigne le creux de la main et, par analogie, la partie de l'arbre ayant cette forme. Décernée aux vainqueurs d'une compétition, elle qualifie la victoire elle-même.

La définition du Festival de Cannes est simple : des huiles et une palme.

La palme d'or a le privilège de figurer pour l'avenir au palmarès de la célèbre compétition. Toutefois, une palme en chassant une autre, elle ne remporte pas forcément celle de la qualité ou du bon goût.

Il existe d'ailleurs des palmes d'or ayant subi les tirs furieux de la critique : au napalm de Cannes.

Mais, dans l'ensemble, la presse aime le festival : ce n'est pas étonnant, tous les canards sont biologiquement des palmipèdes.

Plus généralement, on a pu voir à l'écran des palmes être tout simplement académiques.

Recevoir la palme d'or est un honneur qui peut se révéler écrasant, et pose une question : des dolgts palmés à Cannes peuvent-ils continuer à empoigner une caméra ?

Ce qui est sûr, c'est que le festival a fermé ses portes. Les stars sont parties et les lumières se sont éteintes. Il n'y a que les palmes qui restent.

Mais elles vont maintenant se changer en caoutchouc : pour la baignade. ■